

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

MAI-JUIN

SOMMAIRE

EDITORIAL Au fond de l'impasse.

EN URSS

L. TROTSKY Vers le capitalisme ou vers le socialisme? (I)

L. TROTSKY Le suicide de Maïakowsky.

MOUVEMENT SYNDICAL INTERNATIONAL

E. LAURENT L'opposition unitaire dans la C. G. T. U.

J. GRAEF Encore une fois au sujet de Marx et la question syndicale.

THE MILITANT Pour une juste politique syndicale aux Etats-Unis.

DER KOMMUNIST La question syndicale et l'opposition de gauche.

LA LUTTE DES CLASSES EN EUROPE

A. ARIAT La querelle de la participation dans le Parti Socialiste français.

R. WELL Le Parti Communiste allemand a de nouveau laissé passer une situation favorable.

K. LANDAU Notes sur la situation en Autriche.

H. LACROIX Les tendances actuelles dans le mouvement ouvrier espagnol.

J. FRERON Coup d'œil sur la situation politique en Espagne.

P. SIZOFF Le militarisme et l'accumulation capitaliste.

DANS LES PAYS COLONIAUX

NEL-SIH Le déclin du Parti Communiste Chinois.

A. ARIAT A propos de deux monographies coloniales : Madagascar et l'Algérie.

L. TROTSKY De l'idée des Partis Ouvriers et Paysans bipartites pour l'Orient.

Notes, Comptes rendus de livres, La vie de la Revue.

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

Vient de paraître :

Bibliothèque
de l'Opposition Communiste

■ ■ ■

**La "troisième période" d'erreurs
de l'Internationale Communiste**

par L. TROTSKY

64 pages — Prix : 3 francs

Par 20 exemplaires : 2 francs.

Rappel :

L. TROTSKY : *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition.*

Prix : 3 fr.

EN VENTE A

LA VÉRITÉ, 45, Bd de la Villette, Paris X^e.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse,
Paris X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
45, Boulevard de la Villette, PARIS, X^e. — Prix du numéro 3 fr.

3^e année.

Mai-Juin 1930

Numéro 21-22

	PAGE
EDITORIAL Au fond de l'impasse	325
<i>EN URSS</i>	
L. TROTSKY ... Vers le capitalisme ou vers le socialisme? (I)	331
L. TROTSKY ... Le suicide de Maïakowsky	338
<i>MOUVEMENT SYNDICAL INTERNATIONAL</i>	
E. LAURENT ... L'opposition unitaire dans la C.G.T.U.	342
J. GRAEF Encore une fois au sujet de Marx et la question syndicale	350
THE MILITANT . Pour une juste politique syndicale aux Etats-Unis	356
DER KOMMUNIST La question syndicale et l'opposition de gauche	363
<i>LA LUTTE DES CLASSES EN EUROPE</i>	
A. ARIAT La querelle de la participation dans le Parti Socialiste français	369
R. WELL Le Parti Communiste allemand a de nouveau laissé passer une situation favorable	379
K. LANDAU ... Notes sur la situation en Autriche	384
H. LACROIX ... Les tendances actuelles dans le mouvement ouvrier espagnol	395
J. FRERON Coup d'œil sur la situation politique en Espagne	402
P. SIZOFF Le militarisme et l'accumulation capitaliste	405
<i>DANS LES PAYS COLONIAUX</i>	
NEL-SIH Le déclin du Parti Communiste chinois	415
A. ARIAT A propos de deux monographies coloniales : Madagascar et l'Algérie	420
L. TROTSKY ... De l'idée des Partis Ouvriers et Paysans bipartites pour l'Orient	425
NOTE : L'organisation de l'opposition de gauche en France	433
LES LIVRES : .. <i>La lutte des paysans en Norvège</i> , par Holvdan Koht (P. S.)	438
..... <i>Histoire générale du Socialisme et des luttes sociales</i> , par M. Beer. (A. A.)	440
..... <i>Ludwig Feuerbach</i> , par F. Engels (A. A.)	440
..... <i>L'Inde Moderne</i> , par A. Philip (J. J.) ..	443
..... La vie de la revue	447

Nous avons fait pour ce numéro un effort qu'il faut poursuivre. C'est celui de classer les articles par sujets. Les principaux bénéfices sont de faciliter la lecture de la revue, et d'arriver à donner sur tel ou tel sujet une vue globale. Double avantage qui permettra sûrement aux camarades de profiter des matières publiées dans la revue d'une manière plus systématique.

Certes, il est impossible de fournir dans chaque numéro de nombreuses études sur tous les sujets intéressant le mouvement révolutionnaire, car ils sont innombrables. Mais nous choisirons, comme on en voit déjà ici l'esquisse, deux ou trois sujets sur lesquels nous pourrions grouper plusieurs études.

Un troisième avantage fourni par ce plan est de faciliter le travail collectif, tant pour l'élaboration des articles que pour leur critique.

Dans ce numéro, on trouvera quatre études sur la position de l'opposition de gauche internationale dans la question syndicale. C'est là un des problèmes les plus importants qui nous soient posés, et la façon dont il sera résolu déterminera pour longtemps l'orientation de l'opposition, surtout en France, en Allemagne, et aux Etats-Unis.

Sur le mouvement européen nous avons réuni un certain nombre d'études qui poursuivent les analyses déjà entamées dans nos précédents numéros. Cette fois-ci les articles portent particulièrement sur

l'Europe centrale (Allemagne et Autriche), sur l'Espagne, et sur la France. Ce ne sont que des indications; il faudra les approfondir complètement dans la suite.

Sur les pays coloniaux nous avons réuni une correspondance de Chine, qui donne des analyses particulièrement importantes au moment où la presse officielle de l'Internationale Communiste nous annonce journellement qu'une partie importante de la Chine est « soviétisée », avec une note critique sur Madagascar et l'Algérie. Enfin, l'étude du camarade Trotsky, sur l'idée des Partis Ouvriers et Paysans dans les pays de l'Orient, est indispensable pour analyser la situation du mouvement révolutionnaire en Chine, en Indochine, et dans l'Inde.

Le numéro est complété par différents autres articles, notes et chroniques sur des livres récemment parus.



Il y a une rubrique que nous voudrions voir se développer plus vite : c'est celle de la discussion. Que chaque camarade nous envoie ses remarques et ses critiques. Par la discussion nous élèverons le niveau politique de l'opposition communiste, et nous habituerons à nouveau chacun à s'exprimer en toute liberté.

EDITORIAL

Au fond de l'impasse

Les publications récentes de la direction du P. C. F., elles-mêmes déterminées par les décisions prises à Moscou, donnent l'impression la plus nette du désarroi. Particulièrement depuis le 1^{er} Mai, la crise intérieure s'est aggravée, jusqu'à aboutir à une *nouvelle lettre ouverte* de la direction aux membres du Parti, ce qui est la façon coutumière pour elle de masquer ses propres fautes en invitant chaque militant à corriger les siennes. Le 1^{er} Mai a été l'époque moyenne durant laquelle on discernait encore les traits extrémistes du courant ultra-gauche à travers la physionomie nouvelle du tournant opportuniste qui se dessinait depuis la tenue à Moscou du X^e Plenum du C. E. de l'I. C. durant lequel Manouïlsky noya le poisson défraîchi de la « 3^e période ».

L'opération de « tournant », qui aboutit (provisoirement) aujourd'hui à la *Lettre ouverte*, s'est faite d'une façon très pénible pour la direction, parce qu'elle coïncida avec une période d'échecs très apparents (1^{er} Mai, grèves), ainsi qu'avec le développement rapide d'une aile droite dans le Parti et la C.G.T.U., et la cristallisation d'une aile gauche fermement organisée. L'aile droite s'est formée avec le P.O.P., qui trouve un certain écho dans le Parti, et avec la plus grande partie du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme. L'aile gauche s'est cristallisée autour de la Ligue Communiste (Opposition) et de la *Vérité*.

Pendant ce temps, la base du Parti se rétrécissait de plus en plus; son action se ralentissait notablement. La direction essaya alors de faire de la C.G.T.U. le prolongement immédiat du Parti, en lui « empruntant » ses éléments de lutte, mais cette tentative eut pour principal résultat de faire lever dans la C.G.T.U. une Opposition Unitaire, qui n'abandonne pas les perspectives communistes, mais démasque avec justesse le bureaucratisme centriste des dirigeants.

Le « tournant » est à l'ordre du jour; grâce à lui la direction va tâcher, selon les procédés classiques, de masquer ses erreurs de la période précédente. Mais que vaut-il au juste? Il faut répondre clairement à cette question si nous ne voulons pas que de nombreux ouvriers se laissent tromper par les reculades de la *Lettre ouverte*.

L'objet officiel du tournant devait être une réaction contre les exagérations bureaucratiques des mois précédents, une liquidation

des mots d'ordre extrémistes (pour la prise du pouvoir, contre les social-fascistes, chefs et ouvriers) et des procédés de mécanisation, en somme une atténuation des perspectives de la période précédente, celle de la « liquidation du koulak en tant que classe » en deux ans, et du « passage sur le ventre de la social-démocratie ».

En U.R.S.S. ce tournant a pris racine dans les difficultés surgies au cours de la collectivisation forcée. En Allemagne, il a trouvé un terrain de développement dans les échecs profonds subis par la tactique de la « 3^e période » (croissance de la social-démocratie dans l'opposition, progrès géants des socialistes-nationaux). En France il a trouvé un écho, après pas mal de temps, dans l'affaiblissement du Parti en général, et surtout dans la crise de la C. G. T. U. En France aussi, on s'est rendu compte que la politique ultra gauche conduisait à une liquidation rapide du Parti et de la C. G. T. U.

Pourtant, c'est dès le mois de Février, dans le rapport de Manouïlsky au Présidium élargi du C. E. de l'I. C., que l'on peut trouver les prémisses « théoriques » du tournant, qui ne trouve son application en France que vers le début de juin, après être apparu en Allemagne en avril. En février, Manouïlsky faisait un discours plein de mesure, confirmant les trois quarts des critiques de l'opposition, avouant les faiblesses et les lacunes immenses du travail de l'I. C. Ce discours montrant du reste plutôt le caractère aigu de la dégénérescence de la théorie marxiste dans l'Internationale, qu'une tentative de lui rendre le droit à l'expression.

Au mois de février, l'*Humanité* pataugeait tant qu'elle pouvait dans « la crise économique définitive ». La Conférence Nationale du Parti en janvier avait déclaré que la « crise mondiale de surproduction ne peut être que la raison *immédiate* du déclenchement de la guerre ». Par suite les perspectives des Partis communistes devaient être, immédiatement, la préparation à la prise du pouvoir. La journée du 1^{er} Mai devait, dans l'esprit des dirigeants, jouer un rôle important dans cette marche vers la « prise du pouvoir ». Voici ce qu'affirmait une « circulaire sur la préparation du 1^{er} Mai » : « En préparant la grève politique et revendicative de masse, le Parti prend l'initiative de l'offensive de la majorité de la classe ouvrière pour transformer l'essor du mouvement révolutionnaire en un vaste mouvement de masse aboutissant à la lutte décisive pour le pouvoir. La grève politique de masse est une étape sur la voie menant à l'insurrection prolétarienne ».

Ces citations incontestables montrent jusqu'à quel degré de délire bureaucratique les fonctionnaires étaient montés. Maintenant, dans la *Lettre ouverte*, la fièvre est tombée, et l'on essaye naturellement d'imputer les bêtises des mois précédents aux camarades de la base du Parti.

C'est qu'entre temps les événements, ou plutôt l'absence d'évé-

nements, sont venus doucher les cervelles échauffées des fonctionnaires. Il y a toute une série de faits qui ont montré aux plus aveugles à quel point la direction du Parti avait perdu contact avec la classe ouvrière et avec la réalité des luttes actuelles du prolétariat.

1). D'abord, la journée du 1^{er} Mai. Cette journée ne fut pas seulement un échec en elle-même, elle fut la matérialisation de la faillite de toute une politique menée depuis des mois et des années. La journée fut marquée par un chômage moyen (échappant tout à fait à la direction du Parti, et recommandé aussi par les réformistes), et par une absence complète de manifestations. Le Parti ne put jouer aucun rôle dans cette journée, et le prolétariat fut entièrement passif; même le chômage se produisit dans les petites entreprises et ateliers, et non dans les grandes usines. Ce chômage n'affecta pas le caractère de grève. Ni grève revendicative, ni grève politique de masses; encore moins un « mouvement de masse aboutissant à la lutte décisive pour le pouvoir ». Le 1^{er} Mai fut une étape, non du développement du Parti communiste et du resserrement de ses liens avec les ouvriers, mais de sa décomposition, de son détachement. Tous ses mots d'ordre furent inentendus et incompris parce qu'incompréhensibles. Ce sont du reste toujours les mêmes, à chaque occasion : contre la guerre, défense de l'U.R.S.S., etc...

Un tel fiasco le 1^{er} Mai, après tous les appels à la « grève politique de masses » et au « passage sur le ventre de la social-démocratie », ne pouvait qu'amener une réaction sérieuse des militants du Parti contre les fonctionnaires dirigeants. Les fonctionnaires avaient mené le Parti dans une impasse. La *Lettre ouverte* représente une tentative de sortir de cette impasse.

2). La direction du Parti a montré et continue à montrer son incapacité complète dans la question du processus révolutionnaire en Indochine, qui a pris tout son sens depuis quelques mois. Depuis l'affaire de Yen-Bay, qui fut entièrement conçue et réalisée par les nationalistes-terroristes, jusqu'aux plus récentes manifestations collectives (Juin 1930) des paysans cochinchinois, le déroulement des événements a posé crûment à la classe ouvrière française et internationale le problème de la révolution prolétarienne en Indochine. Ce problème dépend lui-même étroitement de celui que posent les processus révolutionnaires en Chine et en Inde. Pour les ouvriers français ce n'est pas seulement une question de solidarité qui se pose à ce sujet, c'est une question de soutien actif. Il faut pour cela mener de front plusieurs tâches. D'abord exposer clairement la situation, donner une analyse marxiste correcte de la lutte des classes en Indochine. Ensuite éduquer le Parti français tout entier sur cette question, en montrant les liens directs qui unissent la France et ses colonies dans leur travail révolutionnaire. Puis commencer une campagne d'agitation sur des mots d'ordre précis et justes. A ces tâches la direction du Parti a complètement failli, comme elle faillira au sujet

de tout événement d'importance centrale ou immédiate pour le prolétariat. Les notions qu'elle a donné au prolétariat sur les phénomènes révolutionnaires en Indochine sont complètement fausses. *L'Humanité* du 24 Juin écrit par exemple que les ouvriers et les paysans indochinois continueront « la lutte pour l'indépendance de leur pays. Derrière le Parti Communiste indochinois, les travailleurs ouvriers, paysans, tirailleurs de Yen Bay, de Ben Thuy, de Cholon, de Vinh-Long etc... l'ont affirmé une fois de plus ».

Toutes les erreurs possibles sont ici accumulées. Ce n'est pas la révolution démocratique bourgeoise, nationaliste, qui est à l'ordre du jour en Indochine, c'est la révolution prolétarienne. Et malheureusement ce n'est pas du tout le P. C. indochinois qui a entraîné les récents mouvements, qui ont été animés par le parti nationaliste. D'autre part, la direction du Parti n'a rien fait pour éduquer les membres sur cette question, brûlante actuellement; quelques phrases sentimentales sur la répression et c'est tout. Enfin elle n'a mis en avant aucun mot d'ordre précis pour l'action de solidarité, se contentant de parler en général contre la répression, sans préciser les cas ainsi qu'elle devait le faire de façon à éveiller directement et de façon concrète l'attention prolétarienne.

3) La direction du Parti vient de s'apercevoir qu'elle a complètement passé à côté de la grande question des *assurances sociales*, durant les mois de la préparation et du vote de la loi par le Parlement. Elle a d'abord préconisé la constitution de caisses primaires spontanées, gérées par les syndicats unitaires. Ensuite elle a parlé de lutte pour les salaires afin de compenser le versement ouvrier au fond d'assurances. Enfin, à un mois de l'application de la loi, le mécontentement général des ouvriers la poussa à engager ouvertement la lutte *contre le versement ouvrier*.

Durant six mois elle perdit un temps précieux pour unir les ouvriers derrière le drapeau du parti, en développant une large agitation dans les usines. Maintenant, brusquement, la direction appelle les ouvriers à faire grève, à manifester. Elle compte sur des mouvements spontanés. Là encore la direction mène le prolétariat dans l'impasse. Le centrisme hésite et, une fois engagé dans l'impasse, ne peut plus que reculer en désordre. Après avoir tergiversé de longs mois sur la question des assurances sociales, elle appelle brusquement à des manifestations qu'elle n'est absolument pas en mesure de contrôler ou de diriger.

Avec la lutte contre les assurances sociales le Parti a perdu une nouvelle fois une occasion d'entraîner et d'organiser les masses. Quelles que soient les difficultés que souleva pour la bourgeoisie l'application de la loi, le Parti ne sera pas en mesure d'organiser et de diriger la bataille, car il n'a rien fait pour cela dans les mois précédents.

4) Enfin, les récentes démonstrations ont montré, en elles-

mêmes, que la direction du Parti était hors d'état, non seulement d'attaquer, mais même de résister aux offensives policières. Dans ce domaine encore la direction a mené le Parti au fond de l'impasse. Cela fut tout à fait apparent le 1^{er} Mai, et encore plus au défilé du Mur des Fédérés. Le défilé traditionnel, qui avait été autorisé par la police, se déroula dans le calme, et rien ne fut fait pour empêcher l'arrestation de 150 *camarades étrangers*, le long du cortège et à la sortie du cimetière du Père-Lachaise. Ces arrestations réalisées dans la tranquillité absolue, souvent par des mouchards dispersés dans le cortège, ont donné le sens véritable des manifestations actuelles — qui, du reste, ne peuvent avoir lieu, comme ce fut le cas pour le Mur, que si elles sont autorisées.

Les responsabilités de la direction dans cette situation sont doublement écrasantes, parce qu'elle refuse de les reconnaître, qu'elle en masque le véritable caractère, et qu'elle contribue ainsi activement à la répétition des erreurs.

Les principales défaillances et échecs que nous venons de noter ont été très durement ressentis par les ouvriers du Parti, et aussi par les sympathisants. Chacun s'est réveillé le nez devant le mur. L'ultra-gauchisme centriste de la période des derniers mois menait aux yeux de tous à la faillite répétée.

C'est alors que refluerent sur la France les ondes de la vague de « droite » déclenchée à Moscou. Elles servirent à noyer les événements dans le flot d'une littérature revisionniste, d'une façon complètement hypocrite, comme c'est le cas dans la *Lettre ouverte*, en sauvant la direction de la conséquence de ses propres erreurs, et, bien entendu, en accablant la base, les exécutants, et quelques boucs émissaires. La *Lettre ouverte* est entièrement bâtie sur le thème suivant : nos appréciations ont toujours été justes (bien entendu !) mais leur application a été fautive dans deux sens, dans un sens opportuniste et dans un sens « gauchiste ». Ainsi pour l'appréciation de la crise économique en France, sur la question de « l'imminence du danger de guerre », sur « l'essor révolutionnaire », sur le social-fascisme, sur la grève politique et le front unique, etc... Sur toutes ces questions il y aurait une appréciation « mécanique » et « sectaire », et une appréciation opportuniste.

Cette constatation est absolument juste à condition que l'on ajoute que c'est la direction centriste elle-même qui unit ces deux sortes d'appréciations dans une vue cahotante de la situation. Les critiques, il faut qu'elle se les adresse à elle-même. La mécanisation et le sectarisme, ce sont les couvertures qui ont servi à couvrir la politique opportuniste, et qui continueront à la couvrir. C'est dans ce sens qu'il faut dénoncer la manœuvre.

Ne prenons qu'un exemple. Sur la question de la radicalisation des masses la *Lettre* écrit : « à côté de cette négation de l'essor révolutionnaire (celle des droitiers opportunistes) nous avons d'autres

camarades qui le considèrent comme une abstraction au-dessus de toute analyse, comme une chose fatale et déjà totalement accomplie sans que le Parti ait à intervenir. Ils se basent sur la spontanéité des masses, sur l'élévation automatique du niveau de leurs batailles qui doivent se dérouler et prendre le caractère d'une lutte pour le pouvoir avec une facilité étonnante n'exigeant aucun effort de notre part, sur laquelle il suffit de faire de grandes phrases ». Ici, la direction se fustige elle-même. C'est elle qui se décrit comme ayant fait des grandes phrases. La citation de la circulaire sur le 1^{er} Mai que nous avons faite le prouve amplement à elle seule. Et sa critique actuelle montre aussi clairement comment ses « grandes phrases » de gauche cachaient la pacotille opportuniste et droitière; car elle avoue nettement que les « grandes phrases » cachent la théorie de « la spontanéité des masses », de « l'élévation automatique du niveau des batailles ». On ne peut pas avouer avec plus de cynisme et de désinvolture que toute la politique officielle n'est qu'un schématisme opportuniste de suiveur qui attend la vague pour se faire porter par elle mêlé à du jargon sectaire et de l'arbitraire bureaucratique sans prise aucune sur les événements.

**
*

L'opposition de gauche doit employer toutes ses forces à montrer aux ouvriers du Parti que la direction se montre incapable de comprendre et de critiquer la source de ses erreurs. Ce ne sont pas des questions de méthodes, des questions de plus ou moins bonne « préparation » du travail, des questions de plus ou moins grandes phrases : c'est la question de l'orientation politique du Parti tout entière, qui est fausse.

Nous devons montrer à tous les communistes que la crise économique qui a débuté, et se déroule lentement en France avant tout comme contre-coup de la crise mondiale de surproduction ne signifie pas une ruine automatique de la bourgeoisie, mais un déplacement de forces au cours duquel la principale lutte ouvrière doit tendre à maintenir et à hausser le niveau des salaires.

Nous devons montrer que pour cette besogne la bourgeoisie déploie et continuera à déployer les plus grandes ressources d'oppression de la démocratie capitaliste, et tendra à obtenir dans ce sens l'appui de plus en plus ferme et cohérent de la social-démocratie. Ce n'est que dans une phase ultérieure, si la bourgeoisie et la social-démocratie échouaient dans cette tâche, qu'apparaîtraient les phénomènes de poussée fasciste, sur la base de la ruine de vastes couches petites-bourgeoises et paysannes pauvres, et de la carence du Parti communiste.

Il faut aussi expliquer que le social-fascisme est une fantaisie bureaucratique. Le rôle de soutien effectif de la bourgeoisie réalisé

par les socialistes, ne les transforme pas en « fascistes », sauf si l'on enlève à ce mot tout contenu de classe.

Nous devons clairement montrer que la bourgeoisie française entre dans l'étape des difficultés permanentes, notamment dans son domaine colonial, dont les circonstances vont l'obliger à tirer le maximum de profit. C'est la raison pour laquelle il faut envisager avec sérieux les problèmes révolutionnaires dans les colonies, non pour lancer des phrases vagues sur la « libération des peuples opprimés », mais pour contribuer efficacement à combiner l'action du prolétariat de la métropole et des colonies.

Il faut fixer au Parti des objectifs de lutte qui le rapprochent de la classe ouvrière, et non pas de perpétuelles objectifs bureaucratiques qui ne sont plus que l'effeuillage du calendrier : 7 Novembre, 6 Mars, 1^{er} Mai, 1^{er} Août, etc...

L'exemple des assurances sociales montre comment on laisse passer une occasion de se lier aux masses ouvrières par une large agitation qui leur montre le caractère illusoire d'une loi qui se traduira par une baisse des salaires, une hausse des prix, une surexploitation, et qui montre que dans la phase actuelle de développement du régime capitaliste, la bourgeoisie ne peut plus rien accorder à la classe ouvrière, que ce qu'elle fait semblant de lui donner elle le lui reprendra d'un autre côté. Cette seule démonstration, faite au cours d'une large et persévérante agitation, serait plus instructive pour les masses que toutes les « grandes phrases » sur le capitalisme « pourrissant ».

Enfin, il faut que chaque ouvrier comprenne que l'appareil bureaucratique actuel du Parti est inapte à changer le cours politique, que la ruine des organisations, des cadres, est telle, que seul un travail patient à la base, par l'éducation de chaque militant du Parti selon la ligne marxiste de l'opposition de gauche, peut entraîner un rétablissement durable de la politique révolutionnaire de Marx et de Lénine.

Le Parti est aujourd'hui au fond d'une impasse où l'ont menés la direction de l'I. C. et du Parti lui-même. Une reculade hypocrite comme celle de la *Lettre ouverte* ne fait que l'y enfoncer un peu plus. C'est avec l'aide de l'opposition de gauche seulement que le Parti pourra en sortir pour retrouver la voie d'un développement victorieux.

Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?

I. — PERSPECTIVES DES LIBERAUX ET DES MENCHEVIKS

Le libéralisme russe que les années d'émigration n'ont pas rendu beaucoup plus malin, aperçoit un retour au servage dans toutes les nouvelles formes d'économie et en particulier dans la collectivisation. Tout dernièrement Strouvé a proclamé quelque part que la Russie avait fait retour au XVII^e siècle, Dieu en moins. Même si ce jugement devait être vrai, la Révolution trouverait déjà sa justification. Sous la conduite éclairée des anciennes classes dirigeantes l'économie paysanne n'avait pas fait de bien sensibles progrès entre le XVII^e et le XX^e siècles, de sorte que si vraiment il y eut un retour, le chemin ne fut pas très long à parcourir. Quant à l'avoir débarrassé du Bon Dieu — c'est pour le paysan une fameuse entrave en moins. Malheureusement le bon Dieu est un auxiliaire indispensable de l'inventaire paysan au XVII^e siècle, constituant une sainte trinité avec le soc et la haridelle. On ne peut en arriver à bout qu'avec le travail mécanique et l'électricité. Ce problème est encore à résoudre — mais il sera résolu.

Le libéralisme fait semblant de ne pas voir les énormes progrès économiques du régime soviétique, c'est-à-dire les preuves concrètes des avantages incalculables du socialisme. Les économistes des classes dépossédées passent tout simplement sous silence les rythmes du développement industriel sans précédent dans l'histoire mondiale. Quant aux figurants menchéviks de la bourgeoisie, ils les expliquent par une extraordinaire « exploitation des paysans ». Ils omettent d'expliquer pour quelle raison, par exemple, l'exploitation des paysans hindous par les Anglais n'avait jamais donné ni aux Indes ni en Angleterre des rythmes progressifs approchant tant soit peu de ceux qui ont été atteints sous le régime soviétique.

Et pourquoi n'interrogerait-on pas Mac Donald sur les rythmes atteints aux Indes, lui, qui fait fusiller les ouvriers et paysans indous qui désirent vivre indépendants ? Mais je doute que de telles « interpellations » soient accessibles aux gens entretenus par Mac Donald et Müller..

Les allusions libéralo-menchevistes au servage et au système d'Arakcheev constituent l'argument classique de la réaction contre toutes les innovations sur la voie du progrès historique. La formule philosophique de ces sortes de « retours » au passé fut déjà fournie jadis par le vieil Hegel dans sa « triade » : Thèse, antithèse, synthèse. Les classes intéressées au maintien de l'*antithèse* (c'est-à-dire du capitalisme), seront toujours portées à découvrir dans toute démarche de *synthèse* (c'est-à-dire du socialisme) un simple retour à la *thèse*, c'est-à-dire au servage. Les philosophes et économistes amenés dans les fourgons du bourreau Galiffet accusaient la Commune de Paris de vouloir ramener la société contemporaine aux communes du moyen-âge. A ce sujet Marx écrivait :

« C'est généralement le sort des créations historiques entièrement nouvelles d'être prises, à tort, pour la copie d'autres formes, plus anciennes et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance » (*La guerre civile en France*). De sorte que la critique bourgeoise contemporaine n'a rien découvert de nouveau. D'où l'eût-elle pris d'ailleurs ? L'« idéologie » du libéralisme russe et de la « démocratie » russe n'est, d'un bout à l'autre, qu'un plagiat et, en outre, désespérément retardataire. Ce n'est pas pour rien que ce même Strouvé écrivait déjà il y a 32 ans : « Plus on s'enfonce vers l'Est, plus la bourgeoisie devient à la fois vile et faible ». L'histoire a ajouté : « la bourgeoisie et sa démocratie ».

Aujourd'hui Strouvé renouvelle le mot d'ordre de 1893 : « Allons à l'école du capitalisme ! », à cette seule différence près, qu'il y a quarante ans ce mot d'ordre — vaille que vaille — constituait un progrès, tandis qu'aujourd'hui c'est manifestement un retour en arrière. La Russie tsariste n'était-elle donc pas allée à l'école du capitalisme ? C'est même ce qui eut pour principal résultat de faire surgir la Révolution d'Octobre. Contrairement au proverbe russe ce fut la racine de cette « école » qui fut douce aux « maîtres » et le fruit qui fut amer. Comment donc se prémunir désormais contre ce « fruit », lors de la restauration capitaliste ? A l'étranger, la bourgeoisie russe n'a dans ce domaine rien découvert de neuf si ce n'est le « bien-être » fort problématique (et fort instable) des nations civilisées. C'est que précisément l'école du capitalisme des nouveaux pays n'est pas du tout une répétition de l'histoire des pays anciens bien qu'elle porte le poids de ses péchés. La Révolution d'Octobre fut une faillite de la bourgeoisie *mondiale* à son point le plus faible. Rêver d'un retour de la Russie au capitalisme mondial après la Révolution d'Octobre constitue la plus fantastique et la plus stupide des utopies. Car alors ne serait-il pas beaucoup plus « simple » de s'assurer d'un développement paisible du capitalisme en Chine et aux Indes ? Précisément le pouvoir y est aux mains de la II^e Internationale. Essayez donc, messieurs ! Nous vous le disons

d'avance : cela ne réussira pas. Car, la Chine et l'Inde, précisément pour s'être mis brièvement à l'école du capitalisme, marchent sûrement vers leur Révolution d'Octobre. Telle est la dialectique du déroulement mondial des événements. Et rien ne peut faire qu'on en sorte. Le menchevisme croit à la solution prochaine « du double problème de l'accommodation du régime économique du pays au niveau réel de son développement économique, et à la formation des prémisses politiques et juridiques nécessaires à cette accommodation ».

Une telle formule de passe-passe escompte une restauration du régime bourgeois. Les « prémisses politiques et juridiques » signifient la démocratie bourgeoise. « A toi les usines et les fabriques — dit le menchévisme à la bourgeoisie — et à nous *en échange* la possibilité de devenir députés, bourgmestres, ministres, tout à fait comme en Allemagne et en Angleterre ». Tel est en réalité « le double problème ». En 1917, le menchévisme au pouvoir défendait la bourgeoisie contre la Révolution d'Octobre. Toutefois nous vîmes que la bourgeoisie, ne se fiant pas au menchévisme, cherchait un Kornilov. Pour l'heure présente le menchévisme offre à la bourgeoisie de lui ouvrir la voie en liquidant « démocratiquement » les conquêtes d'Octobre. Mais les restaurateurs capitalistes se rendent parfaitement compte de ce qu'il y aurait d'illusion dans le retour « par évolution » au capitalisme. La contre-révolution bourgeoise ne pourrait (si elle le pouvait) atteindre son but que moyennant une longue guerre civile et un retour à la misère dans ce pays que le régime soviétique était arrivé à restaurer sur les ruines du capitalisme.

Un capitalisme russe en seconde édition serait loin d'être *tout simplement* une continuation ou un développement du capitalisme d'avant la révolution, ou plus exactement, d'avant-guerre; et ceci non seulement parce qu'une longue période de guerre et de révolution les sépare mais aussi parce que le capitalisme mondial — maître du capitalisme russe — a subi durant cette période de profonds effondrements et de grands revirements.

Le capital financier est devenu infiniment plus puissant pendant que le monde se sentait de plus en plus à l'étroit. *Un nouveau capitalisme russe ne pourrait être qu'un capitalisme d'exploitation coloniale du type asiatique.* La bourgeoisie russe commerciale, industrielle et financière — pour autant qu'elle a réussi à sauver ses capitaux mobiliers — s'est entièrement incorporée au système du capitalisme étranger. Une restauration d'une Russie bourgeoise ne pourrait signifier pour les restaurateurs « véritables », « sérieux » que l'établissement d'une exploitation coloniale de la Russie par l'extérieur. Ainsi en Chine le capitalisme étranger opère par l'entremise des *compradores*, sorte d'intermédiaire chinois qui vit de l'exploitation de ses propres nationaux au bénéfice de l'impérialisme mondial.

Une restauration capitaliste en Russie constituerait une culture

chimiquement pure de compradorisme russe avec des prémisses « politiques et juridiques » du type mi-Dénikine, mi-Tchang-Kaï-Chek. Le tout accommodé bien entendu de « Dieu » et de « liant slave » c'est-à-dire de tout ce dont les hommes sans âme prétendent nécessaire « à l'âme ».

Mais de quelle durée serait une pareille splendeur ? La restauration verrait se dresser devant elle non seulement la question ouvrière, mais encore et surtout la question paysanne. Sous Stolypine la formation assez réussie d'une couche de fermiers fut liée à des processus tellement pénibles de prolétarianisation et de pauperisation, à une telle aggravation de toutes les plaies sociales inhérentes aux campagnes, que la guerre paysanne de 1917 en contracta un élan irrésistible. Or aucune autre voie que celle empruntée jadis par Stolypine ne s'offrirait aujourd'hui à la bourgeoisie, et à la social-démocratie sur la base du capitalisme existant. La seule différence est que désormais le nombre des foyers paysans qui n'était jadis que de 12 à 15 millions, atteint aujourd'hui le chiffre de 25 millions. Et la constitution hors de son sein d'une couche capitaliste signifierait une telle prolétarianisation et une telle paupérisation que les conséquences qui en résultèrent avant 1917 ne sembleraient que jeu d'enfant auprès de celles qui menaceraient à nouveau.

Au cas même où la restauration renoncerait à la restauration des riches propriétaires fonciers (des « pomechtchik ») — or comment pourrait-elle y renoncer ? — la question agraire se dresserait quand même devant elle comme le spectre menaçant d'un second déluge. Ne voyons-nous pas que, même en Chine, où la caste foncière n'existe cependant presque pas, la question agraire jouit d'un pouvoir explosif presque égal à celui que nous lui voyons aux Indes ? Aussi nous le répétons encore une fois : le développement capitaliste en Russie, même sous forme un peu plus évoluée, ne dépasserait pas le type chinois. Telle est l'unique solution possible au « double problème » posé par le menchevisme.

La conclusion est claire : en dehors du régime soviétique et des perspectives socialistes qu'il est seul à créer, la Russie ne peut avoir dans les conditions actuelles aucun autre moyen de sauvegarder son *indépendance nationale*. Telle est la vérité toute nue.

2. — CONDITIONS NOUVELLES ET CONTRADICTIONS ANCIENNES

Pour bien comprendre la portée des difficultés fondamentales dans l'U. R. S. S. d'aujourd'hui, il ne faut pas perdre de vue que le développement économique actuel, quelle qu'ait été la profondeur de l'explosion d'Octobre n'est jamais qu'une continuation des processus fondamentaux d'avant la révolution et d'avant la guerre.

Si d'une part les espoirs du libéralisme et de la social-démo-

cratie sont entièrement basés sur leurs attaches avec le passé (capitalisme, révolution de Février, démocratie) leurs critiques à l'égard du régime économique actuel reposent d'autre part sur une entière ignorance de ce qu'il y a forcément d'ininterrompu entre hier et aujourd'hui. On présente les choses comme si les contradictions entre la campagne et la ville étaient issues de la révolution d'Octobre alors qu'en fait sa victoire n'a été rendue possible qu'en faisant coïncider le soulèvement prolétarien avec la révolution agraire.

La crise de la campagne soviétique est au fond la crise d'une économie rurale arriérée et de petite propriété. Les classes possédantes avaient fait jadis tout ce qui était en leur pouvoir pour encourager, faire progresser et consolider la grande exploitation agricole; ce fut le cas pour les réformes soi-disant « libératrices » de 1861, pour la lutte contre la révolution de 1905 au moyen des lois contre-révolutionnaires de Stolypine, et enfin pour la politique de la période de dualité gouvernementale en 1917. Mais tout cela ne servit de rien.

Le développement artificiel du capitalisme russe sous la poussée du capital financier international accentuait au sein de la paysannerie russe, brusquement transplantée dans des conditions nouvelles du marché mondial, sa tendance à l'agrandissement de son aire agraire. C'est précisément le capitalisme qui exaspéra jusqu'aux dernières limites les « rêves » pré-capitalistes du paysan concernant un « nouveau partage des terres ». Et si l'essai, très réaliste quant à son but, d'opposer à cette tendance paysanne une politique d'instauration d'économie capitaliste fermière à échoué, ce n'est que parce que les rythmes du développement capitaliste dans son ensemble n'ont pas coïncidé avec le degré d'évolution fermière de la classe paysanne. La soumission de la Russie tsariste au marché mondial et au capitalisme financier, avec toutes les conséquences marchandes, fiscales et militaires qui en découlaient pour les paysans, se faisait avec des bottes de sept lieues; cependant que la formation d'un ensemble solide d'exploitations fermières se faisait au « pas de tortue ». C'est sur ce désaccord des rythmes que la contre-révolution bourgeoise et terrienne de 1907-1917 s'est rompu le cou.

La nationalisation révolutionnaire des terres fut ainsi l'unique moyen possible de faire situation nette de cet extraordinaire enchevêtrement des rapports qui s'étaient accumulés dans le domaine des terres durant l'époque historique précédente. La nationalisation signifiait le passage de presque toutes les terres aux mains des paysans. Or, étant donné l'héritage de l'outillage et de méthodes de culture ce passage impliquait en même temps une continuation du morcellement de la terre et par conséquent l'acheminement vers une nouvelle crise agraire :

On ne pouvait en quelques douzaines d'années liquider cette contradiction entre villes et campagnes héritée du passé. Au contraire,

lorsque le gouvernement ouvrier, s'étant débarrassé de ses ennemis, entreprit sérieusement de réaliser le développement industriel du pays, cette contradiction ne fit que s'accroître. Etant donné l'augmentation de la natalité paysanne et le désir d'indépendance des jeunes générations des campagnes, le parcelllement des exploitations agraires prit un rythme de plus en plus accéléré. Le développement de l'industrie et de la culture, au prix de lourds sacrifices de la part des paysans, suivait un rythme assez rapide pour éveiller en ces paysans de nouveaux intérêts et de nouveaux besoins, mais pas suffisamment rapide pour les satisfaire, à l'échelle de toute la classe paysanne.

C'est ainsi que la contradiction entre la ville et la campagne parvint à un degré d'acuité absolument exceptionnel. Et la base de cette contradiction repose toujours dans l'isolement désespérant de la classe des petits paysans arriérés.

En quoi consiste donc alors la différence entre cette situation et celle d'avant les révolutions? Cette différence est cependant énorme.

Tout d'abord l'absence, désormais, de grosses propriétés ne donne plus à la classe paysanne et à ses 25 millions d'exploitations la possibilité de chercher une issue au moyen de l'agrandissement du domaine agricole par l'expropriation des classes possédantes. Pour le plus grand bénéfice des destinées du pays, cette étape a été franchie en entier. Mais par le fait même la classe paysanne est amenée à en chercher d'autres.

En second lieu — et ceci n'est pas le moindre des changements — il y a à la tête du pays un pouvoir qui — quelles que soient ses fautes — cherche par tous les moyens à élever le niveau national et moral des paysans. Les intérêts de la classe ouvrière demeurée maîtresse du pays quels qu'aient été les changements survenus dans la structure de la société révolutionnaire sont dirigés dans le même sens.

Etant donné cette façon de voir, large, historique et en fin de compte seule raisonnable, l'affirmation des libéraux que la collectivisation généralisée n'est que le produit d'une simple violence paraît absolument absurde.

Après le morcellement jusqu'aux dernières limites possibles, morcellement résultant de vieux moyens paysans dans l'utilisation du fond révolutionnaire, l'intégration des parcelles et leur accumulation dans de grandes exploitations agricoles est devenue pour la classe paysanne une question de vie ou de mort. Jadis, dans sa lutte contre le resserrement des possessions agricoles, le paysan tantôt se soulevait, tantôt s'évadait sous forme de large courant colonisateur vers des contrées incultes, tantôt encore se jetait tête baissée dans les différentes sectes religieuses, le vide céleste compensant le resserrement terrestre.

Marx avait remarqué jadis que le paysan n'a pas que des pré-

jugés, qu'il a aussi son jugement. Ces deux caractéristiques s'enchevêtrent de mille manières sur tout le parcours de son évolution. Au-delà d'une certaine limite, le réalisme vital du paysan s'élance vers des suggestions monstrueuses. Et le préjugé fleurit d'autant mieux que le jugement se trouve être moins capable de résoudre la situation sans issue de l'économie paysanne.

Les préjugés et le jugement paysans ont trouvé un nouveau champ d'application dans le domaine de la collectivisation généralisée, c'est-à-dire sous une forme nouvelle, sur un échelon historique plus élevé et dans une proportion différente. Douze ans de révolution, comprenant le communisme de guerre, la N. E. P. et les différentes phases de cette dernière, ont amené le paysan à considérer que pour sortir de sa situation et de son état arriéré, il lui faut chercher de nouvelles voies. Seulement ces nouvelles voies n'ont pas encore été expérimentées et leur avantage non encore vérifié.

La politique du gouvernement de 1923 à 1928 avait dirigé l'attention des couches supérieures de la classe paysanne vers un développement et une amélioration de l'économie *individuelle*. Les couches inférieures en demeurèrent désorientées. La contradiction entre la ville et la campagne se fit jour cette fois sous l'aspect de la question des réserves de blé. Le gouvernement changea brusquement son cours et, fermant les marchés libres, ouvrit largement les portes de la collectivisation.

(à suivre.)

L. TROTSKY.

La suicide de Maïakovsky

Déjà Blok accordait à Maïakovsky « un immense talent ». On peut dire, sans exagérer, que Maïakovsky avait des éclairs de génie. Mais ce n'était pas un talent harmonique. Et d'ailleurs, d'où aurait pu provenir l'harmonie artistique, dans ces dernières décades, caractérisées par des événements catastrophiques, sur la balafre non cicatrisée de deux époques ? Dans les créations de Maïakovsky, les sommets vont de pair avec les précipices, les élans de génie sont étroitement mêlés à des strophes triviales, et parfois même à de criardes vulgarités.

Il est inexact de dire que Maïakovsky était d'abord un révolutionnaire, et ensuite un poète — bien qu'il ait sincèrement désiré qu'il en fût ainsi. En réalité, Maïakovsky était avant tout un poète, un artiste, qui répudiait le vieux monde sans rompre avec lui ; ce n'est qu'après la révolution, qu'il chercha en elle un appui, appui qu'il a dans une certaine mesure trouvé. Pourtant il n'a pu se confondre avec elle, parce qu'il n'y était pas venu au cours de longues années de formation au sein d'une minorité. Si l'on envisage cette question avec ampleur, Maïakovsky n'était pas seulement le « barde », mais aussi la victime d'une époque de grands bouleversements, qui, tout en forgeant avec une puissance insoupçonnée les éléments d'une culture nouvelle, procède avec plus de lenteur et de contradiction qu'il n'est utile au développement harmonieux d'un poète isolé ou d'une génération de poètes qui se sont donnés à la révolution. C'est de là que découle précisément le manque d'harmonie intérieure qui se manifeste dans le style créateur, dans le manque de maîtrise du verbe et de l'image. C'est une lave bouillante de pathos, et aussi une familiarité qui ne convient ni à l'époque, ni à la classe, ou bien tout simplement une fade plaisanterie dont le poète semble se couvrir pour échapper aux atteintes du monde extérieur. Tout cela donne parfois l'impression de fausseté, non seulement artistique, mais aussi psychologique. Il n'en est rien.

Même les lettres que Maïakovsky a écrites avant sa mort sont sur le même ton : que valent ces trois petits mots : « l'incident est clos », dans lesquels le poète se résume ? Nous pourrions dire que ce que le lyrisme et l'ironie sont au romantique attardé Henri Heine (ironie contre le lyrisme, et en même temps destinée à le défendre), le pathos et la vulgarité le sont au « futuriste » attardé

Vladimir Maïakovsky (vulgarité contre le pathos, et qui cherche à le limiter).

Les informations officielles sur le suicide se pressent d'annoncer, dans le langage judiciaire d'un procès verbal rédigé au « Secrétariat », que le suicide de Maïakovsky « n'a rien de commun avec l'activité sociale et littéraire du poète ». Cela veut dire qu'il n'y a aucun lien entre la vie de Maïakovsky et sa mort volontaire, ou que sa vie était absolument indépendante de sa création révolutionnaire et poétique. Bref, on veut réduire sa mort à un simple fait divers. Mais c'est inexact, inutile, et... simpliste!

« Le canot s'est brisé contre l'écueil de la vie », dit Maïakovsky dans les vers qu'il écrivit, avant sa mort, sur sa vie intime. Cela signifie que son « activité sociale et littéraire » *cessa de l'élever assez haut au-dessus de la vie* pour pouvoir le sauver des heurts personnels insupportables. Comment, ce suicide « n'a rien de commun avec l'activité sociale et littéraire » du poète!

Actuellement, l'idéologie officielle de la « littérature prolétarienne » est basée sur l'incompréhension absolue des *rythmes* et des *délais* de la maturation culturelle — phénomène qui s'observe aussi bien dans le domaine artistique que dans le domaine économique. La lutte pour la « culture prolétarienne » — quelque chose dans le genre de la « collectivisation généralisée » de toutes les conquêtes de l'humanité dans les cadres du plan quinquennal — avait au début de la révolution d'Octobre un caractère idéaliste utopique. C'est sur ce terrain, notamment, qu'elle rencontra la résistance de Lénine et de l'auteur de ces lignes. Dans les dernières années, elle est tout simplement devenue un système de commandement bureaucratique de l'art... sa dévastation. Les ratés de la littérature bourgeoise, dans le genre de Serafimovitch, Gladkov, etc... furent proclamés les classiques de la littérature pseudo-prolétarienne. Les nullités habiles, dans le genre d'Averbach, sont qualifiés les Bielinski (1) de la... littérature « prolétarienne » (!). La direction supérieure des Arts est tombée entre les mains de Molotov, qui est la négation vivante de tout ce qui est création dans la nature humaine. Et c'est Goussiev, « artiste » dans différents domaines, sauf dans celui de l'art, qui est devenu lieutenant de Molotov — de mal en pis!

Cette sélection du personnel tient entièrement à la dégénérescence bureaucratique des sphères officielles de la révolution. Molotov et Goussiev ont imposé à la littérature le Malachkine (2) collectif — une littérature de courtisans, « révolutionnaire » et pornographique, au nez gangrené.

Les meilleurs représentants de la jeunesse prolétarienne, appelés

(1) Célèbre critique littéraire du XIX^e siècle.

(2) Ecrivain soviétique à la solde de l'appareil.

à préparer les éléments de la littérature nouvelle et de la nouvelle culture, sont tombés sous la coupe des personnages qui ont pris leur propre inculture pour étalon.

Sans doute, Maïakovsky cherchait à se lier à la révolution avec beaucoup plus de courage et d'héroïsme que n'importe quel représentant de la dernière génération de la vieille littérature russe, génération qui n'a d'ailleurs pas encore réussi à se faire « reconnaître ». Sans doute incomparablement plus fortement que quiconque, Maïakovsky réalisa cette liaison. Mais une faille profonde demeurait en lui. Aux contradictions générales de la révolution, qui sont toujours pénibles pour ceux qui recherchent les formes achevées de l'art, s'ajoutait la décadence des épigones durant les dernières années. Prêt à servir « l'époque » par le travail quotidien le plus pénible, Maïakovsky ne pouvait pas ne pas se détourner de « l'étatisme » pseudo-révolutionnaire, bien qu'il fut incapable de comprendre cela par la théorie, et que par conséquent il n'ait pas pu trouver le chemin de la victoire sur lui. Le poète dit avec pleine raison de lui-même : « celui qui n'était pas à vendre ». Pendant longtemps il refusa de se rendre dans les kolkhoz administratifs de la pseudo-littérature « prolétarienne » d'Averbach. De là ses tentatives constantes de créer sous le drapeau du « Lef » (3) l'ordre des croisés forcenés de la révolution prolétarienne, qui voulaient la servir avec leur volonté consciente, et non par la crainte. Mais « Lef » fut évidemment impuissant à imposer ses rythmes aux « 150 millions » ; la dynamique des flux et des reflux de la révolution est trop profonde et pesante. En Janvier dernier, Maïakovsky, terrassé par la logique des circonstances, se fit violence et adhéra enfin à la Vapp (Association des poètes révolutionnaires de l'U. R. S. S.) — deux à trois mois avant de se suicider. Cela ne donna rien, et vraisemblablement au contraire le priva de quelque chose. Et lorsque le poète eut liquidé ses contradictions avec la vie sociale et privée en faisant couler son « canot », — les représentants de la littérature bureaucratique (ceux qui sont à la solde) déclarèrent cela « incompréhensible », « invraisemblable » — montrant ainsi que ce n'est pas seulement le grand poète Maïakovsky qui leur resta « incompris », mais qu'en outre toutes les contradictions de l'époque leur restaient « inaccessibles ».

L'union bureaucratique et vide d'idées, fondée sur une série de petits pogromes préliminaires contre les noyaux littéraires vraiment vivants et révolutionnaires, imposée aux poètes prolétariens, n'a vraiment apporté aucune soudure morale, puisqu'au départ du plus grand poète de la Russie Soviétique on n'a répondu de là

(3) Revue sous le drapeau de laquelle Maïakovsky essaye de grouper de jeunes forces de la littérature révolutionnaire.

que le vague affirmation officieuse : « Voyez-vous, cela n'a rien de commun... ». C'est bien peu, très, très peu, pour la construction d'une nouvelle culture « dans le délai le plus court ».

Maïakovsky n'était pas devenu et ne pouvait pas devenir le fondateur de la « littérature prolétarienne » — pour les mêmes raisons qui interdisent la construction du socialisme dans un seul pays. Mais dans les luttes d'une époque de transition, il fut le plus vaillant héros du verbe, et est devenu l'un des précurseurs incontestables de la littérature de la nouvelle société.

L. TROTSKY.

L'opposition Unitaire dans la C.G.T.U.

La naissance de l'Opposition Unitaire de la C. G. T. U., est un des phénomènes les plus importants du mouvement syndical en France dans ces dernières années. Le trait caractéristique de l'Opposition Unitaire c'est qu'elle ne réagit pas contre les erreurs de direction de l'appareil confédéral stalinien selon la *ligne de moindre résistance* (apologie de la prétendue « indépendance » du syndicalisme, l'unité-fétiche, etc...) mais parce qu'elle s'oriente sur un redressement révolutionnaire, marxiste, de la C. G. T. U.

Cette différence d'attitude entre le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme, et l'Opposition Unitaire, explique la différence des circonstances de leur apparition, et de l'accueil qu'elles ont reçu. La minorité syndicaliste pure a été accueillie avec une grande joie par la *Révolution Proletarienne*; elle a été saluée avec bienveillance par certains éléments du Parti Socialiste, qui ne lui ménagent pas les flatteries et les invitations, invitations auxquelles la minorité est loin d'être insensible. Enfin la minorité s'est ouvertement liée avec le Parti Ouvrier et Paysan, probablement en partie pour se couvrir du côté conseil municipal, et aussi par affinité *politique*. Qu'on n'oublie pas à ce propos que le P.O.P. est le purgatoire du paradis socialiste, ce qui crève les yeux, surtout après le rapide passage de Dunois depuis l'ambassade soviétique jusqu'à la 5^e Section de la S.F.I.O., via P.O.P.

L'Opposition Unitaire a eu une naissance beaucoup plus discrète et ses premiers pas ont déjà montré que dans la voie qu'elle s'était tracée, elle ne pouvait pas aborder au rivage « syndicaliste pur » et réformiste où se sont échoués la plupart des éléments dirigeants de la minorité. L'Opposition Unitaire ne cherche pas la reconstruction de « l'unité ouvrière » à travers la fuite des syndicats unitaires vers l'autonomie, voire vers la C.G.T. Elle vise avant tout à redonner à la C.G.T.U. un cours juste, c'est-à-dire à chasser sa direction, à rendre à l'organisation syndicale révolutionnaire son rôle propre, en accord avec les organisations communistes; car le communisme reste, malgré tous les erreurs et les crimes des bureaucrates des organisations officielles, la grande force historique qui peut, dans l'époque actuelle, mener le prolétariat à la victoire par le renversement du pouvoir capitaliste et l'instauration de sa dictature. Et le communisme est historiquement représenté (les syndica-

listes purs et les réformistes *feignent* de l'oublier) par la gauche communiste internationale, aile marxiste de l'Internationale Communiste.

Ainsi orientée, l'Opposition Unitaire représente pour la direction bureaucratique du Parti et de la C.G.T.U. un danger très sérieux. Chambelland et Schumacher servent sans le vouloir Monmousseau, tandis que l'Opposition Unitaire le combattra efficacement. Voilà la différence.

**
*

Que dit la plate-forme de l'Opposition Unitaire?

Avant tout elle montre qu'il y a place dans la C.G.T.U. pour une opposition syndicale qui soit orientée vers le redressement de la C.G.T.U. en luttant contre la direction confédérale, mais en combattant aussi sans équivoques possibles, la minorité « syndicaliste pure », championne de l'« indépendance du syndicalisme ». C'est cela qui constitue l'importance fondamentale de l'apparition de l'Opposition Unitaire. C'est cela qui peut lui assurer un large développement, et le succès. *Il faut lutter contre la direction confédérale, qui mène la C.G.T.U. à la perte, mais pas avec les armes de la minorité du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme.*

C'est la Fédération de l'Enseignement qui a été l'initiatrice de l'Opposition Unitaire. Dans son manifeste, qui a servi de plate-forme pour toute l'opposition unitaire, elle dit qu'elle entend « se placer à l'avant-garde encore dans la lutte, d'une part contre les démolisseurs qui discréditent le communisme et précipitent la C. G. T. U. dans l'ornière du syndicalisme de secte prétendu bolchevique, d'autre part contre ceux qui, en réaction, reculent sur des positions trop proches de la C.G.T. ».

Plus loin, le manifeste précise sa position vis-à-vis de la prétendue « indépendance » du syndicalisme : « Autant nous estimons que l'indépendance idéologique, l'autonomie spirituelle des syndicats est un mythe et que la poursuite de ce but équivaut à la recherche de la quadrature du cercle sur le terrain syndical, autant nous nous élevons contre la domination, la colonisation des syndicats par la violation de leur indépendance organique, de leur autonomie matérielle ».

« Les camarades minoritaires se fourvoient s'ils croient pouvoir jamais placer le syndicalisme à l'abri des infiltrations idéologiques. D'abord, ce ne serait pas souhaitable parce que *c'est dans la mesure où le syndicalisme s'inspire de l'idéologie révolutionnaire qu'il s'élève au-dessus du corporatisme étroit*, qu'il élargit son horizon. Ensuite, ce ne serait pas possible. Quand on porte ses regards dans le passé on constate qu'il n'y a jamais eu de syndicalisme indépendant. A plus forte raison doit-il en être ainsi à une époque comme

la nôtre qui, en accentuant les contradictions internes de l'impérialisme accentue par cela même les contradictions internes du prolétariat. Aussi, de quelque côté qu'on se tourne, on ne trouve nulle part un *syndicalisme indépendant*. »

« S'il n'est pas pour nous d'idéologie spécifiquement syndicaliste, si nous rejetons l'anarcho-syndicalisme dont la double faillite face à la guerre et à la Révolution russe a été éclatante, si nous ne pouvons donner notre adhésion à la thèse de l'indépendance pour l'indépendance que tous les courants même réactionnaires du mouvement ouvrier peuvent adopter, nous affirmons avec force la nécessité de l'indépendance organique administrative de la C.G.T.U. qui doit être défendue contre la direction de l'I.C. et du P.C. que suit servilement la majorité confédérale ».

C'est sur ce terrain que l'apparition de l'Opposition Unitaire, qui s'est cristallisée autour de la Fédération de l'Enseignement, constitue un progrès dans la crise de la C.G.T.U., et ouvre vraiment la porte au redressement indispensable.

Si l'on considère l'affaiblissement du mouvement syndical révolutionnaire dans ces dernières années, c'est-à-dire la baisse d'effectifs de la C.G.T.U., la croissance de la C.G.T. et l'incohérence de l'activité de la direction confédérale unitaire, on doit constater que deux facteurs en portent la responsabilité principale. L'un est déterminé par les conditions objectives de la stabilisation capitaliste depuis 1923, et la dépression du mouvement révolutionnaire consécutifs; mais l'autre réside dans les erreurs complètes de direction de la C.G.T.U. dans les luttes revendicatives corrélatives au rétablissement passager de l'économie capitaliste, notamment dans les années 1927 et 1928. Les conditions objectives depuis 1924 favorisaient le développement du réformisme, et son expansion chez les ouvriers, mais ce développement a été encore accru et doublement favorisé par l'incapacité et les directives contradictoires de la C.G.T.U. durant la même période. Si bien qu'en 1930 une profonde crise s'est ouverte dans la C.G.T.U., au moment même où la situation économique objective nouvelle lui commande d'entrer dans la bataille avec le maximum de forces.

Cette crise a été marquée d'abord par la levée d'une minorité qui se revendique de « l'indépendance » du syndicalisme. Dès son apparition, cette minorité s'est liée à l'ancien groupe de la *Ligue Syndicaliste*. On devait donc prévoir qu'elle glisserait vers l'anti-communisme, ce qui ne peut signifier actuellement que vers une position plus ou moins proche du réformisme. A sa formation, la minorité du Congrès de Paris était encore assez hétérogène; certains camarades ne la suivaient qu'à regret; ses éléments les plus adversaires du communisme se montraient les plus actifs. Mais la logique de la situation et la campagne de la majorité confédérale devaient

l'entraîner. Enfin, la formation, sur l'aile droite du Parti Communiste, du Parti Ouvrier et Paysan devait accélérer ce processus. Le P.O.P. se montra dès le début comme un réceptacle de mécontents de toutes nuances, destinés à appuyer une clique électorale du type le plus platement démocratique et petit-bourgeois, en rupture totale et définitive avec le mouvement communiste. Les liens entre le P.O.P. et la minorité syndicaliste furent aussitôt apparents. En quelques mois le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme devint le drapeau de tout ce que la C.G.T.U. comprend d'éléments incapables de réagir selon une ligne marxiste contre les tendances de la majorité confédérale. Elle facilita extrêmement la position de cette majorité, et ne parvint pas à délimiter une plate-forme à partir de laquelle elle put progresser; elle se borna à enregistrer les mécontentements, et laissa de nombreux syndicats quitter la C. G. T. U., montrant ainsi son incapacité complète à lutter contre la direction bicéphale du Parti Communiste - C.G.T.U.

De nombreux ouvriers, dans les régions industrielles, aussi bien que la Fédération de l'Enseignement, ressentaient les effets néfastes de la politique de la C.G.T.U., mais ils refusaient de s'enrôler dans les bataillons de l'« Indépendance », estimant que sur cette plate-forme, la bataille était perdue d'avance.

Dès le début l'Opposition Communiste de gauche s'était rangée aux côtés de ces éléments. Nous estimions que si l'on voulait réellement rendre à la C.G.T.U. son caractère d'organisation révolutionnaire de masse unitaire, il fallait mûrir une position plus juste. Cette position devait se délimiter lentement. Maintenant, avec l'Opposition Unitaire, l'heure est venue d'engager hardiment la lutte car cette position marxiste s'est dégagée elle-même de la réalité.

Dans la *Vérité* du 20 Décembre 1929, l'Opposition Communistes a publié une déclaration sur la question syndicale, dans laquelle on lit : « Aux deux pôles de la minorité on trouve les anticommunistes avérés et les militants qui n'ont quitté le Parti qu'à regret et continuent de penser qu'un Parti communiste est nécessaire. Entre eux se manifeste toute une gamme d'opinions. Quel travail positif commun sera possible? Ce qu'il faut craindre c'est que les anticommunistes l'emportent et que par là, la minorité donne après coup une justification à la direction confédérale à son égard. Il existe d'ailleurs des organisations qui, combattant la direction confédérale, refusent d'adopter la position prise par les minoritaires. C'est le cas de la direction fédérale des syndicats de l'enseignement. »

Aujourd'hui les faits nous donnent raison; ils justifient notre position.

Le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme et son journal, le *Cri du Peuple*, sont devenus un pôle d'attraction des couches ouvrières que la politique des staliniens repousse. Ils agissent comme facteur purement négatif en rassemblant des mécontents qui sont

hors d'état de s'expliquer historiquement et par l'analyse de classe la crise du communisme, et qui jettent le manche après la cognée, le communisme, sa doctrine et ses méthodes, après les pratiques et les méthodes des directions des Partis communistes d'aujourd'hui. Le *Cri du Peuple* est un catalyseur d'anti-communistes, un pont jeté vers le réformisme, sous couleur « d'indépendance » et « d'unité » syndicale.

L'Opposition Unitaire ne peut pas adopter cette voie. Elle ne peut même pas garder une attitude neutre vis-à-vis du C.I.S. Elle doit s'affirmer pleinement contre la majorité confédérale, et contre le C.I.S. Dans une récente déclaration (voir *La Vérité* du 13 Juin) l'Opposition Unitaire affirme : « Le fossé qui nous sépare de la majorité confédérale est d'ordre tactique; celui qui nous sépare de la minorité confédérale est surtout d'ordre idéologique ». Plus loin elle complète cette affirmation en disant que « la minorité mène une partie saine de l'opposition confédérale, dans une fausse voie parce que si le P.C. est en régression énorme, le Communisme est toujours fortement enraciné dans les masses combattives ».

Il faut éclairer ces points fondamentaux pour le développement ultérieur de l'Opposition Unitaire.

D'abord, la minorité (C.I.S.) est séparée de l'Opposition Unitaire par « un fossé idéologique ». Cela veut dire que les syndicalistes purs et l'Opposition Unitaire ont deux conceptions diamétralement opposées de la révolution prolétarienne. Les différends ne résident pas seulement dans une différence de tactique dans la lutte contre l'appareil funeste de Monmousseau. Non, il s'agit d'une différence fondamentale dans la stratégie révolutionnaire de toute une époque.

La minorité est syndicaliste pure. Elle ne croit pas à l'utilité des partis, elle considère le syndicat comme la cellule de la société future préfigurée dans la société capitaliste. Elle juge que dans le syndicat les ouvriers sont imperméables à l'influence de la bourgeoisie, alors que dans les partis ils tombent toujours plus ou moins indirectement sous sa coupe. Malgré des tentatives (voir les articles de Dunois) puériles de montrer Marx comme champion de « l'autonomie syndicale », la minorité est violemment et profondément anti-marxiste; elle l'est sous ses deux aspects (anarchisante — Monatte, ou réformisante — Schumacher - Boville) qui se confondent dans la philosophie, pleine seulement d'une grande valeur historique, de l'anarchiste petit-bourgeois Proudhon. Sur la question de l'Unité syndicale, de l'Etat, etc... Trotsky a excellemment démontré les préjugés anarchistes qui apparaissent derrière le voile du syndicalisme pur (voir *Lutte de Classes*, n° 17).

Les camarades qui ont lutté pour la constitution de l'Opposition Unitaire pensent, au contraire, que la guerre impérialiste, puis la Révolution russe, les mouvements révolutionnaires d'Europe et d'Asie dans l'après-guerre, la sélection des Partis communistes (sé-

lection entravée dès 1924 par la dégénérescence bureaucratique de l'I. C.) dans les principaux pays du monde, ont ruiné à tout jamais la conception « syndicaliste pure » de la révolution prolétarienne. Ce sont ces événements qui ont creusé le fossé profond, principal, « idéologique », qui sépare aujourd'hui l'Opposition Unitaire des Syndicalistes purs.

Nous estimons que l'analyse de l'origine, de la racine, du rôle, du mouvement syndical dans la période actuelle a été justement faite par l'I.S.R. et l'I.C. dans leurs premières années. Les thèses du 3^e Congrès de l'I.C. (1921) restent fondamentales pour nous. Elles sont marxistes. Voici, par exemple, comment s'expriment les *Thèses sur la tactique* adoptées à ce Congrès : « Renforcer la liaison du Parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux Syndicats. Le but ne consiste point du tout à ce que les syndicats soient soumis mécaniquement et extérieurement au Parti et renoncent à l'autonomie découlant nécessairement du caractère de leur action : il consiste à ce que les éléments véritablement révolutionnaires réunis dans le P.C. donnent, dans le cadre même des syndicats, une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat, luttant pour la conquête du pouvoir.

« En considération de ce fait, le P.C. français doit faire la critique, sous une forme amicale mais décisive et claire, de toutes les tendances anarchistes syndicalistes qui repoussent la dictature du prolétariat et la nécessité d'une union de son avant-garde en une organisation dirigeante, centralisée, c'est-à-dire en un P.C., ainsi que de toutes les tendances syndicalistes transitoires qui, sous le manteau de la Charte d'Amiens, élaborée 8 ans avant la guerre, ne sauraient plus donner aujourd'hui une réponse claire et nette aux questions essentielles de l'époque nouvelle d'après-guerre ».

Cette manière de voir resté essentielle aujourd'hui pour nous. Entre cette attitude et celles des syndicalistes purs il y a un fossé, dans lequel gît la Charte d'Amiens que Chambelland s'efforce aujourd'hui de repêcher.

Ce que l'Opposition Unitaire reproche à la majorité confédérale, à Monmousseau et autres, c'est justement d'avoir abandonné cette tactique préconisée par le 3^e Congrès, d'avoir versé dans la soumission « mécanique et extérieure » des Syndicats au Parti que le 3^e Congrès redoutait. C'est en ce sens que l'opposition n'a avec la majorité confédérale que des divergences tactiques. En ce sens seulement, car il est certain que derrière la politique mécanique de la « direction unique », il y a toute la fausse position centriste de l'I. C. qui est elle-même conséquence d'analyses profondément erronées sur le caractère de la situation mondiale, analyses qui débordent le cadre de simples divergences tactiques.

En somme la tâche de l'Opposition Unitaire c'est justement de restaurer dans la C.G.T.U. le véritable rôle des syndicats révolu-

tionnaires, tel que le marxisme, correctement interprété, le définit. (On doit lire à ce sujet les deux articles de Graef dans le n° 19 de *La Lutte de Classes*, ainsi que dans le présent numéro). C'est justement ainsi que l'a apprécié le 3^e puis le 4^e Congrès de l'I. C.

L'autonomie administrative, organique, des syndicats, pas un marxiste ne songe à la leur refuser. Elle est au contraire nécessaire à leur vie même. Mais cette autonomie ne signifie nullement l'indépendance idéologique dans la lutte quotidienne. Le syndicat est l'organisation de base de la classe ouvrière; le syndicat révolutionnaire ne peut pour cela qu'être sous l'influence du communisme, avant-garde politiquement organisée du prolétariat révolutionnaire.

La question ne se pose pas en termes abstraits, mais au contraire en termes parfaitement concrets. La minorité syndicale *achève* comme tous les droitiers, dans l'esprit du prolétariat français le travail de destruction de la doctrine marxiste et communiste que l'appareil bureaucratique du Parti a commencé par ses erreurs. Aux dizaines de milliers d'ouvriers de la C.G.T.U. que la politique aventureuse de Monmousseau, avec ses échecs répétés, a commencé à ébranler, la minorité syndicaliste s'écrie : « le communisme et son Parti ne peuvent que vous perdre. Vive l'indépendance du syndicalisme ! » Mais pratiquement cela n'a d'autre sens que d'ouvrir la porte au P.O.P., au réformisme, aux *liquidateurs* grands et petits du communisme, à tous ceux qui ont perdu dans le marasme et la tourmente alternés de ces dernières années toute perspective internationale, et qui se replient dans les frontières bien françaises de la « démocratie » et de « l'indépendance »; et naturellement cela facilite considérablement la tâche des bureaucrates à la Monmousseau qui n'ont pas de peine à démontrer que l'indépendance du syndicalisme n'existe pas et n'a jamais existé, et que la perspective pacifiste de Chambelland pour 20 ou 30 ans est controuvée journallement.



Quand l'Opposition Unitaire écrit que, malgré les fautes du Parti, le Communisme reste profondément enraciné dans les masses, il constate justement ceci : c'est que *historiquement*, seul le Communisme est capable de répondre aux besoins révolutionnaires du prolétariat. Les erreurs et même dans certains cas les crimes (par exemple lors de la Révolution chinoise de 1927-28) de l'appareil stalinien de l'Internationale Communiste sont certainement un facteur d'affaiblissement de la confiance en le Communisme dans l'esprit des ouvriers. Mais notre rôle ne doit pas être de prendre prétexte de cette perte de confiance pour essayer de liquider complètement et définitivement le Communisme, qui, selon eux, a fait une faillite retentissante. Aucun ouvrier révolutionnaire ne peut comprendre cette façon de faire autrement que comme un désir masqué de revenir aux

vieilles méthodes « démocratiques » et localistes françaises qui, elles, ont fait une faillite retentissante pendant la guerre. Au contraire, il faut unir toutes les forces pour déterminer une nouvelle orientation de l'Internationale Communiste, une orientation véritablement marxiste, et non plus un zig-zag oscillant entre l'aventurisme et l'opportunisme, comme c'est actuellement, dans le domaine syndical comme dans les autres.

Or, cette orientation juste du Communisme, c'est l'*Opposition de gauche* qui la représente. Le Communisme n'est pas une entité; il faut pour qu'il existe, qu'il soit représenté concrètement par des noyaux si restreints soient-ils. Précisément, le Communisme, dans ses principes et sa tactique marxiste juste, est aujourd'hui représenté par les noyaux de l'Opposition de gauche. Dans le domaine syndical aussi, une tactique fidèle à l'esprit de la 3^e Internationale est lié au développement de l'Opposition de Gauche.

L'Opposition Unitaire, en ramenant la C.G.T.U. aux principes sains du syndicalisme de masse révolutionnaire, en liaison idéologique avec le Communisme — c'est-à-dire avec l'Opposition communiste de gauche — devra formuler nettement son appréciation sur la situation des forces de classes en présence dans le monde à l'heure actuelle. Elle devra aussi formuler ses critiques sur l'évolution passée de l'Internationale, et aussi ses perspectives. Les erreurs de la « 3^e période » sont celles que nous combattons ensemble, pour le rétablissement des principes stratégiques de Marx et de Lénine, établis dans les premiers Congrès de l'I.C., aussi bien pour la lutte gréviste purement revendicative et locale, que pour les étapes décisives de l'action de masse pour la prise du pouvoir.

Dans la C.G.T.U., les camarades sont très nombreux, qui refusent de glisser vers le C. I. S., tout en rejetant les analyses et la tactique de Monmousseau. C'est à l'Opposition Unitaire à les organiser, à leur donner une vue claire et cohérente du stade actuel de la lutte, à faire renaître ou renforcer en eux la confiance indispensable dans la lutte de classe marxiste, communiste, qui, seule, peut les entraîner au moment où les événements cherchent leur issue historique dans la victoire prolétarienne.

E. LAURENT.

Encore une fois au sujet de Marx et la question syndicale

Dans le numéro de Mars de *La Lutte de Classes* (1) nous avons publié un article sur la position de Marx envers la question syndicale. Bien que cet article ait été motivé par celui de la *Révolution Prolétarienne* tout le monde aura très bien compris que nous ne tenions pas tellement à nous occuper de cette revue impuissante que de la clarification objective de ce problème, si important pour le mouvement ouvrier français. Combien peu il s'agit pour nous de la *R. P.* comme telle, cela ressort déjà du fait que nous n'avons mentionné ni l'auteur de la *R. P.* ni la date de sa publication.

Or, dans le numéro d'Avril de la *Révolution Prolétarienne* nous lisons un article, signé Amédée Dunois, qui essaye de passer pour une réponse à nos lignes, et pour la réfutation des documents authentiques de Marx que nous avons cités. Nous laissons au lecteur le soin de juger la qualité de cette réponse. Nous nous bornerons seulement à montrer ce que cache en réalité la mauvaise qualité de cette réponse.

Le caractère journalistique de la polémique de notre adversaire est tel que nous nous voyons obligés de nous excuser à l'avance auprès de nos lecteurs pour les expressions un peu fortes que nous serons peut-être obligé d'employer.

La première chose que nous apprend notre contradicteur, c'est qu'il est Amédée Dunois — alias Jean Glaive — signataire de l'article que nous avons mentionné dans notre numéro de Mars, et que cet article — alias cette grande œuvre historique — ne date pas d'« il y a quelque temps », comme nous le disions, mais de Novembre 1926. L'auteur prend sans doute son article pour un vin précieux qui s'améliore en vieillissant. Nous tenterons, dans la suite, de montrer que ce n'est pas du vin, mais une mixture opportuniste - éclectique qu'il versait aux lecteurs de la *R. P.* Une mixture

(1) Voir n° 19, page 206.

qui a tout aussi peu de saveur après quatre ans qu'au jour de sa fabrication.

Le fabricant de ce vin présumé considère évidemment comme étant de son devoir de se présenter avant tout à ses lecteurs : nous autres, dit-il, qui sommes « à l'école des idées claires et de ce bon vieux doute méthodique, auquel nous devons toute la science moderne » (!), nous qui ne sommes « ni les hommes d'un seul livre, ni les disciples d'un seul homme », nous qui, nous qui, nous qui...

Regardons donc d'un peu plus près l'homme qui est à l'école des idées claires et du doute méthodique, ainsi que sa méthode.

Les lecteurs que cela intéresse, se rappellent que c'est sur la base de faits et de documents authentiques que nous avons fait dans notre précédent article la démonstration suivante : en parlant de l'« indépendance » des syndicats, Marx avait en vue, pratiquement, l'*indépendance envers l'A. D. A. V. (Union Générale des Ouvriers Allemands) Lassallien*. Nous nous sommes efforcés de déduire cette conception marxiste de l'ensemble de son enseignement, de l'expliquer en nous plaçant au point de vue des principes généraux de Marx ; car selon nous, Marx ne fut pas un éclectique, il ne se contredisait pas lui-même, mais fut le créateur génial d'un système logique.

Au lieu de réfuter les faits et les documents cités par nous, au lieu de citer d'autres faits et d'autres documents, notre contradicteur applique sa bonne vieille méthode :

« Il (Marx) a dit : « En aucun cas les syndicats ne doivent être associés à une organisation politique ni dépendre de celle-ci ». Rien de plus, rien de moins. Jusqu'à preuve du contraire je tiens pour établi qu'en aucun cas signifie bien en aucun cas et non ce qu'il peut plaire à Graef... »

A présent nous comprenons en quoi consiste la « clarté des idées » : « En aucun cas signifie bien en aucun cas »... C'est parfaitement clair. Il s'agit seulement de savoir pourquoi notre contradicteur a eu besoin d'ajouter quelques centaines de lignes pour renforcer cet argument déjà tellement solide en dix lignes. Ou bien peut-être l'a-t-il fait en l'honneur du « doute méthodique » ?

« Si Marx voulait dire cela (c'est-à-dire que les syndicats devaient être indépendants de la secte)... il l'aurait dit », voilà le second argument clair de notre contradicteur. Evidemment que Marx l'aurait dit, s'il l'avait voulu. Mais il s'agit justement du fait qu'il ne voulait pas parler si ouvertement aux Lassalliens, pour ne pas les brusquer.

Dans l'article précédent nous avons cependant montré pourquoi Marx était obligé de parler aux Lassalliens « sub rosa », comme il s'exprimait lui-même dans une lettre à Engels. Partant de bases théoriques fausses, les Lassalliens méconnurent complètement l'es-

sence, la fonction et la tâche des syndicats; ils devinrent, selon Marx, des sectaires. Mais jamais encore on a réussi à sauver un sectaire en lui disant immédiatement, sans préparation et sans introduction, qu'il était un sectaire. Ce sont là des choses tout à fait simples et universellement connues. Cependant notre contradicteur tient absolument à les réfuter. Et pour y parvenir il nous apporte un troisième argument clair : « Si les Lassalliens méprisaient les syndicats, c'était la faute, tout simplement... à Ricardo! » Nous voyons que la clarté des idées de notre contradicteur va jusqu'au génie.

Nous pouvons dire de même : Si Amédée Dunois est dénué de la faculté de la pensée logique c'est, simplement... la faute de son professeur qui lui a mal enseigné « le doute méthodique, auquel nous devons toute la science moderne ».

Maintenant nous comprenons pourquoi notre contradicteur croit qu'après la lecture de notre article on est « un peu plus enténébré que devant », pourquoi il affirme que nous n'avons apporté aucune preuve, pourquoi il ne voit pas ce qu'il y a dans notre article, pourquoi il ne cite pas la lettre de Marx à Engels sur l'interview donné à Hamman, pourquoi il ne comprend pas le contenu de la résolution de Marx sur la question syndicale, qu'il publie lui-même... La faute de tout cela incombe au professeur de la « bonne vieille école ».

C'est là pour nous une idée claire dénuée de tout doute méthodique. Seulement, cela n'empêche en rien les fautes d'Amédée Dunois d'être des fautes.

**
*

Nous nous sommes efforcés dans l'article précédent de démontrer que la conception syndicale de Marx est une partie intégrante de sa conception générale du mouvement révolutionnaire.

Dans la société dont le régime économique est celui de la production de marchandises, dans laquelle la force de travail de l'être humain devient elle aussi une marchandise, le syndicat est la forme socialement conditionnée (c'est-à-dire déterminée par les rapports de classes) de l'organisation du prolétariat (qui possède la marchandise qu'est la force de travail) *comme classe*. C'est une organisation qui découle de la *situation* du prolétariat considéré comme vendeur de la marchandise - force de travail, de la lutte du prolétariat contre les acheteurs de cette marchandise.

Marx savait mieux que personne apprécier l'importance des luttes économiques du prolétariat. La lutte économique est l'origine de toute lutte de classe du prolétariat (et pas seulement du prolétariat). C'est de là que Marx déduit l'origine du mouvement syndical, et la fonction du syndicat.

Nous lisons dans la résolution de Genève de l'Internationale : « Les syndicats sont nés à l'origine de tentatives spontanées des

ouvriers pour écarter ou du moins limiter cette concurrence, (parmi les ouvriers - J. G.), pour obtenir des conditions de contrats capables de les élever au moins au-dessus de la condition de simples esclaves. Le but *immédiat* (souligné par nous - J. G.) des syndicats est donc limité aux revendications quotidiennes... »

Marx ne serait pas le créateur du socialisme scientifique, mais un plat trade-unioniste, s'il bornait la fonction et la tâche des syndicats aux luttes quotidiennes. Ce qu'il y a de génial dans la conception syndicale de Marx, c'est *justement* que d'une part il ne sous-estime pas l'importance qu'ont les syndicats pour les luttes quotidiennes du prolétariat — c'est-à-dire du point de vue de la révolution prolétarienne :

« D'un autre côté les syndicats *sans en avoir conscience*, sont devenus des foyers de l'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du moyen-âge l'étaient devenues pour la bourgeoisie. Si les syndicats sont indispensables à la guerre de guérilla quotidienne entre le capital et le travail, ils sont encore bien plus importants en tant qu'organisation qui favorise la dissolution du régime du salariat lui-même ».

Qui connaît l'histoire de « l'émancipation » du « tiers état » sait quel fut le rôle des municipalités mentionnées par Marx dans la lutte de la bourgeoisie citadine contre la féodalité, et plus tard contre l'absolutisme. Cette analogie n'est pas un hasard chez Marx. Marx donne ici une anticipation géniale du système soviétique découvert par Lénine dans la Révolution d'Octobre, et qui a si brillamment résisté à l'épreuve.

Mais Marx ne voyait pas seulement l'importance énorme des syndicats, mais aussi les liens entre les luttes économiques et les luttes politiques, ainsi que leurs conséquences.

Le 23 Février 1871, Marx écrivit à Bolte :

« Le *political movement* de la classe ouvrière a évidemment pour but final la conquête du *political power*, et pour cela une organisation de prévision de la working class développée jusqu'à un certain degré est évidemment nécessaire à cette classe, organisation qui découle de sa lutte économique elle-même. D'autre part, tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose aux classes dirigeantes et cherche à la forcer par *pressure from without* (pression du dehors) est un *political movement*. »

Cela nous explique la conception marxiste des liens qui existent entre les luttes économiques et les luttes politiques. Et pour qui n'a pas traversé « l'école des idées claires » il est évident que Marx ne saurait grâce à sa conception, sous-estimer le rôle du parti et du mouvement prolétarien. C'est pourquoi il demande dans la résolution de Genève, que « les syndicats soutiennent tout mouvement so-

cial et politique ayant ce but » (l'émancipation complète de la classe ouvrière - J. G.).

C'est pourquoi il accorde une telle importance à la résolution des délégués des trade-unions à Sheffield, qui recommande « aux différentes associations d'être affiliés à l'Association Internationale ». Tout cela doit d'ailleurs être l'évidence pour quiconque a lu le *Manifeste Communiste*; car non seulement la genèse de la lutte de classe prolétarienne, mais encore l'essence et la fonction du parti révolutionnaire du prolétariat, du communisme, y sont exposés avec une pénétration absolue.

Sur tout cela nous ne trouvons pas un mot dans l'article de notre contradicteur. Comme compensation il nous gratifie de mises au point historiques.

Dans l'article précédent nous avons noté que l'approbation et l'accentuation que Marx apportait à la résolution des délégués trade-unionistes, s'appliquerait, dans les circonstances actuelles, au communisme. Toute la haine du communisme éclate dans l'âme de l'homme qui est « à l'école des idées claires », etc..

« Encore une bourde, dit-il à ce sujet, encore un contresens historique. Pourquoi au communisme? Pourquoi pas, aussi bien, au Labour Party ou au Parti Ouvrier Belge, auxquels la Première Internationale ressemblait infiniment plus (surtout en 1866) qu'à l'Internationale Communiste ».

Nous laissons au *jugement* de nos lecteurs le soin de qualifier l'homme qui pense que Marx, le grand révolutionnaire, le fondateur du socialisme scientifique, aurait approuvé l'adhésion des syndicats à une espèce de Labour Party anglais — cette *agence de la bourgeois dans les rangs du prolétariat*.

Nous laissons au *tempérament* de nos lecteurs le soin de qualifier l'homme qui trouve le courage d'assimiler la première Association ouvrière internationale fondée par Marx et Engels, aux partis « ouvriers » anglais et belges dirigés, l'un par le Premier ministre de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, empereur des Indes, l'autre par le ministre de Sa Majesté le Roi des Belges.

Mais notre contradicteur, grâce à sa « bonne vieille école » ne peut pas comprendre que, en supposant qu'il ait raison historiquement, il ne serait rien resté de ses « syndicats libres de leurs déterminations et libres de leurs actes » : au lieu d'être l'adhésion à un parti révolutionnaire ç'aurait été l'adhésion à un parti *libéral bourgeois*. C'est tout. Mais peut-être est-ce justement cela qu'il faut entendre par autonomie des syndicats?... Un peu plus de clarté, monsieur l'amateur « d'idées claires »!

Il y a beaucoup de syndicalistes convaincus, qui, en parlant de « syndicats libres de leurs déterminations et libres de leurs actes » croient exprimer une profonde pensée révolutionnaire. Seulement ils oublient malheureusement qu'une « libre détermination » est une

contradiction *in adjecto* : la détermination des syndicats est, comme tout dans ce bas monde... déterminée elle-même, et elle l'est par les lois, les nécessités, les besoins et les intérêts de la lutte de classe prolétarienne. Mais toute lutte de classe est, selon Marx et comme nous l'avons vu — une lutte politique. De là découle forcément la liaison entre les syndicats et le parti prolétarien, le rapport entre la minorité révolutionnaire dirigeante et la majorité dirigée de la classe, le rapport entre les syndicats et le communisme. De là résulte aussi la nécessité où se trouvent les syndicats de choisir entre *réformisme* et *communisme*. Il ne peut pas y avoir une troisième possibilité, car il n'en existe pas dans la réalité de la lutte de classe.

Dans le monde entier les syndicats sont sous l'influence soit des communistes, soit des réformistes. C'est là un fait *objectif*. Et les syndicalistes devraient enfin commencer à se demander comment il se fait que le développement réel du mouvement ouvrier passe avec une telle obstination par-dessus toutes les théories, les sentiments et les façons d'agir du syndicalisme.

C'est notre contradicteur, Amédée Dunois lui-même, qui nous donne la meilleure preuve que les syndicats (et le syndicalisme) n'ont le choix qu'entre le réformisme et le communisme. Il nous le démontre pour ainsi dire par sa propre personne : Ce *défenseur* de l'indépendance du syndicalisme, ce *négateur* de tout parti politique, cet *ennemi* du communisme, etc..., etc..., est en même temps *membre du parti réformiste français* (S. F. I. O. Paris, 5^e Section).

Nous comprenons à présent pourquoi ce Gavroche, en nous démontrant ce qu'est l'essence de la démocratie, est obligé de nous crier à nous, marxistes révolutionnaires : « Ta bouche » !

Maintenant nous savons enfin à quelle école ce contradicteur s'est mis : cette « école des idées claires et du doute méthodique base de toute la science moderne », c'est l'école de Paul-Boncour, d'Albert Thomas, de Renaudel, etc... C'est l'école de l'opportunisme, du réformisme, de la trahison envers le socialisme et envers le prolétariat.

Maintenant, tout révolutionnaire honnête doit comprendre quelle est la signification des « idées claires » d'Amédée Dunois. Et si ce héros veut singer devant nous Gavroche, nous le laisserons tranquillement à son sort.

Aux syndicalistes révolutionnaires honnêtes, cependant, nous donnerons ce conseil amical : si quelqu'un se donne devant vous des allures de défenseur de l'indépendance des syndicats, et prétend lutter contre « l'obscurisme russe » (sic), en se donnant des airs de récepteur « d'idées claires », etc..., regardez-le de près pour voir si derrière le masque de ce héros vous ne voyez pas passer les longues oreilles d'un rénégat.

J. GRAEF.

Le 30.4.1930.

Pour une juste politique syndicale aux Etats-Unis

L'article que nous publions ici est le fragment concernant la politique syndicale, de la plate-forme de l'Opposition Communiste américaine, aujourd'hui organisée en Ligue Communiste d'Amérique. Elle a paru dans The Militant n° 4, 15 Février 1929.

On verra que le problème syndical est posé aux Etats-Unis dans des termes qui ressemblent à ceux d'Allemagne et d'Angleterre. Le mouvement révolutionnaire se développe comme une aile gauche dans les syndicats qu'on appelle réformistes en Allemagne, et réactionnaires aux Etats-Unis, c'est-à-dire qui dans les deux cas sont maintenus par des appareils étroitement mêlés à la structure même de l'Etat démocratique capitaliste. La tâche des communistes, tout en organisant les ouvriers dans de nouveaux syndicats, là où les circonstances y obligent, doit consister à maintenir un large contact permanent avec les millions d'ouvriers qui suivent la politique des chefs réactionnaires, afin d'aider et de développer tout mouvement de révolte contre eux, pour élever la conscience de la masse en lutte. Dans ce domaine comme dans d'autres la politique officielle du P. C. américain n'a été que cahots. La Ligue Communiste d'Amérique propose le ralliement à une ligne marxiste juste.

Une politique syndicale juste et son application adéquate par une direction communiste saine sont des facteurs décisifs pour le développement du Parti comme guide des masses combattantes. En outre la tactique de l'Aile Gauche, dirigée par le Parti, force dynamique d'une importance gigantesque, sera un des facteurs déterminants capitaux du cours et du développement futurs du mouvement syndical.

Le retrécissement de la base de l'A. F. of L. (Fédération Américaine du Travail, réactionnaire), ainsi que la ligne et la politique de plus en plus réactionnaires de sa direction posent au Parti et à l'Aile Gauche la question de l'organisation des ouvriers inorganisés des industries de base, avant tout de ceux qui ont peu ou pas du tout d'expérience, qui commencent à se radicaliser et à être prêts à lutter. C'est la tâche du Parti et de l'Aile Gauche de commencer à travailler à organiser ces masses dans les nouveaux syndicats industriels. Le centre de gravité de notre travail syndical ap-

partient à cette sphère. C'est ce qui a été démontré par toute la situation depuis un certain temps, et le grand retard qu'a mis le Parti à prendre cette voie, dû à la résistance de la direction, a déjà eu des conséquences extrêmement graves.

L'histoire du Parti a été en même temps l'histoire de luttes continuelles pour une ligne juste dans la question syndicale. L'isolement des masses et de ses luttes fut le prix que paya le Parti pour sa politique syndicale erronée des années passées. Le programme syndical adopté en 1920, qui réclamait le « boycottage » de l'A. F. of L. et le soutien des I. W. W. (Industrial workers of the world), ne fut corrigé qu'après une longue lutte, obstinée, conduite par le noyau principal de l'Opposition actuelle. Ce ne fut qu'au Congrès d'Unité de juin 1921 qu'un programme réaliste conduisant le Parti vers les syndicats et traçant un plan pour la formation d'une large Aile Gauche fut finalement adopté. Cette décision favorisa l'entrée dans le Parti d'un grand nombre de syndiqués expérimentés et cela à son tour donna une forte impulsion à son exécution pratique. L'isolement permit au Parti de pénétrer rapidement dans la lutte syndicale, d'étendre largement la Ligue d'Education Syndicale (T.U.E.L.), comme un mouvement honnête dans l'Aile Gauche, et de faire apparaître le Parti comme facteur important du mouvement ouvrier.

Les grands succès obtenus par cette politique adoptée au Congrès de 1921, furent en eux-mêmes la preuve irréfutable de sa justesse. Elle ne fut cependant pas exécutée sans unilatéralité et sans déformations. En réagissant contre la politique fondamentalement fautive du Congrès de 1920, qui demandait la « destruction » de l'A. F. of L., le Parti alla vers un autre extrême, et développa un certain fétichisme de l'A. F. of L. Le « dédoublement syndical » devint une marotte — et pratiquement tous les syndicats et mouvements indépendants reçurent cette étiquette. Ce mot est par lui-même l'illustration verbale des grandes concessions faites aux réactionnaires ouvriers dans cette politique unilatérale, car c'est leur langage. Le « dédoublement syndical » est leur épithète usée pour tous les groupes de militants en révolte. Ce fétichisme aveugla le Parti sur ses tâches et ses devoirs auprès des inorganisés, et rapprocha trop sa base d'action des cadres organisés, des ouvriers plus ou moins expérimentés. Cela fut une des causes du retard avec lequel le Parti s'orienta vers les inorganisés et y fixa son centre de gravité — cours que le changement de circonstances rendait urgent.

Le changement du travail dans la direction de la formation de nouveaux syndicats avec les inorganisés fut accepté en paroles après de longues luttes opiniâtres de la part de l'Opposition en faveur de cette ligne. Mais le travail n'a pas encore commencé sérieusement. L'action de la direction du Parti est caractérisée dans ce domaine plutôt par des impulsions sporadiques et des efforts spectaculaires que par un travail méthodique, systématique et réfléchi. En plus, le déplacement de l'accent, porté sur les nouveaux syndicats d'inorganisés, qui devrait être indissolublement lié en une même politique compréhensive au travail intensifié dans les anciens syndicats, est déjà interprété et appliqué unilatéralement.

Le travail dans les anciens syndicats a été virtuellement abandonné. Ce fait se révèle clairement dans la disparition presque complète de la représentation du Parti dans les cotisations syndicales. Ce qui est pire, c'est que les dirigeants des sections se font concurrence dans l'élaboration de « théories » qui excluent pour l'avenir l'idée d'un travail sérieux dans les anciens syndicats.

Les sections se surpassent mutuellement dans l'effort inconsidéré d'être à « gauche » dans cette question scabreuse. Ces théories et ces agissements constituent un danger pour le Parti, et risquent de le jeter de nouveau hors du bon chemin. Il est temps de sonner l'alarme et de commencer une lutte décisive contre eux. La formation des nouveaux syndicats et le travail dans les anciens doivent être menés de front; l'un ne doit pas venir après l'autre.

Le rôle de la direction de l'A. F. of L. en tant qu'agents déclarés de l'impérialisme américain en temps de paix, en temps de préparation à la guerre et en temps de guerre ne change absolument rien au fait qu'elle compte dans l'ensemble de ses syndicats, trois millions de membres. Les nouvelles « théories » essayent par leurs raisonnements de rendre l'A. F. of L. inexistante en tant que fédération de syndicats et d'exclure arbitrairement la possibilité de son expansion et sa croissance futures comme organisation. La lutte irréductible contre les agents syndicaux de l'impérialisme en général et la mise en lumière constante de leur rôle, qui consiste à empêcher la classe ouvrière de s'opposer à la guerre est une nécessité évidente. La lutte contre eux pour l'organisation et la direction des ouvriers inorganisés, c'est là l'aspect essentiel de la lutte. Mais cela n'épuise pas la question.

Les ouvriers organisés dans les syndicats de l'A. F. of L. ont une importance stratégique énorme. Nous devons combattre les bureaucrates pour gagner de l'influence sur eux *de l'intérieur*, sans nous préoccuper de la difficulté de la tâche, ni des persécutions et des attaques violentes dirigées contre nous. En ce moment on abandonne cette lutte, sous prétexte d'une pompeuse « radicalisation », ce qui ne fera qu'empêcher la cristallisation d'un mouvement de révolte à l'intérieur des anciens syndicats et laissera le champ libre aux bureaucrates pour saboter plus à leur aise l'organisation des nouveaux syndicats, car les deux processus sont liés. Le résultat le plus clair sera de fortifier le succès de la bureaucratie de l'A. F. of L. en tant que partie de la machine de guerre capitaliste.

La décroissance des effectifs et de l'influence de l'A. F. of L. pendant les dernières années, est un fait indéniable. Mais elle représente encore une force puissante, du côté de la réaction, aussi bien comme organisation qu'idéologiquement et son accroissement ultérieur dans une période de luttes de masses grandissantes et de travail sérieux de l'Aile Gauche pour former de nouveaux syndicats, surtout dans l'éventualité d'une guerre, n'est nullement exclue. Les affirmations contraires, évoquées pour appuyer les nouvelles « théories » sont purement arbitraires.

Le fait évident, que les grands patrons, dans des conditions « normales », préfèrent les syndicats de leur propre entreprise (company unions) aux plus conservateurs, et luttent ardemment

pour détruire ces derniers, n'est pas en lui-même une raison suffisante pour une telle politique. Le processus de rationalisation dans son ensemble, avec son exploitation insupportable et croissante, pousse les ouvriers à la révolte et à s'efforcer de constituer des organisations de classe. La période qui s'ouvre verra se dérouler de telles luttes sur une vaste échelle. Dans ces conditions, il est probable que les patrons, qui rejettent actuellement les syndicats conservateurs, finiront par les accepter comme préférables aux nouveaux syndicats dirigés par des véritables militants, et aideront même les bureaucrates à en constituer.

Une pareille perspective ne « sape pas la base » de la construction de nouveaux syndicats d'ouvriers inorganisés, comme tâche principale du Parti. Au contraire, elle rend l'exécution de cette tâche absolument impérieuse. Le Parti fera les plus grands progrès en réalisant ce travail et en le combinant avec une activité multipliée dans les anciens syndicats, et il se renforcera de façon à former une barrière contre les trahisons, par l'appareil de l'A. F. of L., des révoltes futures.

La tentative de cataloguer *tous* les membres des syndicats de l'A. F. of L. comme une aristocratie du travail, sur laquelle l'agitation de la lutte de classe n'a pas de prise, qui est impliquée, sinon toujours clairement établie, dans les nouvelles « théories », est aussi fausse. De profondes occasions de mécontentement, pleines de promesses pour les combats à venir, existent actuellement dans les vieux syndicats, et elles se multiplieront dans la période à venir. Le récent manifeste du groupe soi-disant progressif du *Labor Age*, est avant tout un reflet de ce mécontentement dans les rangs des syndicats, que les réformistes essayent de canaliser dans des impasses sans espoir. L'apparition de ce nouveau mouvement, même sous une forme vague, dirigée par des pseudo-progressistes, est le signe de la faillite des Communistes et de l'aile gauche, qui avaient dirigé ce mouvement dans les précédentes années. Cela montre qu'une négligence continue de la lutte dans les vieux syndicats, ouvre la voie à l'affaiblissement des possibilités révolutionnaires dans ces syndicats.

Le Parti doit clarifier sa tactique dans la question syndicale, sans délai. L'organisation des inorganisés dans de nouveaux syndicats, tâche la plus importante et la plus fondamentale, doit aller de pair avec l'intensification du travail dans les vieux syndicats, y compris ceux qui continuent à exister à côté des nouveaux syndicats, ainsi qu'avec la renaissance de la tactique, aujourd'hui écartée, du front unique. Le Parti doit s'introduire dans chaque mouvement d'opposition et de révolte contre la bureaucratie, en constituant des fronts unis de tous les ouvriers progressistes honnêtes, en démasquant le rôle particulièrement décevant et dangereux des leaders pseudo-« gauches » et pseudo-progressistes, et en luttant contre eux pour avoir la direction des mouvements d'opposition.

En 1925 l'Opposition actuelle (Opposition Communiste de gauche) mena la lutte contre la transformation de la T. U. E. L. en une organisation purement communiste avec un programme communiste, pour son élargissement en vue d'organiser le front unique.

C'était là une des luttes les plus progressives dans l'histoire du Parti. La renaissance de l'Aile Gauche dans la Fédération des Mineurs et la direction par le Parti d'un vaste mouvement chez les mineurs, fut le résultat du changement de cours opéré à la suite de cette lutte. On doit restaurer une ligne fondamentalement juste, en comprenant combien on s'en est écarté ces temps derniers.

La T. U. E. L., qui, grâce à une fausse politique, a dégénéré en une ombre du Parti, sur le papier, avec peu ou pas d'organisation et de vie propre, doit redevenir une organisation de front unique honnête des membres du Parti avec les militants des syndicats non membres du Parti, le centre d'organisation des nouveaux syndicats et le trait-d'union entre les nouveaux syndicats et l'aile gauche dans les anciens. La participation immédiate d'ouvriers non membres du Parti, influents, à l'activité de la T. U. E. L. et à ses comités dirigeants, est une des nécessités absolues d'un juste fonctionnement de la T. U. E. L. sur la base d'une organisation véritablement large. Cela vaudrait cent fois mieux que les phrases concernant les nouveaux syndicats que l'on constitue. Le rôle dirigeant du Parti dans les nouveaux syndicats, et dans l'aile gauche des vieux syndicats est nécessaire à leur développement vers des formes plus élevées de lutte. Mais la sélection des dirigeants de ces mouvements sur la base étroite du Parti, avec les formes de contrôle mécanique du Parti, et par-dessus tout le contrôle mécanique d'une fraction, comme on le fait de plus en plus dans le régime actuel du Parti, sont fatales à la croissance et au développement de ces mouvements.

Dans la formation de nouveaux syndicats avec les ouvriers inorganisés, comme dans son travail à l'intérieur de l'A. F. of L., le Parti doit faire renaitre et appliquer la tactique du *front unique*. Tout en maintenant toujours son indépendance et sa liberté de critique, le parti doit contracter des alliances avec des organisations et des groupements qui veulent coopérer avec nous sur un programme de lutte de classe minimum, et gagner les sans-parti à la plateforme du communisme, peu à peu, et en relation avec la lutte. Il est particulièrement nécessaire d'aborder les ouvriers syndicalistes-révolutionnaires dans l'esprit de Lénine.

Le Parti doit s'efforcer d'établir son influence décisive et sa direction, dans ces luttes de front uni, par son initiative, sa tactique supérieure et son travail consciencieux et persévérant. Ces méthodes doivent remplacer les tendances croissantes au contrôle monopolisé, mécanique et exclusif du Parti, qui aboutissent seulement à restreindre la base des nouveaux mouvements et organisations, à leur dégénérescence en cliques impuissantes, à leur isolement et leur défaite. Dans les circonstances et les rapports de forces actuels, le Parti ne peut pas subir un contrôle arbitraire et mécanique sans mettre en danger les mouvements qui se développent et s'empêcher lui-même d'atteindre les masses sans-parti qui s'éveillent. La direction des communistes, qui seul peut entraîner les nouveaux mouvements dans une voie juste, doit être gagnée au cours de la lutte.

Le principal obstacle au progrès du Parti dans ses tâches syndicales est sa direction opportuniste. Oscillant constamment entre la passivité conservatrice devant l'A. F. of L. et les entreprises

aventureuses pour la formation de nouveaux syndicats, sans préparation juste à l'avance, considérant les ouvriers comme des objets à manœuvrer plus que comme des frères de classe en lutte, barbotant dans les mouvements de masse comme des dillétantes, et faisant pénétrer dans le travail syndical le fractionnisme corrupteur et empoisonneur, la direction Lovestone-Pepper a prouvé elle-même cent fois qu'elle était une barrière empêchant l'accord entre le Parti et l'Aile Gauche, et un obstacle à la conquête du prolétariat. Leurs responsabilités, dans le tort fait aux mouvements qui sont survenus, avec leurs vastes difficultés et possibilités, sont considérables.

La direction Lovestone-Pepper rejeta la proposition de l'Opposition, en mai 1927, de commencer à préparer une mobilisation de l'aile gauche dans l'Union des Ouvriers Mineurs par l'intermédiaire d'une Conférence Nationale, et suivit une politique de nonchalance, mois après mois, si bien que la grève fut mise en pièces par les opérateurs et l'appareil de Lewis. Ce ne fut qu'en avril 1928, alors que la grève durait depuis plus d'un an et avait dépensé toutes ses forces, qu'une Conférence Nationale fut finalement tenue. Elle empêcha la création de nouveaux syndicats de mineurs et ne fit rien pour entamer le travail d'organisation des inorganisés. (Passivité conservatrice, peur des bonzes syndicaux, manque de confiance dans les masses). Ensuite elle dévia dans les appels à la grève lancés aux inorganisés, en avril 1928, sans le moindre travail d'organisation préliminaire. (Aventurisme et irresponsabilité). Elle sabota et retarda l'organisation d'aide pendant des mois, pour des considérations fractionnelles internes de Parti. Elle exclut et se sépara des leaders les plus autorisés du mouvement des mineurs en formant des corps dirigeants dans les nouvelles unions. Elle repoussa les véritables organisations des ouvriers et inonda les champs de mine d'agents factieux incompetents. Elle réduisit la fraction du Parti au Congrès de la nouvelle Union au rôle de fiction, et décida d'avance de toutes les questions par l'intermédiaire d'un petit comité dirigeant du C. E. C. choisi sur une base de fraction, et composé en majorité de gens sans expérience ni autorité dans le travail syndical. (Fractionnisme criminel, méconnaissance enracinée des intérêts fondamentaux du mouvement). La direction Lovestone-Pepper ne s'intéressa pas, et pratiquement enleva tout appui, à la nouvelle Union, au moment le plus critique, juste après le Congrès. Elle ne fit aucun essai sérieux pour assurer une aide financière nécessaire au travail d'organisation. Même des fonds destinés à ce travail sont disparus. On donna ainsi à l'appareil de Lewis la possibilité de se fortifier de nouveau, par absence de réelle concurrence de la part des organisateurs de la nouvelle Union. (Dilettantisme et irresponsabilité).

Les mêmes méthodes ont marqué le cours de la direction du Parti dans d'autres domaines du travail syndical. La formation de nouveaux syndicats dans la Fédération du Vêtement a été abandonnée, pendant que l'on perdait des occasions et que l'aile droite se développait. Là un bloc d'opportunistes grossiers est maintenu à la direction, tandis que l'aile gauche composée de véritables com-

munistes est étouffée. Dans l'industrie textile, une politique de passivité devant les anciens syndicats a été suivie de la création soudaine et prématurée d'une union nationale du textile, sans préparation suffisante et sans base adéquate dans les organisations locales.

Les mauvaises méthodes, répétées systématiquement, s'accumulent jusqu'à devenir un poids écrasant au-dessus du Parti et de l'Aile Gauche, elles mènent à la faillite et à la ruine au moment où les possibilités et les besoins sont les plus grands. Elles menacent de discréditer tout à fait l'idée des nouveaux syndicats, de démoraliser les ouvriers et de détruire le prestige du Parti pour les années à venir. La lutte bolchéviste pour l'organisation des ouvriers ne peut pas être séparée de la lutte pour la réorganisation de la direction du Parti sur une base communiste prolétarienne.

La question syndicale et l'opposition de gauche allemande

L'article que nous reproduisons ci-dessous a paru dans le n° 2 de Der Kommunist, journal de nos camarades de l'Opposition de Gauche Unifiée du P. C. Allemand. Il exprime l'attitude adoptée sur la question syndicale par l'ensemble de l'opposition.

Depuis que le Parti a surmonté les maladies infantiles de 1920, il en est dans la question syndicale à son *second* grand tournant. Il est impossible d'évaluer justement ces tournants si on n'en connaît pas les causes.

Le premier tournant du Parti après 1923 fut l'expression de la profonde dépression des masses. Le nombre d'adhérents du A. D. G. B. (Ligue générale des syndicats libres) passa d'un bond de 7.138.416 en 1923 à 4.618.353 en 1924. Cette fuite massive devant les syndicats libres ne se termina qu'en 1926 (nombre d'adhérents du A. D. G. B. : 3.977.304) et reflète toute la profondeur de la défaite d'Octobre. Il est absolument erroné de vouloir expliquer ce phénomène uniquement par la fausse tactique du Comité Central Maslowiste. Le C. C. de Maslow-Ruth Fischer n'était pas la cause de cette panique, elle fut seulement incapable de s'y opposer efficacement.

Le *second* tournant du Parti eut lieu après le 4^e Congrès de l'I. S. R. en 1928. Dans ce tournant-là le Comité Central du Parti a une bien plus grande responsabilité que le Comité Central gauchiste de 1924. Car cette fois les conditions objectives étaient exactement opposées à celles de 1924. Le C. C. de 1924 céda devant la panique de la masse, tandis qu'en 1928 les conditions sont *contraires* : les masses se sont ressaisies, elles recommencent à entrer dans les syndicats et l'augmentation des adhérents est environ de 4 à 500.000 par an.

Que signifie ce nouveau revirement du Parti dans la question syndicale? C'est une erreur de déclarer que le parti est un élément de scission dans les syndicats, comme le font les Brandlériens. Seuls les réformistes ou des critiques superficiels peuvent reprocher au Parti de faire la scission dans les syndicats. La faute du Parti consiste en ce qu'il a cessé de lutter systématiquement contre le scissionisme de la bureaucratie syndicale. Il se laisse pousser hors des syndicats sans opposer de résistance suffisante. Cette façon de se laisser pousser dehors est une fausse conséquence des

expériences que le Parti a faites avec la tactique syndicale brandlérienne, c'est-à-dire qu'un revirement dans la lutte contre le réformisme pour gagner les masses organisées dans les syndicats, est nécessaire. La majorité du Parti voyait clairement que la stratégie brandlérienne, dont le but était la conquête de l'appareil syndical, devait mener les communistes à la capitulation devant les bonzes syndicaux.

La direction ultra-gauchiste et opportuniste du Parti ne fut pas capable d'opposer à cette fausse ligne syndicale une tactique révolutionnaire, visant la mobilisation des masses syndicales. A côté de la ligne fondamentale du travail dans les syndicats, on développa une singulière idéalisation des inorganisés. *L'envers inexprimé de cette idéalisation était l'idée que les syndicats devenaient de plus en plus superflus.*

Cette « idée » eut les pires conséquences. Elle engendra comme réaction naturelle le renforcement du « syndicalisme pur ». Nous pouvons constater cette réaction surtout chez les fonctionnaires syndicaux communistes. Elle paralysa la force de résistance des communistes contre les provocations scissionnistes des réformistes. Cette « idée » part de la constatation, juste en elle-même, selon laquelle la lutte purement syndicale a, dans la période du capitalisme monopolisateur, des limites très étroites, que seule la lutte politique révolutionnaire, ayant pour but le renversement du capitalisme, peut donner des résultats. *Mais cela ne signifie pas que les syndicats deviennent inutiles, mais que la lutte contre la bureaucratie réformiste, qui cherche à empêcher par tous les moyens les syndicats de se mêler à la lutte politique, doit être menée avec plus de force et d'acharnement qu'auparavant.*

Beaucoup de camarades se laissent aller, à cause du caractère fortement réactionnaire des syndicats libres, à refuser de travailler dans les syndicats. Au sujet de ce « caractère réactionnaire », nous lisons dans Lénine, ceci :

« Lorsque le parti révolutionnaire du prolétariat (qui ne serait pas digne de ce nom s'il n'apprenait pas à unir les chefs à la classe, à la masse, en en faisant un tout indissoluble) commença à se constituer, les unions syndicales laissèrent inévitablement paraître certains traits réactionnaires, une certaine limitation corporative, une certaine tendance vers le non-politique (apolitique), un certain conservatisme. Mais nulle part le prolétariat n'a pu et ne pourra se développer autrement que par l'action commune des unions syndicales et du parti de la classe ouvrière ». (Souligné par moi. H.).

Lénine parle de « l'inévitabilité » de ces traits réactionnaires. Rosa Luxembourg à son tour indique comment les syndicats sont obligés de se dénaturer s'ils perdent les perspectives révolutionnaires, socialistes.

« Aussitôt que les vues socialistes de la perspective ultérieure du développement social sont perdues, différents intérêts de groupes et de métier, intérêts étroitement nationaux, prennent de nouveau le dessus... » Seul le communisme peut aujourd'hui donner ces « vues socialistes sur les perspectives ultérieures du dévelop-

pement social». Sur le terrain de la démocratie économique, les syndicats libres actuels ont passé par un développement qui les a fait sérieusement reculer, si bien que leurs traits réactionnaires se sont beaucoup accentués.

Pourrons-nous, par notre travail dans les syndicats, donner de nouvelles bases au mouvement syndical, pourrons-nous en faire des *unions industrielles modernes*? Les brandlériens répondent affirmativement à cette question et indiquent comme voie à suivre la conquête de l'appareil syndical. Le parti répond négativement, car il tient les syndicats pour perdus, et s'en sert tout au plus pour y faire de la propagande.

Pour nous la question n'est pas si « simple ». Nous pensons qu'il ne faut pas considérer les syndicats comme une forme d'organisation rigide. Nous sommes profondément convaincus qu'un travail systématique des communistes au sein des syndicats libres, donnera aux syndicats un caractère profondément contradictoire. *En face des « traits réactionnaires » représentés surtout par les couches supérieures de l'appareil, des « traits révolutionnaires » de plus en plus accusés se montreront à l'usine et dans les organisations de base.* Nous ne croyons pas qu'on réussira à arracher à la bureaucratie *une partie appréciable de l'appareil.* Mais ce qui sera possible, c'est de former, sur la base de la lutte de classes, une large aile gauche dans les syndicats. La lutte entre l'appareil et l'aile gauche aura comme conséquence qu'au cours de la lutte pour la conquête des syndicats, certaines parties soutiendront ouvertement la lutte politique révolutionnaire du prolétariat, tandis que d'autres parties resteront un ferme soutien de la démocratie économique. Il est possible que cette lutte ne puisse trouver sa solution que dans la révolution prolétarienne. Alors le prolétariat victorieux, dont la dictature est impossible sans bases syndicales, devra réorganiser entièrement les fondements mêmes des syndicats.

Cependant une autre solution est possible à plus brève échéance; c'est que la bureaucratie réformiste réponde au renforcement d'une aile gauche en excluant de grandes masses et même des Unions syndicales tout entières. *Dans l'intérêt du prolétariat révolutionnaire il faudrait empêcher qu'une telle scission se produise.* Mais si elle était inévitable, et lorsque nous aurons tout fait pour l'empêcher, il est évident que les masses de la classe ouvrière, organisées dans les syndicats, se détourneront des réformistes scissionnistes.

Le parti a-t-il vraiment tout fait à l'heure actuelle pour empêcher qu'une pareille scission se produise? Non, il a simplement répondu aux provocations des réformistes et opposé à la tactique révolutionnaire tenace de *la formation d'une aile gauche générale*, le « point de vue du prestige », qui n'a de révolutionnaire que l'apparence. Il se borne à proclamer qu'on ne peut pas tolérer qu'une direction régionale soit exclue. C'est tout à fait bien et tout à fait honorable d'affirmer cela, mais ce n'est cependant que pure idiotie. Aussi pénible que cela soit, nous serons forcés des centaines de

fois d'avaler notre colère et les provocations de la bureaucratie syndicale, uniquement, et *c'est là tout le problème*, afin de ne pas nous laisser isoler des masses.

« Si on veut aider les « masses », si on veut gagner leur sympathie, leur affection, leur attachement, il ne faut pas craindre les difficultés, il ne faut pas craindre les chicanes, les malices, les offenses, les persécutions, de la part des « chefs », opportunistes, et social-chauvins qui sont dans la plupart des cas directement ou indirectement liés à la bourgeoisie et à la police » (Lénine).

Si nous cédonc à la provocation là où nous sommes relativement les plus forts, si, nous nous vantons d'être la « majorité » parce que dans telle ou telle branche ou dans tel ou tel groupe régional nous avons la majorité, si, en un mot, nous nous laissons repousser sans résistance *des postes avancés*, alors quelques milliers ou quelques dizaines de milliers des meilleurs syndiqués révolutionnaires seront mis dehors, sans que jamais une aile gauche ne puisse se développer dans les syndicats.

Il existe évidemment des cas où les provocations démesurées des réformistes déterminent les masses à quitter les syndicats et où, de cette façon, une organisation séparée se forme, *malgré notre agitation en faveur de la solution contraire*. Dans ce cas le travail dans l'organisation séparée devient pour nous une nécessité. (Le but de notre travail dans une telle organisation séparée ne peut être évidemment que celui de faire rentrer cette organisation dans les syndicats libres). On ne peut d'ailleurs pas établir un schéma valable pour tout travail syndical en général, mais on ne peut qu'établir une ligne fondamentale générale, dont le but doit être la conquête des masses organisées dans les syndicats libres.

La question qui se pose toujours à nouveau, est celle-ci : Que faire de ceux qui sont déjà dehors, soit parce qu'ils se sont laissés mettre dehors par des fautes tactiques, soit parce qu'ils « ont créé une union ouvrière bien neuve, bien propre, dont des communistes (la plupart du temps sans doute très jeunes) ont eu l'idée », comme dit ironiquement Lénine; cela peut aussi être une *union industrielle*. Pour nous, de telles tronçons d'organisations et de « syndicats modèles » sont un malheur.

Nous ne doutons pas que nous avancerions beaucoup plus vite, si ces ouvriers, pour la plupart révolutionnaires, voulaient constituer avec nous une aile gauche dans les syndicats. Il serait inutile de demander la liquidation immédiate de ces organisations, car la grande majorité des membres de ces organisations ne veulent pas entendre parler d'un retour aux syndicats libres. *Mais ils y entreront, si une aile vraiment révolutionnaire au sein des syndicats savait leur montrer qu'il se constitue là un fort centre de lutte de classes, ayant des chances de succès*. D'ici là il faut tenter de l'extérieur d'unir ces groupes fragmentaires à la lutte de l'aile gauche, et avant tout il faut se dresser contre les tendances hostiles au Parti, telle qu'elles se manifestent en ce moment dans l'Union Industrielle du bâtiment (Kaiser).

Quant à la question des inorganisés, le point de vue des communistes est clair. Plus l'aile gauche saura mettre fortement son

empreinte sur l'ensemble du mouvement syndical, plus on parviendra vite à rapprocher du syndicat les inorganisés conscients.

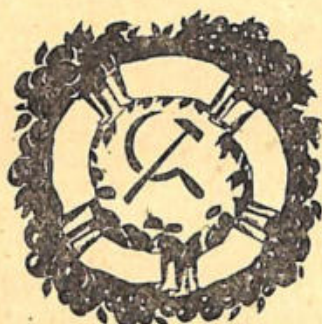
La direction est aussi chancelante dans les questions de *stratégie* des grèves que dans celles de la tactique syndicale. Cela est vrai surtout pour les *directions de lutte*. Il est juste de faire élire des comités de lutte lorsque des grèves éclatent. *Mais cela n'est juste que lorsque des parties essentielles de l'équipe, aussi bien les inorganisés que les organisés, sont prêts à élire des comités de lutte*. Il est inutile, il est même au plus haut point dangereux, d'élire des comités de lutte pour la parade, qui ne sont appuyés que par une infime minorité de l'équipe.

Le Parti ignore aujourd'hui quel doit être exactement le rôle des conseils d'usines rouges dans les grèves. Pour un marxiste révolutionnaire cette question ne présente aucune difficulté. Il est évident que là où existent des conseils d'usines révolutionnaires (en quoi il est indifférent de savoir si ces conseils sont élus sur une liste de syndicat libre, ou sur une liste rouge) ces conseils d'usines seront la figure centrale du comité de grève, si, dans le passé ils ont gagné la confiance des ouvriers par leur travail révolutionnaire à l'usine.

Dans l'ensemble, c'est un indice de la décomposition du Parti, que celui-ci accorde de plus en plus de valeur à l'invention de nouvelles formes d'organisation. Ce qui importe pour l'issue de la lutte ce n'est pas la question : conseils d'usines ou comités de grève, mais uniquement la capacité des éléments révolutionnaires de mener de véritables masses à la grève, de faire au moment opportun les démarches opportunes qui doivent élargir le front de lutte, augmenter la volonté de lutte des travailleurs et assurer ainsi le succès. Si dans cet ordre d'idées les droitières soulèvent la question de savoir qui a le droit (!) de conduire les grèves, le parti ou seulement le syndicat, cela ne fait que dénoter la conception réformiste des brandlériens. Les grèves doivent évidemment être conduites par les syndicats. *La bureaucratie syndicale réformiste devient de plus en plus incapable de le faire* et cette tâche revient donc toujours plus à l'opposition syndicale révolutionnaire, qui doit être sous la direction du P. C. A. La plus grande capacité de l'opposition syndicale dans ce domaine dépendra dans l'avenir de notre succès à pousser le Parti vers l'organisation d'une large aile gauche dans les syndicats. Une telle aile gauche devra opposer systématiquement aux réformistes un corps d'hommes de confiance révolutionnaires.

En tant que fraction du Parti, nous ne déduisons pas de cet exposé, d'une façon indépendante, les tâches que *seul le Parti* peut remplir. Ce serait absolument erroné de notre part et nous serions voués à l'impuissance, si nous essayions d'établir en *dehors* ou *contre* le Parti l'aile gauche dans les syndicats. Notre tâche en tant que fraction consiste de gagner les camarades du Parti à notre conception. *Où l'aile gauche se constituera dans les syndicats — sous notre pression — par le Parti, ou elle ne se constituera pas du tout*. Sans être soutenue par un Parti politique, une telle aile gauche est impossible. Tout essai de construire par nos propres

forces un tel bloc deviendrait, grâce à la logique interne de son développement, soit un instrument du Parti social-démocrate, soit la base d'un parti centriste, qui ne pourrait rien être d'autre qu'un appendice du Parti social-démocrate.



La querelle de la participation dans le Parti Socialiste

I. — AVANT LA GUERRE

Le problème de la participation est celui de savoir : dans quelle mesure et à quelles conditions des gens élus théoriquement sur un programme socialiste, donc, de lutte de classes, peuvent accepter de partager les responsabilités de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste. En d'autres termes le problème de la participation est celui des modalités de l'intégration du parti socialiste à la société bourgeoise sous la forme de son appareil dictatorial — l'Etat. La participation est la réalité tangible de ce fait que le Parti Socialiste devient une partie intégrante des formations politiques dont la bourgeoisie se sert pour le maintien de sa domination de classe.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la question de la participation est agitée dans les rangs du Socialisme français. Elle a été posée dès avant la guerre, avant même l'unification du Socialisme. Ici ceux pour qui la Social-démocratie d'après-guerre rejoint celle d'avant-guerre après une série d'oscillations, devraient semble-t-il triompher. En réalité rien ne saurait être plus faux et plus anti-historique que cette opinion qui verrait dans les luttes entre Renaudel et Ziromsky la continuation des luttes du passé entre Jaurès et Guesde.

L'histoire du problème de la participation avant la guerre en France se résout dans des discussions sur une question de principe, menant à quelques décisions de Congrès tant nationaux qu'internationaux et dans la destinée individuelle d'hommes tels que Mille-
rand, Briand, Viviani, Augagneur, etc... Ceux-ci, sortis des rangs socialistes ne participent au pouvoir bourgeois que pour s'éloigner définitivement de leur ancien parti qu'ils retrouveront en mainte occasion en adversaire devant eux. L'évolution du Parti Socialiste pendant et après la guerre transforme cette question de principe en simple question de tactique, les agissements individuels de tels ou tels de ses membres ou anciens membres en actes qui engagent le Parti tout entier et sont reconnus juridiquement par lui. C'est se laisser prendre aux apparences les plus superficielles des discours équivoques, que de voir la persistance d'une continuité là où il y a en réalité un véritable bond qualitatif.

Il est utile à ce sujet de rappeler l'historique du problème. La question de la participation se pose pour la première fois en

France devant les Socialistes en 1899. Les divers courants socialistes ne sont pas encore unifiés dans un parti unique mais il y a incontestablement une marche à l'unification (collaboration commune à la *Petite République*, Groupe parlementaire, Comité de vigilance pour lutter contre le danger d'une réaction militariste). C'est le moment de la crise décisive de l'affaire Dreyfus. Le socialisme et les partis de gauche ont progressé électoralement. Le ministère Waldeck-Rousseau va se constituer. La participation qui n'a jamais été prévue théoriquement va se présenter comme une brutale situation de fait. C'est Millerand, l'homme du discours de Saint-Mandé paraissant aux côtés du bourreau sanglant de la Commune, le général marquis de Galiffet, sur les bancs du ministère d'union républicaine de Waldeck-Rousseau. Du coup c'est la crise de l'unité socialiste en voie de formation. D'un côté se rangent les hommes venus au Socialisme par les voies du radicalisme et de la politique bourgeoise qui ont à leur tête Jaurès et qui vont soutenir jusqu'au bout le ministère, de l'autre ceux qui viennent de la Commune et du mouvement ouvrier qui ont à leur tête Guesde et Vaillant et qui accueillent le général marquis aux cris d'assassin.

Le Congrès de Japy réunit sur la base nationale les divers courants qui se réclament du Socialisme pour trancher le problème. Par 818 voix contre 634 on adopte une motion selon laquelle « la lutte de classe ne permet pas l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ».

Au Congrès de Paris en 1900 le problème est posé internationalement. Une motion Guesde-Ferri est présentée selon laquelle la conquête du pouvoir était « l'expropriation politique de la bourgeoisie », elle « interdit nécessairement toute participation socialiste à des gouvernements bourgeois » à l'égard desquels « les socialistes doivent rester dans une attitude d'opposition irréductible ». Elle est repoussée par une motion centrisme de Kautsky, chef-d'œuvre de l'équivoque et du nègre-blanc qui s'efforce de concilier les deux tendances en vue de pallier à la brisure qui s'est produite dans la marche à l'unité. Cette motion qui remporte la majorité déclare que « l'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considéré comme un commencement normal de la conquête politique mais seulement comme un expédient, forcé, transitoire et exceptionnel ». Elle ajoutait même : « Si dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe » (1). Mais les deux tendances du mouvement socialiste français devaient rester profondément séparées pendant cinq ans encore. La question de la participation, pierre de touche entre le Socialisme parti politique comme les autres et le Socialisme de classe, devait même favori-

(1) Kautsky s'est retrospectivement expliqué à ce sujet (*Vormærts* du 1^{er} Janvier 1930 et *Vie Socialiste* du 25 Janvier 1930) : « Sur le cas Mille- Mais j'avais de grandes réserves à faire à la motion de Guesde. Sa conception rand, j'étais intérieurement d'accord avec Guesde et Vaillant contre Jaurès. de la lutte de classes m'apparaissait trop étroite ». Nous croyons que le but essentiel de la motion Kautsky était l'unification des deux tendances.

ser d'un côté comme de l'autre une classification et un regroupement. Au lieu d'une poussière de tendances, de partis et d'embryons de parti on devait avoir jusqu'à l'unité de 1905 deux partis ayant chacun leur physionomie distincte et leurs principes propres. Le Parti Socialiste Français (Jauréssistes) et le Parti Socialiste de France (Guesdistes). De part et d'autre malgré la motion Kautsky la participation était bien considérée comme une question de principe et non comme une question de tactique. Au Congrès International d'Amsterdam la question de la participation, c'est-à-dire comme l'a bien vu Lénine dans *Que Faire?*, le revisionisme pratique, devait être liée au revisionisme théorique de Bernstein. La motion qui recueillit la majorité et le suffrage des guesdistes déclarait que « la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement bourgeois et, ce, contrairement à la motion Kautsky ». Comme on le voit cette motion contenait encore une équivoque mais une équivoque voilée, car sous sa forme catégorique elle contredit nettement la motion Kautsky de 1900 sur laquelle elle prétend cependant s'appuyer (2). C'était le prélude de l'unité du socialisme français qui devait se faire, conformément aux vœux de l'Internationale, l'année suivante, au Congrès du Globe. Il est bon de savoir, au moment où la Social-Démocratie française vient de célébrer pompeusement cette unité, au prix de quelles équivoques elle a été achetée. Le socialisme français, dans la mesure restreinte où cette comparaison est permise, suivait une voie inverse de celle de la social-démocratie russe scindée depuis 1903, une marche à la confusion au lieu d'une marche à la clarification.

La suite de l'histoire de la participation se confond avec la destinée personnelle du Briand de la répression sauvage « jusqu'à l'illégalité » (dixit) de la grève des cheminots de 1910 et de la loi de 3 ans, du Viviani que l'on trouve à la présidence du conseil aux heures tragiques de 1914 pour ne citer que les plus marquants. La participation aux gouvernements bourgeois et à leur besogne de classe met automatiquement tous ces hommes qui évoluent rapidement, en dehors du contrôle du parti socialiste qu'ils ne retrouvent alors qu'en adversaire résolu devant eux. La participation, pour n'être pas une situation reconnue juridiquement par les organismes réguliers du Parti Socialiste, n'en est pas moins une situation de fait qui a des causes profondes et ne se résout pas en simples accidents individuels. L'équivoque, bien que silencieuse, et à peine exprimée (3) — parti de classe ou parti de la démocratie — née au confluent des deux tendances, continue à peser lourdement sur les destinées du socialisme français. Le Socia-

(2) Kautsky (loc. cit.) chicane mieux rétrospectivement sur le mot : « accepter » (annehmen) à Amsterdam tandis que le précédent congrès de la Social-démocratie allemande disait « rechercher » (erstreben). Beau galimatias! digne des conciles de l'Eglise.

(3) Selon Kautsky (loc. cit.) qui n'attache pas d'autre importance à ce fait : « Au cours de la décade qui suivit Amsterdam la question du ministérialisme n'occupa le parti que très peu ».

lisme unifié souffre d'une contradiction : il veut être le parti du prolétariat et en fait il alimente la démocratie bourgeoise en hommes nés par lui à la vie politique et que le prolétariat retrouve au pouvoir parmi ses adversaires de classe. C'est cette contradiction qui à son tour alimente le courant sauvage et confus de la C. G. T. et du syndicalisme révolutionnaire, anti-parlementaire. Selon la juste parole de Lénine, l'anarchisme se révèle ici la rançon de l'opportunisme. La gauche socialiste (et dans une certaine mesure le socialisme tout entier) combat les effets d'une politique dont elle ne sait pas et ne veut pas voir les causes.

Vint la guerre, l'équivoque devait être rompue. Guesde et Sembat, dûment mandatés par les autorités régulières du Parti et bientôt suivis par Albert Thomas, devaient entrer dès le 28 Août 1914 dans le Ministère de la Défense Nationale pour n'en sortir qu'en 1916 en y laissant d'ailleurs en gage Albert Thomas qui devait y rester jusqu'à la fin des hostilités aux Munitions! Le bond qualitatif dont nous avons parlé, était accompli d'ailleurs internationalement. La participation cessait d'être une question de principe agitée arbitrairement en face de situations de fait non reconnues juridiquement pour devenir une situation de fait juridiquement admise. De l'Olympe des Congrès elle descendait dans la réalité. Ce n'était plus l'entrée d'un socialiste isolé évoluant rapidement en dehors du parti mais une participation du parti tout entier, déléguant ses représentants pour y assister le capitalisme dans son orgie sanglante. Le vieux chef de l'anti-ministériarisme, Guesde lui-même, donnait l'exemple, ce que Kautsky commente malignement en ces termes retrospectifs : « Puis survint la guerre mondiale et avec elle une situation tout à fait nouvelle. Alors, en France, les mêmes camarades qui s'étaient plaints jadis le plus vivement de ce que ma motion était « en caoutchouc » furent précisément ceux qui se servirent de son élasticité » (loc. cit.).

II. — APRES LA GUERRE

Au dernier congrès national extraordinaire appelé à trancher la question de la participation, Marcel Déat, droitier conséquent, a fait un effort louable pour poser la question en termes clairs, en s'élevant au-dessus des controverses périmées sur la Charte et les principes d'avant-guerre, des distinctions subtiles de la nouvelle scolastique de Léon Blum entre soutien d'un ministère de gauche par les socialistes, soutien d'un ministère socialiste par les gauches, partage du pouvoir avec les radicaux et exercice de pouvoir avec un ministère purement socialiste ou à majorité socialiste, exercice temporaire et conquête du pouvoir.

Ses paroles méritent d'être rapportées en termes propres car elles situent exactement le problème, la différence entre la manière dont se posait avant la guerre et dont se pose après la guerre cette question de la participation chez les social-démocrates : « La vérité, c'est que s'il y a eu révision de la charte, révision des principes, c'est le jour même, où vous avez accepté, sans la moindre protestation, l'idée que le parti socialiste pouvait être amené d'une façon

inévitables à exercer le pouvoir en régime capitaliste... Quand j'ai eu à relire la Charte et tous les textes sur lesquels nous nous sommes appuyés, à aucun moment je n'ai vu là-dedans quelque chose qui ressemblât même de loin à l'idée de l'exercice du pouvoir. Nous avons bien pu y voir que les circonstances exceptionnelles se concilient avec l'idée du ministérialisme. Mais à côté de cela qui était l'exception, la seule règle d'action qui fut effectivement admise dans la Charte, c'était ce dont Maurin justement ce soir se revendiquait avec une certaine logique : la prise révolutionnaire du pouvoir ».

Ainsi il y a bien eu revision de la doctrine et nous ajouterons que s'il y a eu revision de la doctrine, c'est parce qu'il y a eu transformation de la nature du parti, du parti de classe en parti de démocratie bourgeoise. M. Déat se demande quelle est la date de la revision « qui serait assez curieuse à connaître ». On pourrait facilement lui répondre : Ce n'est pas la date d'une décision de Congrès, c'est celle d'un précédent de fait dûment régularisé — Août 1914. M. Déat à juste titre pense qu'il n'y a qu'une alternative : ministérialisme ou communisme. A juste titre, avec Renaudel et tous les droitiers conséquents, il pense que cela constitue plus qu'une différence de tactique et entraîne une différence de principe ; qu'entre le socialisme « démocratique » (ministérialiste) et le bolchévisme « dictatorial » (révolutionnaire) il n'y a pas communauté de but et diversité de méthodes mais que la diversité de méthodes crée une diversité de but.

La finasserie de Renaudel lui fait également mettre le doigt sur la plaie. Il estime que si la guerre a constitué et constitue une circonstance exceptionnelle pour la participation, il doit en être de même des conséquences de la guerre. Rien de plus juste. Lorsqu'on a dit A pendant la guerre pour défendre son propre capitalisme contre le capitalisme étranger, impossible de ne pas dire B après la guerre pour le sauver une fois de plus des conséquences de la grande boucherie.

Friedrich Adler, terroriste repent, président de la II^e Internationale, docteur angélique et lumière austro-marxiste de gauche, fait entendre avec plus de nuances le même son de cloche. Il énumère savamment les circonstances exceptionnelles, si nombreuses et exceptionnelles qu'elles finissent par être normales : « guerre de défense nationale, danger fasciste contre la république, croissance parlementaire du socialisme » qui rendent impossible la non-participation. Il démontre également pourquoi il ne peut y avoir d'adversaires de principe de la participation dans la II^e Internationale. C'est qu'un adversaire de principe serait un bolchevik et non un social-démocrate et que par définition il n'y a pas de bolcheviks dans un parti social-démocrate. Il analyse enfin les avantages et les inconvénients de la participation. Les avantages qui vont sans dire, les inconvénients qui sont une impopularité relative dans le pays parce que le parti social-démocrate serait forcé d'accomplir au grand jour les tâches du régime capitaliste. Il montre ainsi ce que peut donner la « science marxiste », lorsqu'elle se transforme

chez un vieux matois comme lui, de technique révolutionnaire de la lutte des classes, en routine de la concurrence parlementaire.

Cette revision de la doctrine qui est une revision dans la pratique avant d'être une revision dans la théorie, s'accomplit à peu de frais théoriques et il est inutile d'insister longuement à ce sujet. Notons simplement que c'est une revision de la théorie marxiste de l'Etat sur la base du Lassalisme et du Jaouressisme. Pour Marx, Engels et Lenine, l'Etat est l'instrument de l'oppression d'une classe par une autre. Il est un produit de la lutte des classes. Les révolutionnaires n'ont pas à s'en emparer, mais à le briser. Pour nos néo-Lassaliens et néo-Jaouressistes l'Etat et surtout l'Etat démocratique est le produit non pas de la lutte des classes, mais de l'équilibre des classes. Il est le miroir fidèle de la Société qu'il exprime comme émanation du suffrage universel. De là vient que la conquête démocratique de l'Etat se confond avec... la révolution sociale. C'est ainsi que M. Déat parle « de séparation du capitalisme et de l'Etat », que le vieux Kautsky complètement gâteux ose écrire les lignes suivantes, en se croyant toujours marxiste, sans s'en apercevoir ou en feignant de ne pas s'apercevoir de son éclatant revisionisme : « Dans son célèbre article : « Pour servir à la critique du programme du parti social-démocrate » (4), Marx écrit : « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire, le passage de l'une à l'autre. A cette période correspond aussi une période de transformation politique dans laquelle l'Etat ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat ». Nous pouvons aujourd'hui d'après les expériences de ces dernières années apporter une variante à ce passage en disant : « dans l'intervalle entre l'Etat démocratique à gouvernement purement bourgeois et l'Etat démocratique à gouvernement purement prolétarien, se place une période de transformation de celui-là en celui-ci. A cet intervalle correspond également une période de transition politique dont le gouvernement aura généralement la forme d'un gouvernement de coalition ». La différence entre le marxisme de Marx et le néo-« marxisme » de Kautsky est, on le voit, assez nette. La « variante » est de taille !

Le problème qui se pose est maintenant celui de savoir d'où vient que la Social-Démocratie française soit l'une des rares sections de l'I. O. S. qui aient depuis la fin des hostilités, cessé de participer directement au pouvoir bourgeois, d'où vient qu'à son dernier Congrès national elle ait semblé se diviser en deux tronçons sur cette question de la participation ? L'explication donnée par le vieux Kautsky est toute entière tirée de raisons subjectives tenant à la tradition nationale. La participation rencontrerait en France une résistance exceptionnelle, parce que c'est dans ce pays que pour la première fois la question s'est posée dans un cas d'espèce malheureux. A cet argument, on ferait tout aussi bien signifier le contraire — la participation est une tradition nationale de la France, pays démocratique. Comme nous l'avons vu, l'hostilité à toute autre forme de conquête du pouvoir que la conquête révolutionnaire est

(4) Critique du Programme de Gotha.

spécifiquement marxiste. Aucun être humain ayant son bon sens, n'ira soutenir que la tradition marxiste ait plus de poids dans le socialisme français que dans la social-démocratie allemande participationniste.

**
*

Les explications données par les communistes officiels ne valent pas plus cher. Ce sont aussi des explications subjectives. Il y en a deux, l'une correspondant aux zig-zags d'ultra-droite des « large front unique », l'autre correspondant aux zig-zags d'ultra-gauche du style « classe contre classe ». La première c'est que la résistance à la participation est le fait de la pression ouvrière de « la base » sur les « chefs socialistes », la seconde c'est, qu'il y a une machiavélique division du travail entre la gauche et la droite socialiste pour tromper les ouvriers. Ces deux explications reviennent d'ailleurs à une seule et ne sont que les deux faces d'un même argument : tantôt c'est la pression ouvrière sur les chefs qui explique tout, tantôt c'est la crainte des ouvriers chez les chefs. Ce sont des généralités tout à fait insuffisantes qui n'expliquent rien, elles vaudraient pour n'importe quel parti social-démocrate et ne s'appliquent pas spécifiquement à la situation française. La pression ouvrière serait-elle par hasard plus forte sur la social-démocratie française que sur le Labour-Party ou le Parti Ouvrier Belge, tous deux participationnistes ?

A cela se rattache l'explication annexe de la résistance à la participation par crainte du parti communiste ou du communisme. Les social-démocrates craindraient en participant de voir fondre leurs troupes dans les rangs communistes comme beurre au soleil. Ainsi nos officiels se glorifient d'avoir par leur force et leur puissance influencé la décision du Congrès National extraordinaire. Si cette explication peut avoir un semblant de valeur pour l'Angleterre et la Belgique où le socialisme participationniste ne rencontre aucune résistance communiste sérieuse, elle ne rend pas raison à coup sûr du cas de la social-démocratie allemande qui se trouve en présence d'un communisme puissant. En France le communisme en tant que parti organisé est en fort piteux état et sa zone d'influence se restreint. Dans la mesure où l'argument du communisme a pu être présenté avec un certain succès au congrès socialiste, il s'est agi beaucoup plus de la crise du communisme et de la nécessité de profiter de cette crise que de la force du communisme. Même avec ce correctif on ne va pas très loin, car la situation du communisme en France présente beaucoup d'analogies avec celle du communisme en Tchécoslovaquie où pourtant la social-démocratie participe au pouvoir.

On voit donc qu'aucune des raisons subjectives données pour expliquer la non-participation de la social-démocratie française ne résiste à une analyse sérieuse. Il faut radicalement changer la manière de poser le problème, renoncer à l'idée archi-fausse et archi-démentie par l'expérience que la manière dont se pose le problème de la participation, pour un parti social-démocrate, dépend de la différenciation subjective des tendances de droite et de gau-

che dans son sein. Nul n'ira supposer que le parti de Blum et de Boncour ait du « gauchisme » à revendre à celui d'Otto Bauer qui a déjà participé deux fois.

**
*

Pour y voir clair, il faut replacer le parti social-démocrate dans le milieu qui lui est propre, la démocratie bourgeoise et partir de deux facteurs objectifs : sous un premier aspect la position favorable ou défavorable de ce parti sur le marché de la concurrence électorale et parlementaire, ses possibilités actuelles de rayonnement et ses possibilités futures de résistance dans des circonstances difficiles pour sa popularité comme le sont les circonstances de la participation, parlant l'opportunité pour lui de telle ou telle manœuvre d'avance dans le champ étatique ou de retrait dans l'opposition ; sous un second aspect l'opportunité pour la classe dirigeante de le pousser en avant ou de l'obliger à se tenir à l'écart.

C'est la situation initialement défavorable de la social-démocratie française après la scission de Tours qui explique sa carence de participation jusqu'ici. Coïncée qu'elle était par une situation assez révolutionnaire pour lui arracher ses troupes et même des contingents importants de politiciens momentanément « radicalisés » mais insuffisamment révolutionnaires pour obliger la bourgeoisie à la remplacer comme un de ses derniers bastions contre-révolutionnaires, réduite à 20.000 membres, privée de son organe central, stimulée d'autre part à ne pas se laisser aller à la résignation par l'exemple de ses consœurs en trahison, la tâche immédiate de la social-démocratie française était la reconstitution de ses cadres, seule garantie de l'essor continu et progressif de sa superstructure parlementaire. Le reflux de la vague révolutionnaire renforcé par les erreurs stratégiques de la III^e Internationale, un effort très réel de sa part dicté par son instinct de conservation aidant, lui a permis de mener à bien cette tâche. Aujourd'hui la social-démocratie française a cessé d'être la cohue électoralo-parlementaire instable dont il était de bon ton de se moquer après Tours et même trop longtemps après pour devenir une force démocratique bourgeoise stable et relativement disciplinée si on la juge à son aune qui est celle des autres partis bourgeois, et non à l'aune d'un parti communiste, ce qui est une absurdité. Ses cadres se sont développés numériquement et qualitativement, de même, que tour à tour effet et cause de cette reconstitution, sa superstructure parlementaire. Aujourd'hui, elle est certainement, de toutes les formations politiques bourgeoises la mieux équipée pour la concurrence électoralo-parlementaire. Elle aperçoit à l'horizon des élections de 1932, le havre tant désiré de l'exercice du pouvoir vers lequel tendaient tous ses efforts.

Mais cette situation finale comparée à sa situation initiale, a développé en son sein, non pas des forces de droite et de gauche, mais des forces accélératrices et des forces retardatrices du moment de la participation. D'une manière générale, comme l'ont montré les résultats du Congrès National extraordinaire, ces forces accélératrices sont dans le groupe parlementaire tandis que les forces

retardatrices sont dans les cadres de base. Pour expliquer ce fait il est inutile de recourir à la différence entre les chefs traitres et la base obscurément révolutionnaire, malgré ce que cette explication aurait de séduisant pour rendre compte de la violence des polémiques dans les organes de tendance et au Congrès où Paul Faure a été frénétiquement acclamé tandis que Renaudel se voyait hué par les tribunes. Cette situation s'explique en effet beaucoup mieux par la division du travail et les fonctions respectives des cadres et du groupe parlementaire. Pour reprendre la terminologie de Friederich Adler, la base est par sa fonction de propagande directe dans le pays électoral beaucoup plus à même de ressentir vivement les « inconvénients » de l'impopularité relative d'une période de participation, tandis que le parlementaire moyen est beaucoup plus porté à goûter les « avantages » d'une combinaison ministérielle. Ces frottements n'ont rien de divergences de principe, les cadres socialistes et le groupe parlementaire sont complémentaires et n'ont de sens que l'un par l'autre. C'est seulement dans l'hypothèse d'une situation qui existait avant-guerre mais n'existe plus aujourd'hui, situation où la base participerait aux tâches directes de la lutte de classes, que ce conflit pourrait avoir une autre signification. Or les cadres de base socialistes ne connaissent d'autres formes de lutte que celles de la concurrence électorale des partis à côté de leur participation à des institutions d'un réformisme pacifique telles que syndicats cegetistes et coopératives. Par là s'expliquent également les attitudes respectives de la droite et de la gauche à l'égard du Parti radical. C'est le nœud du problème de fait posé lors de la chute du premier ministère Tardieu où il s'agissait de constituer un ministère radical à minorité socialiste. Or le Parti radical, normalement allié du Parti socialiste au parlement, est souvent dans le pays pour lui un concurrent d'autant plus dangereux qu'il est plus proche et qu'il chasse sur le même territoire. Pour le parlementaire moyen, le radical est l'allié avec lequel on confond ses votes, avec lequel on marche allégrement à la conquête des portefeuilles. Pour le militant moyen c'est, surtout sous le régime arrondissementier, souvent l'ennemi qu'il faut évincer à tout prix comme l'illustrent assez les histoires de Narbonne et de Bergerac.

En dernière analyse, ce conflit des cadres et du groupe parlementaire n'a d'ailleurs rien que de relatif, ni l'unanimité du groupe parlementaire (76 sur 116) n'est pour la participation immédiate puisqu'on trouve dans l'autre camp un expert ès parlementarisme comme Blum, ni l'écrasante majorité des cadres n'est contre (2.066 mandats contre 1.507). Aucune divergence de principe ne les sépare puisque la majorité déclare : « que le parti est toujours prêt à assumer les responsabilités du pouvoir, soit seul, soit avec la majorité et la direction du gouvernement... Qu'en ce qui concerne une participation éventuelle des socialistes à un gouvernement, l'idée doit tout d'abord en être écartée dans la législation actuelle et ne pourrait être envisagée qu'au cas de circonstances exceptionnelles ». L'essentiel, c'est que le principe de l'exercice du pouvoir en régime

capitaliste est admis, ce que la droite considère justement comme une victoire à son actif, tout le reste n'étant que scolastique.

La social-démocratie française n'aspire plus qu'à vivre d'une vie bien heureuse et immortelle, dans les hautes sphères de la superstructure électoral-parlementaire du régime capitaliste, animée du mouvement périodique des alternances entre la popularité relative des « cures d'opposition » et l'impopularité relative des « soutiens » et des « exercices du pouvoir », tour à tour récupérant l'énergie perdue et réalisant l'énergie gagnée.

Si nous examinons maintenant l'aspect que présente le problème dans son dernier aspect nous pouvons poser les règles suivantes : la bourgeoisie tend à pousser en avant la Social-démocratie qui joue un rôle amortisseur des mouvements populaires toutes les fois qu'il s'agit de tâches malaisées qu'elle ne veut pas ou ne peut pas faire exécuter par les hommes ou les partis qui la représentent trop directement (ce qui est le cas actuellement en Angleterre); elle tend au contraire à l'en écarter lorsqu'elle est en mesure de réaliser des réformes sociales dont elle entend se réserver à elle et à ceux qui la représentent ouvertement le bénéfice moral devant le prolétariat réformiste et la petite bourgeoisie (c'est le cas actuellement en France avec les assurances sociales et l'Ecole unique).

En parlant de ces règles, on se rend compte que la conjoncture politique était défavorable pour un ministère de coalition radical et social-démocrate à la chute du ministère Tardieu. Ce ministère, non seulement par le jeu des forces sur l'échiquier parlementaire, mais par l'effort des forces qui dominent la politique parlementaire, forces qui sont auxiliaires de la grande bourgeoisie n'aurait eu aucune chance de vie. C'est ce qu'avaient compris les adversaires de la participation immédiate. Les partisans aussi, mais dans leur impatience ils pensaient que l'expérience devait être tentée, ne serait-ce que pour son effet moral.

Notons pour terminer que c'est par là que s'expliquent les paradoxes du régime démocratique bourgeois dont la social-démocratie est partie intégrante, que les majorités et gouvernements dits de droite réalisent les programmes dits de gauche et réciproquement, qu'aucun gouvernement ne réalise le programme sur lequel sa majorité a été élue et réalise souvent le programme inverse, que la presse dont toute la liberté se réduit à la nécessité de ménager à la fois le public qui fait son débouché et les gouvernements qui la financent, se meut dans une attitude contradictoire critiquant les mesures réalisées ou à réaliser par les gouvernements qu'elle soutient, spectacle qu'offrent à droite la policière *Liberté* et l'austère *Temps*, qu'offre déjà à gauche le *Populaire* dans son attitude à l'égard des gouvernements social-démocrates d'Allemagne et d'Angleterre, qu'il offrira demain pour ceux de France.

ANDRÉ ARIAT.

Le Parti Communiste Allemand a de nouveau laissé passer une situation favorable

Pour satisfaire aux exigences de la « 3^e période », inventée par le 6^e Congrès mondial de l'I.C., le Congrès de Wedding du P. C. Allemand a annoncé la présence, en Allemagne, d'une situation révolutionnaire imminente. Thälmann, s'efforçait de le prouver dans des conférences creuses et pleines de phrases ronflantes. La presse officielle du Parti consacrait à cette découverte tous les jours de longues colonnes. On parla de batailles de masse, de combats d'assaut qui devaient détruire l'Etat capitaliste. Pour avoir signalé l'erreur d'une pareille évaluation antimarxiste et mécanique on nous qualifia de pessimistes et de gens, qui avaient perdu la foi en la révolution. Dans cette période, inventée par les fonctionnaires du Parti, le mot d'ordre principal du Parti officiel en Allemagne était : « Prolétaires, lutez pour une Allemagne soviétique ». Avec une telle appréciation il était inutile de s'occuper des questions journalières des masses travailleuses particulièrement exploitées par la bourgeoisie allemande à l'aide de la social-démocratie.

Il était évident pour tout marxiste, que ces criailleries au sujet de la situation révolutionnaire imminente n'étaient qu'une phraséologie criminelle qui n'a rien à voir avec la réalité marxiste. La fausse politique de l'I. C., depuis 1923, a valu aux partis communistes et au prolétariat des défaites énormes (1923 en Allemagne, 1925-27 en Chine, 1926 en Angleterre, en Russie, en Bulgarie, en Esthonie, en Pologne). La direction de l'I. C. qui en 1928 a fait un zig-zag ultra-gauchiste n'a pas voulu compter avec la situation véritable.

Considérons la réalité en Allemagne. Que disent les chiffres qui nous éclairent sur les luttes et les dispositions de la classe ouvrière?

Pour 1928 le nombre des journées de grève en Allemagne se monte à 10,4 millions; il tombe en 1929 à 4,4 millions; en 1928, 780.000 ouvriers ont fait grève, tandis qu'en 1929 il n'y en a eu que 230.000. Si on ne veut pas tenir compte de ces chiffres on ne comprend pas que les grèves sont un baromètre de la volonté de lutte de la classe ouvrière. Ces chiffres indiquent que la volonté de lutte de la classe ouvrière a diminué.

Les élections au Landtag et les élections municipales ont montré partout un recul notable des voix du P. C. A. Par contre le parti

socialiste a maintenu les siennes; en beaucoup d'endroits il enregistre même une augmentation. Les socialistes nationaux (fascistes) ont récolté de très grands succès. Dans la rouge Thuringe la fraction communiste du Landtag compte six personnes, tandis que la fraction national-fasciste en compte sept.

Non seulement le Parti n'a pas augmenté le nombre de ses adhérents, mais il en a même perdu. Ce nombre peut être évalué aujourd'hui tout au plus à 70.000.

Dans toutes les organisations de masses et surtout dans les syndicats, l'influence du Parti est presque complètement perdue. Les succès « énormes » du Parti dans les élections aux conseils d'usines, grâce aux « listes rouges à tout prix » (listes indépendantes du Parti), ont été en premier lieu l'expression du mécontentement des masses ouvrières, une protestation contre l'oppression capitaliste, et contre son soutien — le réformisme. Ils n'ont pas été l'expression de la volonté de la classe ouvrière de détruire immédiatement l'Etat capitaliste. La meilleure preuve de la justesse de cette appréciation sont les résultats au Leunawerk, dans la Société des Transports de Berlin, aux usines Opel (automobiles), aux docks de Hambourg, etc..., où les voix du P. C. A. ont fortement baissé.

Les chiffres suivants donnent le tableau du recul dans le Leunawerk et dans la Société des Transports :

	Leunawerk		Soc. des Transports.	
	1929	1930	1929	1930
Liste rouge	51,3 0/0	34,7 0/0	52,4 0/0	28, 0/0
Syndicats autonomes	32,7	37	29	45
Chrétiens	3,2	5,3	7,3	8,6
Associations patriotes	9,6	16	—	—
Nationalistes	—	—	9	7,2
Social. nationaux ..	—	—	—	6

Les ouvriers qui avaient donné leurs voix au P. C. A. l'année dernière, lui tournèrent le dos, la politique du parti ne leur ayant pas donné d'indication pour combattre l'offensive capitaliste.

Et qu'en est-il de la dernière preuve de la situation révolutionnaire imminente : les manifestations? Les actions à date fixe ordonnées par le Parti furent de plus en plus faibles. Sur un nombre de 3,5 millions de chômeurs le Parti n'a eu prise que sur une proportion d'environ 5 à 7 0/0. Les dernières actions de février et de mars se sont terminées par une faillite, comme tout le monde le sait.

Cependant la situation objective en Allemagne était très favorable pour détacher de grandes parties de la classe ouvrière de la social-démocratie, en les amenant vers un parti communiste de masses.

La social-démocratie était de nouveau en coalition avec la bourgeoisie financière et capitaliste. En comparaison avec son ancienne politique de coalition, la situation du parti social-démocrate était infiniment plus difficile. Pourquoi? Dans les précédentes années où elle pratiqua la politique de coalition, la social-démocratie pouvait encore accorder au prolétariat des réformes minimales. La bourgeoisie n'avait pas si vite oublié la révolution. On sentait encore dans l'air l'atmosphère d'octobre 1923.

En outre, la bourgeoisie n'était pas encore suffisamment forte économiquement et politiquement pour agir sans frein contre la classe ouvrière. Les instruments de la domination bourgeoise n'étaient pas encore suffisamment renforcés économiquement et politiquement. Elle était obligée de faire encore certaines concessions à la classe ouvrière. C'est pourquoi le parti socialiste pouvait encore accorder dans la voie de la coalition certaines concessions au prolétariat (hausse des salaires, législation sociale, question de loyers, etc...). La bourgeoisie fut obligée d'en passer par là. La politique de coalition Müller-Hilferding fut la *trahison des intérêts quotidiens immédiats du prolétariat*. Non seulement le parti social-démocrate œuvra en faveur du raffermissement de l'Etat bourgeois (croiseur cuirassé, police, loi de protection de la République) et soutint l'offensive des banques et des trusts (concentration, rationalisation, etc...), mais il a abandonné tout ce que la classe ouvrière avait arraché à la bourgeoisie dans la période de la vague révolutionnaire. Par la voix de son ministre du travail, Wissel, il approuva la réduction des salaires. Les socialistes ont approuvé la réduction des secours aux chômeurs. Ils ont commencé à réduire les secours pour l'assurance contre la maladie. En réduisant les droits de la commune, en accord avec Schacht (interdiction de contracter des emprunts), ils ont arrêté l'aménagement de logements et l'œuvre sociale. Dans le domaine de la culture ils ont aidé la réaction (Concordats). En outre ils ont gratifié les masses travailleuses d'Allemagne d'une augmentation des impôts indirects (douanes, monopoles, etc...). Et tout cela dans la période du grand chômage (3-4 millions). Cela signifie que non seulement le parti socialiste n'a pas apporté de réformes aux masses laborieuses par sa politique de coalition, mais au contraire, qu'il a aidé la bourgeoisie à enlever au prolétariat tout ce que celui-ci avait gagné dans ses luttes. Autrement dit : l'essence de la social-démocratie — réformes minimales par la voie de la coalition, en trahissant systématiquement les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière — cette essence avait disparu. Vue sous cet angle la situation du communisme était *extrêmement favorable*. Si, dans cette situation, le Parti communiste s'était attaché aux problèmes quotidiens du prolétariat, on aurait atteint la situation nécessaire à la victoire du communisme : l'établissement de la séparation historique entre les ouvriers social-démocrates et leurs chefs traîtres.

Les dirigeants officiels du Parti n'ont rien su faire d'autre que de combattre la social-démocratie en l'insultant.

Pour cette raison, on inventa le mot d'ordre du « social-fascisme ». Sous cette forme l'agitation prit une expansion fabuleuse. Non seulement le préfet de police berlinois Zoergiebel fut traité de social-fasciste, mais tous les ouvriers appartenant au parti social-démocrate furent considérés comme des social-fascistes. Les mots d'ordre étaient : « Sortez les social-fascistes des usines », « Sortez les jeunes social-fascistes des usines », « Sortez les enfants social-fascistes des écoles »....

Les Thälmann et les Remmele donnèrent aux chefs social-démocrates la possibilité de voiler leur trahison des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Ils les ont aidé à passer d'une position de défense à une attaque. Le mot d'ordre du social-fascisme en fut le meilleur moyen. « L'I.C., en identifiant le domestique démocratique du capital à son garde du corps fasciste, a rendu le meilleur service à la social-démocratie. Dans les pays où le fascisme est lui-même une puissance, c'est-à-dire en premier lieu en Italie, ensuite en Autriche, en Allemagne, la social-démocratie n'a aucune peine à montrer aux masses non seulement la différence mais encore l'hostilité qui la sépare du fascisme. De cette façon la social-démocratie est dispensée de la nécessité de prouver qu'elle n'est pas la servante démocratique du capital. Toute la lutte politique glisse ainsi sur un plan artificiel qui est extrêmement favorable à la social-démocratie » (L. Trotsky, Lettre ouverte aux membres du P. C. R.).

Une direction qui n'aurait pas été écrasée sous la dangereuse ligne politique du 6^e Congrès et du Congrès de Wedding, qui aurait eu une tactique différente, aurait pu profiter de la situation favorable. Il fallait non pas le social-fascisme, non pas la tactique de front unique à la Brandler — toujours à la queue de la social-démocratie, — mais la tactique léniniste du front unique propre à démasquer les chefs droitiers et « gauchistes » de la social-démocratie, propre à rassembler les masses ouvrières sur le terrain du communisme. Une tactique de front unique qui s'attache aux problèmes quotidiens du prolétariat. Pas de listes d'usines rouges à tout prix, pas de cessation du travail syndical, mais une activité incessante dans toutes les organisations prolétariennes de masses.

Pour les centristes, le gouvernement Müller-Moldenhauer était une chose solide. Pour nous il était clair que la social-démocratie serait jetée hors du gouvernement dès que la bourgeoisie n'aurait plus besoin d'elle. C'est bien un coup de pied de l'âne que les Müller-Severing ont reçu de la part de la bourgeoisie.

La direction centriste du Parti n'a pas reconnu la véritable situation. Le résultat de sa politique c'est l'isolement du Parti communiste en face de la classe ouvrière, et de l'autre côté renforcement

de la social-démocratie, malgré ses trahisons énormes. Le parti social-démocrate sort même encore de cette situation avec la gloire d'être un « parti d'opposition ». C'est qu'une fois de plus le facteur subjectif de l'histoire, le Parti, a fait défaut.

R. WELL.



Notes sur la situation en Autriche

I

QUI REGNE EN AUTRICHE?

Depuis la fin de septembre 1929, nous subissons en Autriche le régime Schober. Né sous la pression des Heimwehren, le régime de Schober a pris à son compte une série de points essentiels du programme des Heimwehren, infligé au prolétariat une constitution policière et fait une brèche importante dans le dernier bastion du prolétariat, l'usine.

Etant donné le caractère nettement contre-révolutionnaire de ce régime, le Parti a affirmé que l'avènement de Schober au gouvernement, c'était le *fascisme au pouvoir*. Dans tous les articles de la *Rote Fahne* nous lisons que le gouvernement Schober est un « gouvernement fasciste »; à la social-démocratie on reproche d'être, « en même temps que les Heimwehren », l'appui du gouvernement fasciste de Schober » (*R. F.* du 9-4-30).

Cette conception qui nie toutes différences à l'intérieur du camp bourgeois, et désigne sous le nom de fascisme tout ce qui est dirigé contre le prolétariat, n'a rien de commun avec le marxisme révolutionnaire, qui a toujours compris la grande importance de la différenciation dans le camp de la classe dirigeante pour le développement des actions de masse révolutionnaires. La conception de la « masse réactionnaire unique » n'a rien de commun avec le léninisme, qui considère la « confusion et les luttes des forces de classe ennemies » comme *l'une des bases essentielles* de l'organisation de la prise du pouvoir par le prolétariat. La conception simpliste selon laquelle tout est du fascisme, fut énergiquement combattue par nous dès 1924, en Autriche; depuis plus de cinq ans nous voyons en Autriche les stratèges révolutionnaires, genre Koplenig, pousser à chaque changement de gouvernement des cris hystériques : « Le fascisme a triomphé ». Ce « développement a commencé en Autriche par le gouvernement fasciste Ramek » (1924).

Dans nos articles sur la crise autrichienne en septembre et en octobre nous avons évalué le régime de Schober *tout différemment*; nous l'avons désigné comme l'aile la plus contre-révolutionnaire de

la bourgeoisie, de la démocratie bourgeoise. Il existe — non pas dans nos rangs, mais dans ceux du Parti, des camarades qui ne comprennent pas cette différence, qui la tiennent pour « secondaire ». Vu la confusion qui règne dans la question du fascisme, ce manque de clarté n'a rien d'étonnant. Nous voulons montrer par un exemple *en quoi* consiste la différence : lorsque la révolution allemande de 1923 s'effondra dans la lamentable comédie saxonne des Brandler, Heckert et Boettcher, la droite allemande déclara : « Le fascisme a triomphé ». Brandler déclara à la séance du Présidium du C. E. de l'I. C. (Janvier 1924) : « Par sa victoire le fascisme tient entre ses mains le pouvoir d'état tout entier. Là où il tolère encore la révolution de novembre, le fascisme a la possibilité de s'en servir, soit comme masque, soit pour l'écarter. La dictature fasciste est basée sur l'entente entre l'industrie lourde et le commerce agricole ». C'était là un non-sens parfait, tout aussi parfait que la « perspective » que Brandler traçait à ce moment au « fascisme victorieux » : « Toutes les prévisions indiquent que dans un temps très prochain, lorsque nous serons de nouveau capables de grouper les masses autour de nous, nous pourrions recommencer la lutte. »

Quelle était en réalité la situation en Allemagne après la défaite d'octobre 1923? Qui était victorieux? Qui était battu? *La victoire était du côté de la bourgeoisie allemande qui avait mis en avant son aile contre-révolutionnaire avec l'appui du parti socialiste, qui avait terrassé la classe ouvrière et instauré un régime bourgeois vigoureux introduisant la stabilisation.* Stresemann était un des personnages centraux de ce régime. Cependant le fascisme, dont l'essor en 1923 avait les mêmes racines que le mouvement de masse révolutionnaire, qui ne pouvait se développer par bonds que sur le terrain volcanique de la profonde crise sociale de 1923, fut réprimé par la bourgeoisie qui n'avait pas besoin de lui faire de concessions, étant elle-même suffisamment forte pour tenir en échec le mouvement révolutionnaire. *Non seulement le fascisme ne fut pas victorieux en 1923 en Allemagne, mais il entra après 1923 dans une crise intérieure, dont il ne s'est relevé que ces dernières années.*

On ne saurait nier qu'il existe une certaine ressemblance à bien des égards entre 1923 en Allemagne et 1929 en Autriche. Mais ici la bourgeoisie a montré provisoirement assez de force pour rester maîtresse du mouvement révolutionnaire, bien qu'elle ait dû faire plus fortement appel au fascisme que ce n'était le cas pour la bourgeoisie allemande en 1923. *Mais la bourgeoisie n'a pas permis au fascisme autrichien de s'emparer du pouvoir; elle ne le permettra jamais tant qu'elle pourra maintenir son autorité au moyen du pouvoir légal de l'état bourgeois.* Le régime bourgeois contre-révolutionnaire est la seule forme de domination bourgeoise possible en Autriche dans les conditions de la lutte des classes autrichiennes, c'est

un régime dont les traits contre-révolutionnaires sont ceux de la démocratie bourgeoise devenue contre-révolutionnaire. Et la social-démocratie autrichienne, de même que la social-démocratie allemande après 1923, soutient le régime brutal et bourgeois de la dictature de classe. *Une certaine différenciation, un certain regroupement est indéniable dans le camp du fascisme autrichien, et cela justement parce qu'il n'est pas parvenu au pouvoir.* La différenciation a commencée au village avec la fondation des gardes paysannes (Bauernwehren) républicaines. Les éléments riches et possédants du village qui, pour la plupart, suivent le Landbund, se séparent des petits paysans désespérés qui marchent à la ruine; la misère, le désespoir de ces derniers, de même que le chômage au village et la décomposition de la petite bourgeoisie de la ville forment ensemble une des principales forces motrices du fascisme autrichien.

La contradiction entre le Landbund et les Heimwehren se développa, surtout dans la Carinthie, sur la base de cette différenciation. Les autres regroupements qui s'accomplissent dans la Heimwehr, les luttes pour le pouvoir entre les éléments aristocratique-féodaux autour de *Stahremberg*, les éléments provinciaux-petits-bourgeois autour de *Pfriemer* et les cercles paysans qui suivent *Steidle* sont les phénomènes qui accompagnent forcément l'absence d'une victoire fasciste en Autriche.

LE ROLE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Ce n'est pas en tant qu'allié du fascisme, mais en tant que fraction du régime bourgeois existant, que le parti socialiste autrichien a trahi pendant les derniers six mois, de la façon la plus honteuse, les intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière. Il n'y a aucun doute que toute la politique du régime de Schober serait impossible sans l'appui direct ou indirect du parti socialiste autrichien, qui est le silencieux partenaire de coalition de ce régime. Ce rôle de traître, le parti socialiste n'est à même de le jouer — sans perdre la confiance de la masse — que parce que la majorité écrasante du prolétariat autrichien croit à la nécessité du sacrifice de ses intérêts afin d'éviter la victoire du fascisme qui serait encore pire. A l'exception des membres du P. C. autrichien chaque ouvrier autrichien sait bien que social-démocratie et fascisme sont deux choses contraires. Mais ce que le prolétariat ne sait pas encore, et ce qui devrait donc être le point de départ de toute la propagande du parti, c'est que la politique du parti socialiste rend le prolétariat de plus en plus impuissant, que tous les savants discours, « mesures » et propositions de la bourgeoisie et de la social-démocratie n'écarteront pas la crise permanente, qu'au contraire cette crise deviendra plus aiguë maintenant qu'une crise commerciale et industrielle géné-

rale s'annonce. Ce que la classe ouvrière autrichienne ne croit pas encore pour le moment, c'est que des crises sociales et politiques plus profondes que celles que nous avons déjà vues, surviendront, que de nouvelles situations révolutionnaires se préparent, d'où, soit le communisme, soit le fascisme, sortira vainqueur. Mais le prolétariat autrichien, grâce à la trahison des socialistes, affronte ces nouvelles crises dans un état incomparablement plus faible et bien plus incapable d'agir qu'il ne l'était en automne 1929.

Dans la presse communiste — par contre presque jamais dans les usines — il est en ce moment souvent question d'une « opposition révolutionnaire au sein du parti socialiste autrichien ». Nous le regrettons, mais une telle opposition organisée n'existe pas. Ce serait trop exiger de nous, que de nous demander de considérer le cercle bavard du Dr. Reich comme une « opposition révolutionnaire ». Le club petit-bourgeois qui se cache derrière cette « opposition révolutionnaire » envers lequel les ouvriers ont une saine méfiance, n'a rien à voir avec le marxisme révolutionnaire ni avec le prolétariat révolutionnaire, mais ne fait que discréditer le marxisme révolutionnaire avec ses spéculations psychanalytiques. Nous avons là à faire à un produit de la décomposition idéologique petite-bourgeoise, mais non pas à une démarche d'intellectuels socialistes allant de l'avant.

L'INSUFFISANCE DU PARTI

L'insuffisance du parti au moment du développement de la crise révolutionnaire en Autriche a été soumise par nous à une critique détaillée à chacune de ses différentes étapes. Dans plusieurs articles parus dans la presse oppositionnelle autrichienne et étrangère nous nous sommes opposés au jeu avec l'insurrection, au flirt ridicule avec la prise immédiate du pouvoir, et à la tentative de proclamer les soviets, dont la base ne pouvait être formée tout au plus que par les fonctionnaires du Parti. Nous nous sommes opposés à la manœuvre bornée qui consiste à jeter dans le même sac, non seulement la dictature bourgeoise et la « victoire du fascisme », mais aussi la « social-démocratie et le fascisme ». Nous déclarâmes : « La lutte pour l'usine est le problème crucial de l'étape actuelle. C'est ce que comprend actuellement chaque travailleur, lorsqu'il se décide à entrer en lutte contre les salaires de famine ». Nous demandions à ce moment (octobre 1929) que la situation des chômeurs soit mise en avant.

Ce n'est pas pour nous une satisfaction, mais cela nous fait rougir de honte, lorsque nous entendons à présent les plus grands chefs de l'I.C. dire par la bouche de *Manouïlsky* qu'en Autriche le Parti ne fut pas à la hauteur de sa tâche. Voilà ce qu'osent constater les gens qui, dès la conférence de Constance (18 septembre 1929),

ont fixé eux-mêmes cette ligne politique, notamment Remmele, le pitre du P. C. allemand qui s'est maintenant *retourné*!

Maintenant Manouïlsky fait la découverte suivante : « Si en Autriche la lutte contre le fascisme avait pris la forme d'une guerre civile, il est clair que celle-ci aurait passé à côté de notre parti ». Il est hors de doute que le parti ne fut pas à la hauteur de sa tâche. Son déclin, phénomène permanent dans les 8 dernières années, s'accélère ces mois derniers. Certains camarades tirent de là la *conclusion totalement fausse* que le Parti est définitivement perdu. C'est la faute que nous avons commise en commun avec le groupe Frey en 1926-27 et que nous avons corrigée au printemps 1928. Si maintenant cette opinion se manifeste à nouveau, il ne faut pas la suivre. Nous devons lutter, maintenant comme toujours, pour convaincre les quelques membres du Parti de la justesse de nos conceptions. Nous devons tendre de toutes nos forces à mettre sur pied une forte fraction bolchévique autour et dans le Parti, capable aussi bien de travailler dans le Parti que de gagner des ouvriers social-démocrates révolutionnaires à la cause du communisme.

POUR L'UNITE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE AUTRICHIENNE

Le sentiment de la faiblesse pousse certains camarades à rechercher des alliés possibles. Mais cette recherche n'a pas toujours lieu d'un point de vue purement politique et se mêle souvent à d'autres considérations. Il faut donc s'exprimer en toute franchise et avec une clarté entière : les alliés naturels ne peuvent être que les groupes oppositionnels de gauche existant déjà, avant tout le groupe du camarade Frey auquel nous étions liés autrefois. Certes, les petites guerres personnelles incessantes que livre le camarade Frey dans la *Arbeiterstimme* troublent toujours à nouveau la clarification politique. Et c'est justement pourquoi il faut dire ouvertement que ces escarmouches ne servent à personne, mais nuisent au contraire à l'opposition autrichienne toute entière. Ce qui est décisif dans la question d'un bloc de groupements politiques, c'est la question de l'accord politique sur les questions essentielles. Et là il est certain que dans les questions les plus importantes les deux groupes oppositionnels sont d'accord. C'est ce qui fut évident dans le conflit sino-russe aussi bien que pour la déclaration de Racovsky, et dans la position prise au cours de l'accentuation de la crise autrichienne. Si cela est nécessaire on peut et on doit discuter des fautes du passé. Aussi bien de celles du passé *commun* (1926-28) que de celles qui ont amené d'une façon immédiate la scission de l'opposition en 1928. Mais une chose est parfaitement claire aujourd'hui déjà : il n'y a pas d'obstacle *politique* insurmontable à l'unification. C'est pourquoi il est regrettable que la première démarche sérieuse en

vue de l'unification, faite en juillet 1929 n'ait eu, à cause du refus du groupe Frey, aucun résultat. Il n'est pas nécessaire de s'aimer pour s'unir. Mais il faut avoir ce minimum de clairvoyance pour reconnaître que l'existence d'un quart de douzaine de groupes d'opposition en Autriche est un grand malheur, étant donné surtout que les contradictions politiques s'effacent complètement derrière les contradictions personnelles.

NOUS ET LA DROITE

Le fait que notre droite autrichienne est un groupement politique très jeune, éveille chez bien des camarades l'idée qu'elle est capable de s'améliorer, contrairement à celle de Brandler. C'est là une idée très dangereuse.

Dans les grandes luttes à l'intérieur du Parti, notre groupe et la droite s'étaient toujours combattus en ennemis. Lorsqu'en 1925-26 la grande rébellion se développa au sein du Parti, et que la majorité de l'organisation viennoise se trouva dans le camp de l'opposition, la droite fut à la tête du Parti. Politiquement elle mena le Parti à la liquidation. Elle étouffa les dernières étincelles de démocratie. Finalement elle scinda le Parti. L'objection que l'opposition unifiée de 1926 n'était pas encore une opposition bolchévique, que son noyau trotskiste de 1924 était très faiblement représenté, ne change rien au fait que l'opposition de 1926 était un élément de progrès dans le développement du Parti. La droite a fait en 1926-27 la scission du Parti, elle a exclu des centaines de militants et a conduit finalement le parti meurtri et politiquement désarmé à la défaite du 15 juillet 1927. Nous pensons encore aujourd'hui que le 15 juillet n'était pas une insurrection et que le mot d'ordre : « création de soviets » était prématuré. Mais nous n'avons rien de commun avec la politique de la droite qui, au lieu de préparer le Parti à la radicalisation fortement ascendante au printemps 1927, le démoralisait politiquement en parlant des « sentiments de défaillance » de la classe ouvrière. Le 15 juillet 1927, même la direction droitiste a complètement fait défaut, aussi bien politiquement que moralement.

Toute la sagesse de la droite, comme par exemple sa théorie selon laquelle l'Autriche évoluait à reculons pour redevenir un pays agricole, a sombré dans le feu de la réalité.

Notre point de vue sur le travail révolutionnaire dans les syndicats est pratiquement *exactement opposé*, par exemple dans l'Union métallurgique (à des conférences de délégués), à celui que défendent les droitiers.

Dans la question du chômage, problème central du mouvement ouvrier en Autriche, la droite nous a combattu théoriquement et pratiquement encore en 1929.

Dans les grands problèmes internationaux, surtout dans les

questions de la révolution russe et de l'I. C., nos droitiers, après le 6^e congrès mondial, ont ouvertement soutenu Boukharine contre Staline et se sont montré *incapables* de seulement *comprendre* les problèmes qui partagent aujourd'hui le communisme en trois camps à l'échelle mondiale.

Dans aucune question il n'y a quoi que ce soit de commun entre eux et nous. Lorsque, soit par eux-mêmes, soit après nous, ils critiquent des fautes évidentes du Parti, cela se fait, la plupart du temps, de telle manière que la critique devient de la dénonciation.

Nous ne nions pas que les droitiers, aussi faibles soient-ils, ont parmi eux quelques bons ouvriers révolutionnaires. Il faut évidemment que nous luttons pour ces camarades. On ne peut y arriver par un flirt conciliateur, mais uniquement grâce à une fermeté absolue, à la netteté et à l'opiniâtreté dans toutes les questions de principe de notre lutte. Il ne faut jamais perdre de vue qu'entre nous et les droitiers il y a un abîme, qui s'est manifesté en Allemagne en 1923, qui s'est montré avec une netteté cruelle pendant la révolution chinoise, et dont nous avons reconnu la profondeur même le 15 juillet 1927 en Autriche. Il n'est sans doute pas nécessaire de souligner à cette occasion que toutes les informations de la *Rote Fahne* de Vienne au sujet d'un bloc entre Trotsky et Brandler (R. F. du 4 avril 1930) sont des inventions aussi stupides qu'impudentes. L'opposition de gauche unifiée du P. C. Allemand (Bolchéviks-Léninistes) lutte aussi âprement contre la droite allemande que ne le fait l'opposition russe.

LE NOUVEAU TOURNANT

Le nouveau tournant du P. C. russe et de l'I. C. a déjà projeté son ombre sur l'Autriche. Les aventuriers et les fumistes du genre Koplenig, Schuller et Benedikt contestent à présent simplement tout ce qui de septembre à décembre avait été « du plus pur bolchévisme ».

Il ne saurait évidemment être question d'un véritable tournant, liquidant la base théorique et stratégique erronée de la politique du passé. Les bavards ne font que crier peut-être un peu moins fort au « social-fascisme ».

Les imbéciles dociles croient sans doute que tout est pour le mieux s'ils incorporent de nouveau dans leur vocabulaire le mot tactique de front unique.

Il n'y a plus grand chose à « tourner » en Autriche où la direction du parti a dépassé toutes les erreurs possibles et impossibles de l'I.C., où elle les a poussées jusqu'au ridicule — à commencer par les maladies infantiles d'ultra-gauche de 1919 jusqu'à l'aventurisme de 1929, qui n'a rien d'infantile mais qui est du pur crétinisme. Peut-être réussira-t-on cependant encore à jouer la comédie

qui consiste à trouver des « déviations opportunistes de gauche ». *Ce qu'il faudrait, c'est un tournant qui rompe avec un passé de dix ans.* Se préparer à forcer ce tournant, et à créer ainsi les bases de la reconstruction du Parti — c'est cela la tâche fondamentale de l'opposition de gauche en Autriche.

UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION A LA LUTTE DE L'OPPOSITION INTERNATIONALE

La gauche autrichienne a un long passé, lourd de sacrifices. Depuis plus de trois ans ses cadres sont exclus. Il est donc compréhensible que de ci de là des défections se fassent jour. Il est d'autant plus nécessaire que la gauche autrichienne prenne plus énergiquement part au travail de l'opposition internationale. Le pas décisif qui vient d'être fait en Allemagne par l'unification des deux groupes oppositionnels de gauche montre aussi aux groupes d'opposition de gauche autrichienne la voie à suivre.

II

APRES LE VOTE DE LA LOI CONTRE LA TERREUR

Il y a quelques semaines le Parlement autrichien acceptait la loi contre la terreur; la social-démocratie ayant renoncé à toute résistance parlementaire et à toute obstruction.

L'acceptation de cette loi marque un stade dans lequel la bourgeoisie autrichienne s'attaque aux dernières positions des ouvriers à l'usine. C'est maintenant seulement que commence la lutte véritable et acharnée pour la conquête de fortes positions fascistes au sein des usines. Le principe de « l'homogénéité » de l'usine a été jusqu'ici prédominant en Autriche, malgré certains manquements. Organisées dans les syndicats à 80-90 %, des couches importantes de la classe ouvrière ont lutté avec le plus grand acharnement contre l'introduction de jaunes dans les usines. Elles comprenaient bien que l'introduction d'éléments fascistes et demi-fascistes dans les usines était le plus grand danger politique et économique pour la classe ouvrière.

Des dizaines de milliers d'ouvriers, marchant politiquement à la remorque de la social-démocratie, pris dans les illusions démocratico-pacifistes, membres disciplinés du parti socialiste, des syndicats et du Schutzbund républicain (organisation de défense social-démocrate) se sont, en 1928 et 1929, spontanément mis en état de défense lorsque les patrons ont essayé d'introduire des fascistes dans les usines; ils le firent sans leur direction et souvent même dans un

mouvement de rébellion contre celle-ci. A Donawitz la « Alpine Montangesellschaft » avait réussi à dresser un puissant syndicat fasciste contre le syndicat des mineurs, un régime de répression et d'exploitation brutal avait été instauré; c'est un état de fait qui a alarmé les ouvriers autrichiens. De nombreuses grèves spontanées de caractère politique ont caractérisé la résistance acharnée qu'opposèrent les ouvriers à l'introduction du fascisme dans les usines en 1928-29. En se fondant sur ces expériences, les communistes autrichiens de gauche, dès la fin de 1928, ont prouvé un nombre incalculable de fois à la direction du parti que les expériences de cette lutte permettaient de détacher de la social-démocratie les ouvriers conscients. Car il était évident que dans cette question précise tout ouvrier devait s'opposer irréductiblement à la social-démocratie; si les ouvriers refusèrent de céder sans lutte le terrain au fascisme d'usine, ce fut, d'autre part, une nécessité absolue pour la bourgeoisie, d'entretenir ce fascisme pour rompre la résistance grandissante des ouvriers à l'abrogation des maigres institutions sociales et aux mesures accentuées de rationalisation.

Le parti autrichien n'a pas su reconnaître l'importance décisive de cette question, il ne l'a même pas comprise aujourd'hui.

L'acceptation de la loi contre la terreur doit à présent donner à la bourgeoisie la base légale nécessaire pour briser la résistance des ouvriers contre le fascisme à l'usine. Cette loi ne met pas fin à la lutte, qui, au contraire, ne fait que commencer sous une forme accentuée.



La lâcheté de la social-démocratie dans la lutte autour de la constitution (automne 1929) aussi bien que dans la lutte autour de la loi contre la terreur, a fortement ébranlé la confiance que mettaient dans les chefs social-démocrates de larges milieux ouvriers. Mais l'ébranlement de cette confiance est moins fort que le mépris envers les dirigeants du P. C. autrichien dont pas un ouvrier n'a pris au sérieux le jeu misérable et honteux avec l'insurrection en automne dernier.

Ainsi la tentative du parti, de profiter de l'agitation grandissante au sein du parti socialiste, devait dans l'ensemble n'avoir aucun résultat. Si en ce moment la presse de l'I. C. parle du passage massif d'ouvriers social-démocrates au P. C. autrichien, du passage du groupe « Social-démocrates révolutionnaires » aux rangs du parti, elle ne fait que tromper par ces informations démesurément amplifiées, les sections de l'I. C.

Il ne saurait être question d'un « passage massif » de social-démocrates oppositionnels au P. C. autrichien. Par contre il est exact qu'un minuscule groupe d'intellectuels (Dr. Reich) est entré au parti accompagné d'une poignée d'ouvriers.

Cependant cette « adhésion » ne représente pas un développement organique d'un petit groupe de socialistes vers le communisme, mais seulement *la fin d'une comédie bien préparée*.

Tout d'abord une constatation : les ouvriers autrichiens connaissent à peu près aussi mal et aussi peu longtemps le groupe « Social-démocratie révolutionnaire » (Dr. Reich) que les ouvriers étrangers. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant, car ce groupe fut *artificiellement* créé par le parti. Lorsque ce groupe se manifesta tout à coup publiquement, au cours des journées tumultueuses de la lutte pour la constitution, beaucoup d'ouvriers social-démocrates oppositionnels cherchèrent à comprendre ce qu'était cette nouvelle « gauche ». Mais ils quittèrent les réunions avec un rire ironique lorsqu'ils entendirent dans la bouche de la « nouvelle gauche » les anciennes phrases creuses de la *Rote Fahne* de Vienne (Journal du Parti). C'est que la comédie fut par trop mal jouée. Le parti ne disposant pas d'un instrument approprié, il se servit d'un vénérable psychiatre, élève du professeur Freud, qui avait des idées extrêmement singulières sur le prolétariat, le communisme et le marxisme révolutionnaire, et qui mérite tout au plus d'être mentionné pour la simple raison qu'il essaie obstinément de réaliser le rêve de bon nombre d'étudiants et d'étudiantes à allure socialiste, de corriger Marx par Freud, d'unir le marxisme à la psychanalyse. Cette « opposition » autour du Dr. Reich n'avait rien à voir avec un véritable courant oppositionnel dans la social-démocratie; il faut se réjouir cependant que l'adhésion de « l'opposition des deux douzaines » nous ait débarrassé d'un petit caillou qui gênait la marche d'une opposition ouvrière sérieuse au sein de la social-démocratie autrichienne.



C'est loin des « voies psychanalytiques », disséminée organisationnellement, s'élevant tantôt ici, tantôt là, sans liaison et pleine encore d'illusions que mûrit dans les quartiers ouvriers de Vienne (Ottakring, Floridsdorf, etc...) et dans les centres industriels de la province (surtout à Graz), une opposition ouvrière. Mais ce qui est remarquable, ce que ces courants oppositionnels ont de commun, c'est qu'ils s'opposent tout à fait consciemment au P. C. autrichien, qu'ils refusent d'avoir quoi que soit à faire avec le P. C. tel qu'il existe. Pour le communisme, contre le parti communiste — voilà la position unanime de ces courants.

En Autriche la scission de la social-démocratie n'a pas encore eu lieu, contrairement à la France et à l'Allemagne. En Autriche la classe ouvrière presque toute entière est dans les rangs de la social-démocratie. En Autriche le P. C. n'a eu jusqu'ici que le rôle d'un groupe de propagande particulièrement incapable et ignorant à l'excès. Cet état de choses explique pourquoi dans l'opposition

autrichienne la conception se fait jour toujours à nouveau, selon laquelle on doit considérer le parti comme définitivement perdu, et selon laquelle, il faut même exiger froidement sa liquidation afin de débayer le terrain et de le préparer à l'établissement d'un véritable parti communiste. Cete conception est basée en partie sur l'expérience qu'ont fourni à l'opposition les groupes d'opposition social-démocrates avec lesquels elle est en relation. Ce point de vue, bien qu'étant explicable par les circonstances particulières, est néanmoins erronné. En Autriche comme ailleurs, l'opposition communiste doit tenter de toutes ses forces de sauver le parti. Car c'est justement parce que le parti n'est qu'un groupe de propagande qu'il empêchera toujours les ouvriers social-démocrates de passer au communisme si on ne réussit pas à faire du parti un groupe de propagande *communiste*. Ce n'est que dans la mesure où les ouvriers autrichiens conscients apprendront à suivre, à comprendre et à approuver la lutte opiniâtre et acharnée de l'opposition de gauche contre le Stalinisme, qu'ils seront gagné au communisme. C'est là un processus dialectique plein de difficultés; mais il est inévitable.

KURT LANDAU.



Les tendances actuelles dans le mouvement ouvrier espagnol

Il n'est pas facile d'examiner en détail, en s'appuyant sur des données statistiques, la situation du mouvement ouvrier espagnol. Cela demanderait beaucoup de temps et entraînerait le risque d'être incomplet et inexact.

Le peuple espagnol est en général peu soucieux de ce qui se chiffre. Il ne se préoccupe jamais de mesurer la puissance des organisations ou des classes par les dénombrements. Il se contente de résultats approximatifs. Par ailleurs, et cela n'est pas absurde, on mesure la puissance des organisations en se référant à leur influence populaire et aux sympathies.

De là résulte l'impossibilité où nous sommes de donner une analyse statistique détaillée et complète. Nous nous contenterons des dernières statistiques officielles que nous avons et pour le reste de calculs approximatifs que suggèrent l'influence, l'activité, les positions que chaque secteur d'organisation du mouvement ouvrier espagnol détient.

LE PARTI SOCIALISTE ET L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE

Le camarade Gorkin a déjà donné à grands traits dans *La Vérité* une vue excellente de la situation du P. S. E. et de l'U. G. T. d'Espagne, mais les dimensions d'un seul article de journal ne lui permettaient pas d'examiner en détail la situation de la Social-démocratie et du syndicalisme réformiste en Espagne.

Le Parti Socialiste espagnol compte en gros 5.000 membres. L'influence ouvrière y est faible bien que ce soit l'élément ouvrier manuel qui, numériquement, ait la majorité. Aujourd'hui les dirigeants font un effort considérable pour attirer à eux les intellectuels bourgeois de gauche, les transfuges du libéralisme républicain. Le prolétariat s'écarte rapidement de ce parti de trahison et de collaboration de classes, et par compensation, pour couvrir les vides ouvriers, les dirigeants cherchent un « renfort intellectuel ».

La dictature de Primo de Rivera a servi le développement de la social-démocratie espagnole. Sa chute entraîne en partie la

décomposition du P. S. E., sa disparition de la sphère politique comme parti de la classe ouvrière, drapeau qu'autrefois il avait su tenir avec quelque éclat. La crise intérieure du P. S. E. a éclaté à la surface, ces temps derniers, par la manifestation publique du désaccord entre la soi-disant gauche personnifiée par Prieto et la Fédération socialiste du pays Basque et de Navarre d'un côté, la direction centrale du Parti de l'autre. Prieto, Menendez et autres « gauchistes » ont été adversaires (par prudence tactique) de la collaboration avec Primo pratiquée par la direction du Parti Saborit, Caballero et consorts.

Depuis que Berenguer est au pouvoir, Prieto est intervenu dans diverses manifestations célébrées en l'honneur d'intellectuels bourgeois auparavant persécutés par Primo. Il l'a fait sans consulter les leaders du Parti qui se sont élevés contre le chef de la « gauche ». Depuis, Prieto a mis l'affaire au grand jour en commençant à attaquer la direction du Parti qu'il déclare incompétente. Il est certain que Prieto est plus conséquent dans son républicanisme que Saborit et Caballero dans leur « Primoriverisme ». C'est un républicain conséquent dont les déclarations actuelles sont semblables à celles qu'il avait faites auparavant contre la dictature. Saborit et Caballero, collaborateurs de Primo, sont peu qualifiés pour le rappeler à l'ordre. L'opinion publique en général et celle de la partie la plus saine du P. S. E. approuve chaleureusement Prieto.

La crise du P. S. E. menace de le couper en morceaux. Si Prieto réussit, chose peu probable (il ne s'appuie sur l'élément ouvrier du parti que dans la mesure où ses adversaires s'appuient sur l'élément intellectuel. D'où son effort actuel pour gagner les intellectuels libéraux), Saborit et Caballero courent le risque d'être éliminés comme leaders du socialisme espagnol; s'il échoue, sa séparation d'avec le Parti sera totale et il passera inévitablement au camp républicain radical.

Son « gauchisme » n'est qu'une feinte d'habile politicien libéral comme le montrent ses coquetteries actuelles avec les libéraux bourgeois de toute sorte. Il veut être ministre et il le sera.

Le P. S. E. qui n'a jamais exercé d'autre influence sur le mouvement ouvrier espagnol que par le canal relativement restreint (en regard de l'importance du mouvement ouvrier) des 200.000 membres de la U. G. T., est menacé de mort politique. Il a été capable, et l'est encore, de vaincre le régime monarchique, s'il veut se décider à lutter, car le mouvement républicain, actuellement en pleine confusion, appuierait de toutes ses forces une action social-démocrate anti-monarchiste. Le manque de décision, la couardise de ses chefs l'en ont empêché. Prieto qui à tout le moins, n'est pas un couard, s'en rend compte et s'élève résolument contre la bureaucratie socialiste.

L'Union générale des Travailleurs (U. G. T.) est le plus ferme soutien du Parti Socialiste et l'accompagne dans tous ses mouve-

ments. Son secrétaire Francisco Largo Caballero, le collaborateur de Primo et de M. Anido est à l'extrême droite du Parti Socialiste. Son influence dans l'organisation décroît sans cesse. L'U. G. T. s'affaiblit, les ouvriers désertent les rangs réformistes et Prieto domine une des régions les plus importantes (la Biscaye). Le Parti Socialiste n'influence que sa centrale syndicale qui, elle-même, n'a pas d'influence extérieure. La politique de collaboration des réformistes pendant la dictature a dressé une muraille entre le P. S., l'U. G. T. et le mouvement ouvrier. Ses effectifs n'augmenteront pas (au contraire ils diminueront) même malgré l'établissement d'un régime républicain.

Reste qu'il y a 200.000 ouvriers organisés dans l'U. G. T. et que les discours sur le Social-Fascisme ne peuvent servir qu'à les désorienter.

LES ANARCHISTES ET LA C. N. T.

Comme les socialistes dominent dans l'U. G. T. les anarchistes influencent la C. N. T.; de même que les socialistes, ils se débattent en pleine crise, les uns étant interventionnistes (c'est-à-dire partisans de l'intervention dans l'activité politique) les autres « purs » partisans de la vieille tactique et de la même orientation qu'avant la dictature.

Contrairement à l'U. G. T., la C. N. T. exerce une grande influence sur la classe ouvrière. L'U. G. T. n'a d'influence que sur ses 200.000 adhérents et aucune influence extérieure. La C. N. T. qui compte en gros (selon les calculs les plus optimistes) 50.000 ouvriers réorganisés, influence tout le mouvement ouvrier catalan et trouve des sympathies partout.

Les circonstances objectives et subjectives sont favorables actuellement à la réorganisation qui se fera. Reste à liquider le confusionnisme actuel et la crise de direction.

Les dirigeants actuels ont entrepris un bloc sans principes avec le républicanisme. Tous leurs efforts sont dirigés vers le triomphe de l'idée républicaine mais ils n'ont pas encore dit quelle sera leur attitude aux prochaines élections, comment ils entendent la lutte du prolétariat pour la république ni ce que le prolétariat peut attendre de la république.

Le récent manifeste de la C. N. T. a été accueillie avec beaucoup plus de satisfaction par les social-démocrates et les républicains que par les ouvriers qui y cherchent en vain une idée claire. Pour qui la C. N. T. fera-t-elle voter? Présentera-t-elle des candidats à elle? On se le demande. La réalité montre que les anarchistes à la tête de la C. N. T. se sont compromis avec les républicains et les libéraux de toute espèce. Un manifeste publié à Barcelone par les partisans de la République à tout prix, appuyé par divers

anarchistes et syndicalistes purs ou interventionnistes établit le programme d'action suivant : 1°) Séparation des pouvoirs. 2°) Reconnaissance à tous les citoyens de droits individuels et sociaux. 3°) Reconnaissance aux groupes sociaux fédérés en vertu de leur volonté expresse de l'usage de leur langue et du développement de leur propre culture. 4°) Liberté de pensée. Séparation de l'Eglise et de l'Etat. 5°) Réforme agraire. 6°) *Réformes sociales au niveau des états capitalistes les plus avancés*. Les différents milieux politiques qui appuient le manifeste y ont imprimé leur volonté et leurs idées. Les anarchistes et les communistes (du Parti Communiste Catalan) qui l'appuient sont dominés par l'esprit national catalan, et politiquement absorbés par les républicains et les séparatistes. On n'y trouve pas une seule revendication spécifiquement ouvrière. Le 6° point est une des plus grandes absurdités que l'on ait écrites en Espagne depuis la chute de Primo. Au niveau de quel pays capitaliste, à quelles réformes sociales se réfère-t-on ? Les ouvriers espagnols, d'une manière presque générale, travaillent huit heures, y compris dans le bâtiment, ce qui n'a lieu dans aucun pays capitaliste avancé. Ces messieurs ignorent qu'il n'y a presque pas de différence entre les réformes sociales en Allemagne et en Espagne. Il y manque certaines choses qu'ici nous « avons ». Partout le capitalisme exploite avec brutalité, et le sort de l'ouvrier des pays « les plus avancés » n'a rien d'enviable. Les ouvriers ont besoin de quelque chose de concret et non de ces formules abstraites. La république bourgeoise n'est pas le but final du prolétariat, ce n'est qu'une étape parmi d'autres pour aller plus loin. Ce compromis fait honte au mouvement ouvrier. On ne peut douter que les anarchistes purs et interventionnistes voteront, encore qu'officieusement, aux prochaines élections pour les partisans d'un régime républicain comme il en existe dans le pays « avancé » — la France. L'espoir qu'ont les ouvriers dans la C. N. T. fait une obligation à ses leaders, dont la confusion fait craindre pour le sort de l'organisation, de dire leur pensée.

Il faut dire ce que doit faire la C. N. T., liquider l'ancienne politique absurde, prendre une nouvelle orientation de lutte de classes, sans compromissions avec le libéralisme bourgeois, qui nuisent à la dignité et à l'avenir de l'organisation.

Beaucoup d'ouvriers attendent qu'une juste plate-forme soit fixée pour adhérer à la C. N. T. Avec un changement de tactique, elle arrivera, sans doute, à grouper des centaines de milliers de travailleurs révolutionnaires. Avec 500.000 membres à la C.N.T. et 8.000 au P. C., une collaboration des deux organismes dans la lutte révolutionnaire, on aura un facteur décisif au point de vue ouvrier et révolutionnaire.

LE PARTI COMMUNISTE CATALAN

Nous avons fait allusion à divers éléments de ce parti qui ont appuyé le manifeste dont il a été question plus haut.

Nous avons déjà parlé de l'origine de ce parti et examiné l'erreur qui a présidé à sa création en face du P. C. E., en marquant à qui en revenait la principale responsabilité, c'est-à-dire à la néfaste politique de direction du P. C. E. se désintéressant du mouvement ouvrier catalan et prétendant imposer sa volonté sans examen des problèmes locaux. Mais ceci ne justifie pas les erreurs nationalistes et les fautes des éléments du P. C. C. pour qui il n'existe pas une bourgeoisie espagnole qui opprime le prolétariat espagnol et l'exploite, mais une bourgeoisie catalane et un prolétariat catalan tous deux opprimés par l'État central.

Le P. C. C. ne lutte pas d'une manière absolue contre le capitalisme catalan. Toute son activité et sa propagande tournent autour de ces deux points : Indépendance de la Catalogne, défense de l'U. R. S. S. Plutôt qu'à un parti du prolétariat, il ressemble à un syndicat de défense des nationalités opprimées. Cependant, et peut-être par là-même, il possède d'assez nombreuses sympathies en Catalogne, dans les provinces de Lerida et de Barcelone en particulier. Ses effectifs officiels dépassent le millier (beaucoup plus que le P. C. E. dans tout le pays) et son influence est grande dans les milieux ouvriers catalans. Ce n'est en réalité qu'une gauche du séparatisme à tendances communistes confuses.

Leur influence syndicale est faible et en outre ils se préoccupent peu de problèmes du syndicalisme.

On a parlé d'une fusion prochaine et probable du P. C. C. et du P. C. E., bruit démenti par un des leaders du P. C. E., car les amis de Staline et... des postes bureaucratiques s'opposeront certainement à la fusion, de peur d'être remplacés.

LE PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE

En s'en tenant aux calculs les plus optimistes, on ne trouverait pas plus de 200 cotisants à l'organisation du P. C. E., et encore dans des régions les plus importantes du parti, les Asturies et le Levante, sympathisent-elles avec l'opposition de gauche. Le P. C. E. ne donne pas signe de vie, il est ignoré de tout le monde. Pas la moindre action intéressante n'a été réalisée par lui sous Primo; depuis la venue de Berenguer il attend le moment opportun pour cesser de ne rien faire et l'attend toujours.

Tout le monde attend qu'il se renouvelle; les ouvriers se demandent pourquoi il ne le fait pas. Pendant ce temps, les bureaucrates inventent des 6 mars et s'attribuent des succès qui n'existent que dans leur imagination en délire. Son influence syndicale est insignifiante, à part les Asturies et la Biscaye. Dans les Asturies il y a un syndicat

de mineurs unique, influencé avec succès par les communistes. En Biscaye il trouve des sympathies chez les peintres et les maçons. Mais sa tactique a d'énormes défauts et le résultat a été la scission dont nous avons parlé dans la *Vérité*.

Le communisme a cependant en Espagne, beaucoup de sympathisants et de larges possibilités de développement. Une direction active et compétente pourrait en faire un parti fort à la hauteur des circonstances actuelles, capable de mener le prolétariat à la victoire. Les ouvriers ne lui donnent pas leur adhésion parce qu'un Parti dont la direction est occupée par des aventuriers viveurs, incompetents et sans scrupules, qui chassent les meilleurs camarades, ne leur donne aucune garantie. Le regroupement des ouvriers révolutionnaires les meilleurs au sein du Parti ne peut être l'œuvre que de l'opposition, qui lui donnera une meilleure direction.

L'OPPOSITION COMMUNISTE

Par sa formation politique, le communisme espagnol a été l'arrière-garde de l'I. C. Les socialistes avant la scission, les dirigeants communistes après, ont abandonné l'éducation des militants. De là vient que jusqu'à ces derniers temps, on a ignoré en Espagne, les problèmes et la crise de l'Internationale et le rôle de l'opposition de gauche.

Depuis quelques mois cependant un groupe de camarades, parmi les meilleurs du P. C. E., a entrepris la lutte pour le communisme contre la bureaucratie qui ne vit et ne lutte que pour le salaire que lui accorde Staline. Par son travail actif, l'opposition a réussi dans les principales régions de l'Espagne (à Bilbao, Barcelone, Guipuzcoâ, etc., etc.) à créer des groupes de camarades et de sympathisants, membres du parti ou exclus, ou éloignés par la fausse orientation actuelle, qui acceptent la plate-forme de l'opposition de gauche. Il y a aussi d'excellents camarades à Valence et à Madrid.

Nous ne pouvons ni ne devons dire que nous sommes forts et nombreux en tant que fraction. Nous sommes, malgré un développement rapide, numériquement faibles. Nous sommes desservis par la désorientation et l'ignorance dans le Parti. Il faut parler, fournir des documents, ce qui demande du temps et un journal périodique. Nous avons pourtant le droit d'être optimistes pour l'avenir puisque les meilleurs communistes, les fondateurs du Parti et ceux qui luttent pour le sauver sont avec nous. Nos tâches sont de publier un Bulletin, d'élaborer une plate-forme, de mettre à exécution notre projet de conférence nationale et de donner plus de cohésion à nos forces.

Nous avons le devoir d'organiser cette grande masse de sympathisants communistes que l'indignité et l'incapacité des dirigeants empêche d'adhérer, non pour créer un nouveau Parti, mais pour ranimer celui qui est moribond et le ramener à la hauteur de sa mission. Nous

avons déjà été invités à venir travailler dans ce sens par les camarades de différentes régions, mais malheureusement le manque d'argent pour se déplacer et travailler nous entrave activement. Dans la mesure de nos moyens, nous le ferons partout où le centre directeur du P. C. E. ne sait pas ou ne veut pas organiser les ouvriers communistes, non dans un but scissionniste mais au contraire pour agrandir et fortifier le champ d'action de ce peu qui reste de l'organisation communiste.

Le *Bulletin*, la conférence nationale, voilà ce qui doit servir à notre action. Que tout le monde travaille, avec foi et activité, c'est le gage de notre victoire.

AUTRES ORGANISATIONS OUVRIERES

Parmi les autres organisations ouvrières citons les « syndicats libres » et les « Ouvriers basques ». Elles n'ont aucune influence et rejettent pratiquement le principe de la lutte de classes.

Les premiers n'existent qu'en Catalogne avec d'insignifiantes ramifications ailleurs. Ils n'ont aucune influence et jouent un rôle de briseurs de grèves. Les seconds eurent avant le coup d'état, une certaine action de classe qui alla jusqu'à mener de violentes grèves à Bilbao, mais ces dernières années ils ont joint leurs forces à celles des « libres » pour lutter contre les syndicats de l'U. G. T. (Ainsi en Biscaye, ils firent le front unique contre le syndicat réformiste de la métallurgie aux élections du comité paritaire et furent repoussés par les ouvriers dont beaucoup, adversaires des comités paritaires, n'intervinrent que pour chasser ces agents du capital). En général ce sont des organisations sans vie et insignifiantes.

LA PRESSE

Les anarcho-syndicalistes publient divers hebdomadaires (à Galicie, à Gérone, à Barcelone, etc.) qui tirent à plusieurs milliers d'exemplaires et sont bien accueillis dans les milieux ouvriers.

Les socialistes ont un quotidien et divers hebdomadaires mais sont moins lus que les anarchistes. Les communistes, encore moins lus et même beaucoup moins que les socialistes, influencent deux revues, publient un journal en Belgique (*Adelante*) qui est lu aussi en Espagne et un organe central, *La Bandera Roja*, qui s'est distingué par des déclarations policières contre nos camarades.

Ici se termine cette étude qui peut être rapidement modifiée par les événements. De larges possibilités d'action s'ouvrent, on le voit, à l'opposition communiste espagnole.

H. LACROIX.

Coup d'œil sur la situation politique et sociale en Espagne

Berenguer n'a guère fait que succéder à Primo de Rivera. Il parvient au pouvoir au moment où la dépréciation de la monnaie, la fuite des capitaux à l'étranger, l'anarchie économique et politique s'accroissent. Mais comme le gouvernement de Primo de Rivera, c'est une formation politique en équilibre instable qui s'appuie sur des forces antagonistes. Il oscille entre la soumission aux exigences des agrariens et des industries dérivées de l'agriculture d'un côté et la soumission aux intérêts de l'industrie moyenne qui s'est constituée à la périphérie de la péninsule. (Pour nos Staliniens qui ne savent pas ce qu'ils disent, c'est l'extension à la fois du secteur petit-bourgeois, et du capital financier impérialiste. Mais nos camarades, tant dans *La Vérité* que dans *La Lutte de Classes* ont su mieux interpréter la situation actuelle que la direction et celle qui prétend lui succéder bientôt).

Voici un bref aperçu des forces politiques en présence avec l'indication de leurs bases sociales.

Le parti libéral-conservateur. — Son leader est le comte de Bugallal. Sa politique a pris un regain de vie avec la répression du mouvement ouvrier catalan qui rayonnait à la périphérie de la péninsule et son programme n'est que la répression à outrance. Il s'appuie sur les intérêts agrariens de Galicie et tout ce qui est à la remorque du propriétaire semi-féodal.

Le Parti libéral-démocrate. — Son leader est Garcia Prieto. Il représente des intérêts agraires et la petite industrie. De ce fait même il est appelé à disparaître.

Le Parti libéral historique. — Il a pour chef le comte de Romanones. C'est l'expression des grands intérêts agraires (oliveraies, céréales) et des industries dérivées du sol (résine, minerai métallique, construction de navires). Il représente des intérêts analogues dans des régions peu favorisées par l'Etat. Il est le plus fidèle représentant de la monarchie et peut-être son unique soutien, ce qui est typique de la situation actuelle. On trouve dans son sein des personnalités comme Villanueva, Alba, Alvarez, Sanchez Guerra, Alcalá-Zamora etc. qui ont été hostiles à la dictature et le sont

encore aux mesures actuelles d'esprit dictatorial. Il faut en chercher la raison dans des désaccords personnels sur la stratégie et la politique africaine et sur la politique internationale.

Le mouvement chrétien-social. — C'est l'expression politique des intérêts agraires dans le domaine coopératif. Il prêche la participation aux bénéfices, la paix sociale et prend avec son leader Ossorio y Gallardo le chemin du Parti populaire de Don Sturzo en Italie.

La Ligue Régionaliste. — Elle a pour leader Cambo. C'est l'expression des intérêts industriels catalans. C'est à elle que reviendra la tâche d'assurer la jonction de l'industrie incapable de se développer sans protectionnisme, et de l'Etat jusqu'ici entre les mains du secteur agrarien ultra-réactionnaire. Les talents d'économiste de Cambo le font considérer comme l'homme capable de faire front à la situation monétaire désastreuse. En fait, c'est bien le moderne chevalier d'industrie, l'aventurier international capable de mettre sur pied de grandes entreprises internationales comme la Chade.

L'Etat Catalan. — Son chef est l'ex-colonel Macia. C'est un parti d'importance réduite et de tendance gauchiste. Des scissions successives le font dériver dans un terrain prolétarien à reminiscences réformistes. Sa force est appelée à croître.

Le mouvement régionaliste Basque (Ramon de la Sota y LLano). — Son rejeton est *Abersi*, mouvement nationaliste, qui est l'expression d'un secteur d'ouvriers nationalistes, de petits industriels, de paysans moyens et pauvres en Biscaye uniquement.

Le Jamisme, l'Intégrisme etc. — Ce sont des partis sans importance qui s'appuient sur de petits propriétaires paysans, des commerçants et quelques ouvriers manœuvrés par les curés.

Les Partis républicains indépendants. — Pour la plupart ils sont de tendance conservatrice.

Le Parti radical (fraction la plus importante de l'Alliance Républicaine dont le leader est A. Lerroux) est le plus conservateur.

Le Parti républicain radical socialiste — récemment organisé par Marcellino Domingo, parti petit-bourgeois et paysan dirigé par des intellectuels à influence étroite. Dans les provinces de Malaga, de Saragosse et de Valence le gros de l'organisation républicaine est autonome.

Inutile d'insister sur le caractère bourgeois de l'idéologie républicaine de ces partis. La situation les oblige à se manifester. Notons que leurs principaux leaders ne considèrent pas que leur heure est venue. Ils craignent, disent-ils, (ce qu'ils sont seuls à croire), paraître trop radicaux. Ils admettent que c'est le moment de recueillir les fruits de l'atmosphère anti-monarchiste et anti-conservatrice mais ils estiment que cela revient aux monarchistes mécontents qui ces temps-

ci se sont déclarés républicains (Maura, Zamova etc.). Le programme de ces derniers est la République parlementaire catholique, bourgeoise et conservatrice.

Le programme minimum des républicains comporte l'acceptation des nominations par ordre royal aux postes de députés provinciaux et de conseillers (ce qui est déjà en vigueur sous Berenguer). Tous acceptent les contacts les plus étroits avec des politiciens de diverses tendances qui n'osent se déclarer républicains et dont certains restent monarchistes pour réclamer la convocation de Chambres plus ou moins constituantes. Ils forment ainsi un bloc constitutionnel qualifié. Le Comité National de la C. N. T. section de l'A.I.T. de Berlin, appuie « de la rue » cette convocation.

Le mouvement ouvrier espagnol qui est concentré dans les régions industrielles de la périphérie a été éduqué par les intellectuels petits-bourgeois qui sont à la tête du mouvement républicain.

L'inconsistance politique de l'anarcho-syndicalisme, à la remorque des conceptions petites-bourgeoises est un facteur que savent exploiter les social-démocrates, danger que nous ne devons pas méconnaître et qui nous fait un devoir, avant de conquérir la rue comme le veulent les Staliniens, mais dans le but de la conquérir, d'ouvrir une brèche dans la social-démocratie et d'aider à s'orienter les ouvriers anarchistes.

Devant la situation économique qui est pleine de périls (dépréciation monétaire, fardeau accru de la Dette, nouveaux impôts indirects en perspective, restriction du marché extérieur pour l'agriculture, défaut de transports et baisse du pouvoir d'achat à l'intérieur, crise agraire et crise industrielle latentes, avilissement des salaires pour le gros du prolétariat dont une minorité qualifiée est seule favorisée) les illusions démocratiques iront se dissipant rapidement chez les ouvriers et les paysans. Ce processus serait encore plus rapide si le Comité Exécutif du P. C. E. n'agissait pas contre le communisme, ce qui rend la tâche de l'opposition d'autant plus lourde.

JEAN FRERON.

Le militarisme et l'accumulation capitaliste

Cet article a pour objet d'examiner la question si importante des rapports du militarisme et de la situation économique mondiale. Quel sens doit-on attribuer à la limitation des armements? C'est là une question d'actualité que beaucoup viennent à se poser. Elle en attire invinciblement une autre: quels sont les prémisses économiques nécessaires au développement du militarisme, ou y a-t-il une relation quelconque entre celui-ci et les périodes de conjoncture capitaliste? Nous indiquons ici quelques tendances générales qui peuvent servir à expliquer plus ou moins grossièrement la politique actuelle des grandes puissances. Il est évident qu'une étude comme celle-ci est insuffisante pour résoudre le problème des dangers de guerre. Le rôle de certains pays qui jouent au profit d'autres les gendarmes militaires demanderait à être longuement analysé. Ce n'était pas notre but. Nous nous sommes contentés d'indiquer comment, à notre avis, il fallait poser le problème.

P. S.

Avant d'analyser les buts et la portée du militarisme dans l'évolution sociale, il est nécessaire de déterminer ses rapports avec la production et l'accumulation du capital.

Le militarisme n'est pas seulement une politique, une manière d'être du capitalisme dans ses différents rapports sociaux, c'est avant tout un engin, et une technique. Par là le militarisme rentre dans la production et se trouve intimement lié et à son rythme et à son niveau technique.

Une fraction de la classe capitaliste s'est pour ainsi dire spécialisée dans le développement matériel du militarisme. Elle fabrique pour lui canons, plaques de blindage, avions, navires de guerre, etc... Elle s'est taillée là un marché et ce marché lui permet incontestablement de réaliser sa plus-value et d'accumuler du capital. Le militarisme considéré dans le plan économique est donc un champ d'accumulation pour une certaine catégorie capitaliste (catégorie A). Mais cette question est secondaire: ce qui est essentiel c'est de savoir si pour la classe capitaliste, dans son ensemble, le militarisme est un champ supplémentaire d'accumulation. Rosa

Luxembourg répond par l'affirmative (p. 126 (1)). Nous allons examiner les arguments luxembourgeois pour y découvrir le nœud de ce qui est pour nous une erreur. Le militarisme étant la possession, la chose de l'Etat, tire ses ressources de l'impôt. L'Etat a en face de lui trois classes dont il peut soutirer des sommes : le capitalisme dont il prélèvera une partie du revenu social, c'est-à-dire la plus-value, les prolétaires à qui il rognera une fraction du capital variable V qui est leur unique source de revenus, et enfin les producteurs non capitalistes à qui il prendra une partie de leur profit. Voilà au maximum les trois sources qui alimentent le budget d'Etat et en particulier le militarisme. Examinons les successivement. La classe capitaliste donne une fraction de P pour alimenter le militarisme. L'Etat achète avec ça des produits aux capitalistes A . Une part de la plus-value des capitalistes qui ne fabriquent pas d'engins de guerre (capitalistes que nous nommerons B) passe ainsi dans les poches de A par l'intermédiaire de l'Etat. Si A réalise sa plus-value c'est aux dépens de B . La classe capitaliste $A + B$ n'y a rien gagné ni perdu. Mais les capitalistes peuvent dans une certaine mesure se débarrasser de la charge des impôts par la hausse des prix. « Les salariés, dit l'auteur paient les moyens de subsistance au-dessus de leur valeur car les impôts indirects et les tarifs protectionnistes en font monter les prix. Ils ne reçoivent donc une quantité moindre que celle qui devrait leur revenir, ce qui signifie que les salaires réels sont réduits et qu'une masse correspondante de produits se trouvent ainsi disponibles pour les serviteurs de la classe capitaliste » (p. 127). En d'autres termes, les impôts indirects (pour ne prendre que ceux-là) sont rejetés sur la classe ouvrière et viennent s'ajouter à ceux qui sont directement prélevés sur son revenu.

Occupons-nous maintenant de cette seconde source d'impôts. La classe ouvrière reçoit en salaires la somme V ; là-dessus l'Etat prélève X , elle ne touche donc *réellement* que $V - X$. « ... une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière est transférée à l'Etat » (p. 128). L'auteur ajoute : « Les capitalistes qui produisent principalement pour la consommation ouvrière en pâtissent sans doute, mais l'ensemble de la bourgeoisie en profite... » (?). Si c'était la bourgeoisie qui prenait la somme X aux ouvriers, il est certain qu'elle en profiterait; cela équivaudrait simplement à une augmentation dans le degré d'exploitation du travail. Or, dans l'occurrence, bourgeoisie et Etat sont de chaque côté de la barricade des échanges, la première est productrice, le second consommateur. La bourgeoisie n'en profitera que si le consommateur Etat offre pour elle un débouché nouveau.

Continuons : « Pour la classe capitaliste, la réalisation de la plus-value en sera-t-elle facilitée? On pourrait objecter que le capital ne fait que gagner d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre.

(1) Les citations et renvois sont extraits de l'ouvrage de Lucien Laurat, *l'Accumulation du Capital* d'après Rosa Luxembourg (Rivière, éd.) qui expose, pour la première fois en France, la théorie de Rosa Luxembourg.

Cette objection est juste aussi longtemps qu'on envisage le capitaliste individuel. Celui-ci ne se soucie guère de la nature des produits qui lui permettent d'accaparer de la plus-value. Il lui est indifférent de produire des moyens de subsistance ou des moyens de mort, des conserves de viande ou des chars blindés. Mais pour le capital social total, l'objection ne tient plus. Les sommes dont l'impôt a frustré les ouvriers représentent un *pouvoir d'achat nouveau, étranger* tant au capital qu'à l'ouvrier, une demande qui, sur le marché, cherche des produits ne servant ni à l'entretien de la classe salariée, ni à celui de la classe capitaliste et qui fournit par là au capital une *possibilité nouvelle* de produire et de réaliser de la plus-value. Le militarisme a donc un double effet : il permet au capital, aux dépens de la classe ouvrière, de maintenir par la force sa domination de classe et il lui crée un *merveilleux champ d'accumulation* » (p. 129, les phrases sont soulignées par nous). L'auteur émet des considérations fort justes quand il s'agit du capitaliste individuel, pourquoi éprouve-t-il le besoin de se contredire quand il passe de l'individuel au social? L'objection a autant de valeur pour le capital social que pour le capital individuel; c'est très simple à comprendre. Soit C la catégorie capitaliste qui travaille pour la consommation ouvrière (C fait partie de la catégorie plus vaste B). La classe capitaliste dans son ensemble a déboursé la valeur V pour l'achat de la force de travail; la catégorie C récupère V en vendant aux ouvriers des produits consommables et joue son rôle dans le procès de reproduction. Mais les ouvriers sont frustrés de ses prix par l'Etat, ils ne peuvent donc acheter à C des marchandises que pour $V - X$. C en pâtit; mais la classe capitaliste est-elle éprouvée? Pas du tout. Car la catégorie A en profitera et achètera X en vendant à l'Etat canons, obus et autres objets de destruction. L'ensemble des capitalistes $A + C$ n'aura ni gagné ni perdu à l'ouverture du débouché militariste.

Il n'y a donc à aucun moment, possibilité nouvelle de réaliser de la plus-value. La classe capitaliste aura simplement récupéré V qu'elle avait déboursé au début du cycle de production. Qu'importe d'ailleurs à la classe capitaliste de vendre moins de bicyclettes aux ouvriers, si elle vend plus de canons à l'Etat! Les canons une fois vendus ne jouent plus aucun rôle dans la reproductions, « ils aurons, suivant une expression de Engels, produit le gaspillage de l'argent », et ce gaspillage c'est aux dépens de la classe ouvrière qu'il aura été produit.

C'est d'ailleurs étrange qu'une telle théorie ait été adaptée par Rosa. A plusieurs reprises, elle revient sur le fait que l'Etat ne peut à aucun degré jouer le rôle de tierce personne destinée par son intervention à réaliser la plus-value. Pourquoi le militarisme, produit consommé par l'Etat ferait-il exception? De quelle vertu spécifique serait donc doué ce militarisme? Pourquoi ce « gaspillage d'argent » deviendrait-il un « champ merveilleux d'accumulation »? Mystère!

Il est vrai que nous avons négligé la troisième source de revenu de l'Etat, l'exploitation du milieu non capitaliste. Ce milieu joue un rôle fondamental dans la théorie de l'accumulation. Son

intervention sur le marché est décisive puisqu'elle permet, d'après Rosa Luxembourg, la réalisation de la plus-value et l'accumulation capitaliste. Soit MP la plus-value accumulée, achetée par les classes non capitalistes, l'Etat prélevant Y sur les revenus de ces classes, leur capacité d'achat deviendra $MP - Y$, mais comme dans le cas précédent, elle sera simplement transférée à l'Etat. Dans la propor-

Y

tion — l'Etat se substituera aux classes non capitalistes et con-
MP

tribuera ainsi à la réalisation de la plus-value. Au point de vue de la réalisation quantitative de la plus-value, rien ne sera changé, mais la substitution d'un acheteur unique, l'Etat, à la poussière des acheteurs non capitalistes peut présenter des avantages pour la circulation et l'intégration au marché mondial de milieux arriérés. C'est ce qu'a très bien vu l'auteur quand il écrit : « Les impôts obligent le paysan à transformer en marchandises une quantité grandissante de ses produits et font entrer plus de produits agricoles dans la circulation. C'est ainsi que les paysans sont contraints de devenir de plus en plus acheteurs des produits capitalistes » (p. 130). Rien n'est plus juste, si l'on tient toujours compte de ce double fait : d'une part l'impôt destructeur d'économies naturelles et créateur d'économies marchandes, mais d'autre part, l'impôt pressureur de la propriété individuelle et en fin de compte expropriateur des classes non capitalistes. Prenons, par exemple, les exportations actuelles de capitaux français en Yougoslavie. Ils ne vont nullement financer les exploitations agricoles de ce pays arriéré, et les intégrer ainsi à la production marchande locale qui, développée, pourrait par sa demande de produits contribuer à la réalisation de la plus-value du capital français. Elles n'ont qu'un but : permettre à l'Etat Yougoslave d'acheter en France force canons et munitions pour la prochaine dernière. Dans cet exemple, l'Etat s'est substitué au consommateur paysan pour l'achat de plus-value réalisable aux capitalistes français et il se sert pour cela du marché militariste. Mais, répétons-le, il n'y a pas création magique d'un nouveau champ d'accumulation mais seulement, modification des caractères de ce champ.

Ce n'est donc pas sur le terrain de l'accumulation que doit se chercher le rôle profond du militarisme. Le militarisme est un instrument politique indispensable à la bourgeoisie, comme son Etat, mais c'est un instrument très lourd et très cher, par là il joue un rôle spécial que nous allons esquisser.

Il y a production de militarisme dès que dans la société apparaissent en contact deux surfaces antagonistes, de même que le feu jaillit du choc de deux silex. Il y a antagonisme entre prolétaires et capitalistes; entre vendeurs et acheteurs de la force du travail. Pour maintenir l'avantage aux seconds, l'Etat, qui en est leur émanation, utilise au besoin la force militaire que celle-ci soit militaire au sens vulgaire ou policière. Que la classe ouvrière lutte pour diminuer l'exploitation de son travail, contre la rationalisation qu'elle cesse la production et refuse énergiquement des

formes de compromis, alors intervient le militarisme, il brise sa résistance, pour permettre à nouveau la reproduction capitaliste de surmonter les obstacles nés de la structure sociale de cette reproduction.

Il y a antagonisme entre capitalistes et producteurs non capitalistes, entre vendeurs et acheteurs de plus value. Le capital pour ses débouchés doit commencer par arracher les traces d'économie naturelle primitive qui subsistent dans les populations arriérées. Par la violence il leur substitue l'économie marchande et la rend apte à ingurgiter ses produits. C'est ainsi que la guerre de l'opium (1852) ouvre la Chine aux marchandises Britanniques. Mais, le capital ne se contente pas de créer le milieu dont il a besoin pour accumuler, dans la nécessité où il se trouve de s'étendre pour maintenir un taux de profit rémunérateur, il détruit de ses propres mains l'économie marchande privée qui lui est indispensable et la transforme en économie marchande capitaliste. Il exproprie par la griffe des emprunts, et par la violence armée les paysans et artisans pour les muer en prolétaires. D'acheteurs de la plus-value qu'ils étaient, ils deviennent acheteurs du capital variable, diminuant ainsi les possibilités d'accumulation sur la surface du globe. Le militarisme préside à toutes ces transformations, écrasant les masses prolétariennes et paysannes en révolte à travers l'Asie, l'Afrique, l'Indochine, etc... Que des peuples se trouvent pour préférer une vie primitive à la civilisation bourgeoise, que des paysans prennent les armes contre leurs exploiters usuriers ou financiers, le couperet militariste vient leur rappeler la nécessité de suivre le rythme envahisseur du capital.

Il y a enfin antagonisme au sein même de la classe capitaliste entre les différents groupes bourgeois se disputant et s'arrachant les débouchés et les sources de matière première et cela nécessite des armées permanentes et des « capital ships » de 35.000 tonnes.

Le militarisme est pour le capitalisme à la fois une force de conservation dans la mesure où il le défend contre les classes opprimées et une force de destruction dans la mesure où il renforce de tout son poids les âpres compétitions impérialistes; mais, c'est une force indispensable à l'existence du mode de production et à sa régularisation. Dans la machine capitaliste il joue le rôle de volant dont l'inertie permet de vaincre les frottements internes des différentes pièces mobiles et d'effacer les dangereuses irrégularités du mouvement de chaque piston. Mais de même que pour mettre en marche un lourd volant, il faut dépenser une certaine énergie, il faut de même au capitalisme payer un tribut considérable au militarisme. Par là le militarisme plonge ses racines dans le développement même de la production. Il n'apparaît plus comme la foudre céleste, docile aux ordres du Jupiter bourgeois, mais comme partie intégrante de la production dont il subit le rythme et les ébranlements.

La période d'avant-guerre est caractéristique de l'ascension formidable des forces de production, de l'accumulation grandissante du capital dans tous les grands pays impérialistes. Les crises de surproduction se suivent à intervalles rapprochés. 1903, 1908,

1913, témoignent de la vitesse avec laquelle les marchés constamment ouverts à la production seaturent. Elles sont courtes et réglées sans grand dommage pour la production : le capital trouve encore à chaque fois des débouchés nouveaux pour les marchandises. En l'espace de 60 ans, la production de la houille a augmenté de 14 fois, le fer et la fonte de 12 et 13 fois.

La concurrence devient effrénée dans les 14 premières années du XX^e siècle. Des signes de surproduction chronique commencent à se manifester par la faiblesse de développement du capitalisme Anglais vis-à-vis des capitalismes Allemand et Américain, ses jeunes et puissants rivaux. Ceci hâte l'arrivée de la catastrophe militariste de 1914. Les méthodes de concurrence économique deviennent impuissantes pour assurer l'extension normale des débouchés. Le militarisme en détruisant l'un au moins des concurrents devra permettre à la machine capitaliste de surmonter provisoirement les contradictions qui la rongent. Il cherchera à assurer et prolonger l'existence d'un capitalisme aux dépens de son voisin. Sur le plan national, il jouera son rôle de sauveur et régulateur de la production.

Les quatorze ans qui précèdent la guerre sont donc caractérisés par l'accumulation inouïe de forces militaristes, par la course aux armements. Les crises périodiques semblent, comme l'a remarqué Rosa, ne jouer aucun rôle dans l'augmentation de la production militariste. Cela tient au volume de cette production, considérable relativement au peu d'ampleur des crises, et aussi à la volonté des gouvernements bourgeois de sacrifier plutôt d'autres industries pour sauvegarder celle des moyens de destruction. Prenons les chiffres relatifs à l'augmentation des tonnages des flottes de guerre entre le 1^{er} janvier 1900 et le 1^{er} janvier 1914. D'une façon générale toutes les formes du militarisme subissent des augmentations, mais celles des armées permanentes sont beaucoup plus conditionnées par les circonstances particulières de rivalités propres à chaque impérialisme que celles des flottes de guerre. Celles-ci comme nous l'avons montré dans un article précédent (1) sont plus intimement liées à l'évolution impérialiste que les autres, elles sont comme le baromètre des antagonismes impérialistes à travers le monde. Voici les taux d'augmentation en % pour chaque puissance entre les dates indiquées :

Grande-Bretagne	69
Etats-Unis	280
Allemagne	300
Japon	160
France	22

Trois pays : Etats-Unis, Allemagne, Japon sont les forces motrices de l'accumulation mondiale et de la course aux armements, l'Angleterre n'a qu'une position défensive et ne suit que de loin le rythme puissant des trois premiers. Quant à l'augmentation des forces navales françaises, elle est typique du rôle satellite qu'a

(1) Avant la Conférence navale. *Lutte de Classes*, n° 17, Janvier 1930.

joué la France dans le conflit de 1914. La France, avant la guerre, n'avait pas encore la base industrielle d'une grande puissance impérialiste, elle ne possédait que les conditions requises d'un futur développement (vastes colonies encore incultes, grande accumulation usuraire). La France avec son empire faisait alors plus figure de débouché pour la plus-value des capitalistes d'Allemagne, d'Angleterre, etc... que de véritable concurrent. D'où les particularités de la course française aux armements : grand développement de l'armée nationale et faible développement correspondant de la flotte de combat.

La course aux armements est apparue comme une loi nécessaire de l'impérialisme à certains marxistes. Ainsi Boukharine écrivait en 1915 : « C'est pourquoi, de nos jours, où les conflits économiques parviennent au plus haut degré de tension, nous assistons à la course aux armements » (1). Le phénomène n'est certainement pas étranger à la théorie luxembourgist du militarisme considéré comme champ supplémentaire d'accumulation.

Le but du capitalisme n'est pas le militarisme mais la réalisation de la plus-value. Or le militarisme ne réalise de la plus-value que pour la catégorie A de la production, cette réalisation se fait aux dépens de la catégorie B, et la catégorie B n'accepte ce manque à gagner que si l'existence de la classe capitaliste entière est mise en question. A d'autres moments, B freinera plutôt la tendance militariste et ceci d'autant plus fortement que B aura par ailleurs plus de difficultés pour réaliser sa propre plus-value (période de crise). Les crises profondes de surproduction amèneront donc la naissance de tendances antagonistes à la course aux armements, de tendances vers la limitation des armements. Si de telles tendances n'ont pu se montrer avant la guerre, cela tenait à la conjoncture ascendante du capital dans tous les pays, à la faiblesse des crises périodiques, enfin à l'imminence du déchaînement mondial provoqué par l'aggravation de la concurrence, conséquence ultime de cette conjoncture ascendante.

Il n'en est plus de même depuis la guerre. A la conjoncture ascendante, coupée périodiquement de crises qui apparaissaient plutôt comme des faiblesses momentanées dans la hausse de l'accumulation, a succédé une longue période de dépression pour quelques grands pays capitalistes d'Europe. A cela, deux grandes causes : d'une part l'augmentation énorme de l'industrialisation dans le monde, tant au point de vue quantitatif, que du point de vue technique, et d'autre part, la diminution des débouchés non capitalistes indispensables à l'accumulation : cette diminution est corrélative soit à l'industrialisation qui transforme un territoire consommateur en territoire producteur, soit à des modifications sociales comme l'existence de l'U.R.S.S., l'instabilité chinoise et hindoue, etc... La surproduction est devenue chronique et a atteint les pays les moins bien armés pour la concurrence en même temps que les plus intégrés au marché mondial : l'Angleterre, l'Allemagne, etc...

L'Allemagne vit encore dans les entraves du traité de Ver-

(1) BOUKHARINE. — L'économie mondiale et l'impérialisme.

sailles et son militarisme n'ayant pu dans les dix dernières années se développer librement, la limitation ne se pose guère pour elle. Il n'en est pas de même pour l'Angleterre. Au 1^{er} août 1914, elle possédait à flot ou en chantier 2.755.770 tonnes et au 1^{er} août 1929 seulement 1.889.768 tonnes (y compris les transports de troupes). On peut affirmer que depuis la guerre, la crise chronique dans laquelle se débat l'Angleterre, l'a obligée de pratiquer sans cesse une politique de limitation des armements. Le dernier budget de la marine déposé par le gouvernement travailliste comporte une diminution de plus de 4 millions de livres soit 500 millions de francs sur un budget précédent de 6.980 millions de francs. Cela n'a rien à voir avec une soi-disante idéologie pacifiste chère aux travaillistes. C'est sur l'injonction du capitalisme Anglais lui-même qu'une telle réduction a été proposée. Les libéraux obéissant aux ordres des cotonniers de Manchester auraient même été plus loin dans cette voie. Tous les industriels Anglais réclament de larges dégrèvements budgétaires, talonnés qu'ils sont par la crise qui s'aggrave encore cette année. Aucun bourgeois insulaire ne désire voir la suppression du militarisme, car cette suppression serait pratiquement celle du capitalisme anglais lui-même, mais il veut adapter son engin de protection aux possibilités actuelles de l'impérialisme sur les terrains économique et politique. Cette unité de vue du capitalisme britannique est particulièrement éclatante quand on considère que tous les partis ont suivi là-dessus une même politique. La conférence de réduction de Washington en 1921 a eu lieu sous le ministère unioniste de Lloyd George; la conférence navale de Genève en 1927 et le compromis franco-anglais de 1928 sous le ministère conservateur de Baldwin, la conférence de Londres sous le ministère MacDonald. En fait, il n'y a guère que les marchands de canons (capitalistes A) et les militaires professionnels pour hurler après des réductions qui les privent de leurs revenus.

Tels sont les effets de la surproduction chronique sur le militarisme britannique. La diminution de l'accumulation entraîne une limitation des armements. Comment pourrait-on expliquer cela avec la théorie Luxembourgist du militarisme, champ supplémentaire d'accumulation? Les époques de crise, devraient dans ce cas favoriser l'accumulation dans le domaine militariste; or, c'est le contraire qui se produit.

Il n'y a pas que les crises chroniques pour favoriser la limitation des armements, les crises périodiques si elles sont profondes, peuvent conduire momentanément au même résultat. C'est le cas pour le militarisme américain. L'Amérique d'après-guerre n'a pas connu de crise chronique, elle a connu une extension sans précédent de la production grâce au formidable appareil reproducteur que les années de guerre lui ont permis d'acquérir. La production capitaliste y est en pleine puissance et atteint en moyenne 50 % de la production mondiale. C'est dire le rôle écrasant que joue l'impérialisme américain dans le monde, mais c'est montrer aussi la dépendance étroite entre le rythme de la production et les possibilités du marché mondial. Les crises périodiques de surproduction qui, en Angleterre, par exemple, viennent se superposer simplement à

la crise chronique dont elle souffre, tracent au contraire dans le corps sain de l'Amérique une profonde cicatrice. La grande crise de 1921 a eu des effets immédiats sur le militarisme américain. A cette époque, l'Amérique et le Japon étaient les seules puissances qui avaient depuis 1914 continué à augmenter leurs flottes. La crise formidable de 1921 déferlant sur la planète, sa durée et l'incertitude qui régnait sur ses conséquences, obligèrent la bourgeoisie américaine à conclure les accords de Washington (Décembre 1921) qui mirent un terme relatif à la course aux armements (1).

Le budget naval qui était de 444 millions de dollars en 1921 fut réduit à 309 millions en 1922. Dans la période de prospérité qui suivit cette crise (1922-1929) la course aux armements recommença pratiquement mais atténuée cependant par son caractère quasi unilatéral; l'Angleterre, la rivale impérialiste ne pouvant se permettre de reprendre cette fameuse course. Les tentatives d'accord de Genève, le compromis franco-anglais furent brisés par l'hostilité des Etats-Unis. L'absence de concurrent sur le terrain militariste, modéra l'accroissement des armements. Les Américains se contentèrent de se rapprocher lentement de la parité avec l'Angleterre.

L'arrivée d'une nouvelle crise mondiale de surproduction (1929) frappant l'Amérique, provoque de sa part la tentative de limitation connue sous le nom, encore d'actualité, de Conférence de Londres (2). Pour ses auteurs, la conférence avait pour but : limiter le taux d'accumulation militariste par le principe de la parité et une limitation proportionnelle des armements des autres puissances.

L'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis dans la période d'après-guerre, illustre parfaitement la liaison que nous avons établie entre l'accumulation du capital et l'augmentation du militarisme. Dans les périodes de crise, les conflits économiques sont à

(1) Voici un passage de l'adresse que Harding, le président des Etats-Unis, envoya aux puissances invitées à la conférence de Washington (10 juillet 1921).

«...Le monde du travail chancelle sous un fardeau si lourd qu'il est de toute nécessité de réduire les grandes charges financières des Etats, et il est vain de rechercher la stabilité et de songer à garantir la justice sociale, la sécurité et la paix tant que les dépenses *improductives* brisent l'espoir de sa juste récompense et diminuent toute espérance raisonnable de progrès. Les énormes dépenses nécessitées par les rivalités d'armement constituent manifestement une grande part des charges qui pèsent sur les entreprises et la prospérité nationale, et des dépenses *extravagantes* qu'il serait possible de réduire, ne sont pas impossibles à justifier au point de vue économique, mais elles constituent une menace constante à la paix du monde, et non une garantie de sa consolidation... »

Huit ans plus tard, en Octobre 1929, le président Hoover lançait des invitations en termes analogues à la conférence de Londres. Admirable synchronisme avec les cycles capitalistes!

(2) Pour tout ce qui concerne spécialement la politique navale, nous renvoyons le lecteur à notre article *Avant la Conférence de Londres*, (*Lutte de Classes*, Janvier 1930, n° 17).

un degré très haut car la concurrence devient âpre entre les divers compétiteurs et cependant, ces conflits ne provoquent pas une augmentation de la course aux armements. La phrase de Boukharine, citée plus haut, est donc radicalement fautive dans son simplisme.

Le militarisme est une nécessité politique de l'accumulation destinée à la protéger et au besoin à la régulariser, mais c'est une nécessité qui puise sa force dans la structure économique du moment. Il est donc soumis aux rythmes et oscillations des conjonctures économiques. Il tend à s'épanouir dans les conjonctures prospères (2), à se limiter dans les conjonctures mauvaises. Il reflète ainsi fidèlement l'évolution des capitalismes et ne peut s'en écarter que par suite d'une *tendance voulue* des capitalistes. Les dangers de guerre sont-ils modifiés par cette simple adaptation du militarisme? A aucun moment. Ce qui importe pour les conditions de lutte, ce n'est pas la valeur absolue mais les valeurs relatives du militarisme, celles-ci ne sont pas modifiées dans les rapports réciproques des différents capitalismes considérés avec leurs possibilités de développement. Ce sont seulement ces modifications qui sont causes de guerre. La guerre peut ainsi éclater même en période de limitation des armements, comme la paix se maintenir pendant une course aux armements.

Il ne faut interpréter ces phénomènes que comme des symptômes d'un processus capitaliste et examiner à la lumière de ces symptômes les avantages qu'auraient certains groupes capitalistes à employer la violence militariste à un moment plutôt qu'à un autre.

Prenons par exemple la course aux armements d'avant-guerre. Cette course n'aurait eu rien en soi de particulièrement menaçante si elle s'était maintenue au rythme de l'accumulation capitaliste, mais son trait spécifique c'était l'accélération que le rythme militariste avait pris sur le rythme capitaliste; accélération visible dans le pourcentage du budget consacré aux dépenses militaires. Voici quelques chiffres en % :

	1875	1908
Angleterre	38,6	48,6
Etat-Unis	33,5	59,6
Japon	17,2	25,1
France	29,0	37,0

Cela montrait nettement que les capitalismes avaient avantage pour un avenir proche à développer la production militariste au dépens d'autres branches d'industrie et cela indiquait nettement les tendances politiques de la conjoncture ascendante de cette époque. Il faudra attendre les décisions de la Conférence de Londres et ses répercussions dans les prochains programmes navals et militaires pour être à même d'en tirer une conclusion d'ensemble en rapport avec le développement de la conjoncture actuelle.

30 Mars 1930.

PAUL SIZOFF.

(2) La France qui est presque seule en Europe à ignorer encore les crises, marque sa situation par sa tendance à développer le militarisme (Mémoire français à la conférence de Londres).

Le déclin du Parti Communiste Chinois

La révolution chinoise de 1925-27 a été écrasée dans le sang par les forces conjuguées des impérialistes et de la bourgeoisie nationale, avec l'aide de Staline. Le Parti Communiste subit une série de défaites dans la lutte et fut rendu inexistant à la fois par l'extermination physique de la terreur blanche, et la démoralisation causée par les théories de Staline. Le 6^e Congrès du Parti, tenu en Juin 1928 (c'est le plus récent) ne tira pas les leçons de la grande révolution en Orient en renforçant notre ligne politique pour préparer la troisième révolution chinoise; au contraire, il aggrava les fautes passées et désarma le Parti idéologiquement et politiquement devant la bourgeoisie.

Le Congrès définit encore le caractère de la prochaine révolution chinoise comme devant être bourgeois-démocratique, et refusa de comprendre que le cours et les expériences de la révolution de 1925-27 ont montré que les tâches de la révolution bourgeois-démocratique ne peuvent être accomplies que par la dictature du prolétariat. Le Congrès donna des définitions ambiguës de la présente étape de développement, disant que bien qu'il n'y ait pas de vaste soulèvement révolutionnaire de masses, le soulèvement est inévitable; nous pouvons dès maintenant apercevoir de faibles symptômes de ce mouvement, mais nous ne devons pas les surestimer.

LE PARTI OUVERT A L'AVENTURISME

Donc le Congrès ne donna aucune appréciation précise et juste de la période actuelle considérée comme intermédiaire entre deux révolutions, et ne mit en avant aucun mot d'ordre transitoire, révolutionnaire démocratique pour conquérir les masses. Au contraire, il ouvrit largement la porte à n'importe quelle explication aventuriste de la révolution. Toute manifestation de mécontentement des masses, sans souci de son caractère, sans s'occuper de savoir s'il est sporadique et spontané, si c'est une grève défensive ou une mutinerie de soldats, ou une émeute de coolies qui détruisent les tramways — tout cela est introduit dans le schéma de l'approche du grand essor révolutionnaire des masses, et l'on s'en sert pour provoquer la levée d'une grève générale. Ceux qui n'approuvent pas cette politique sont, naturellement, des trotskystes et des liquidateurs.

En définissant le caractère de la prochaine révolution chinoise (ou de la révolution non terminée suivant les staliniens) comme bourgeois-démocratique, le Parti propose, dans son « Programme de la Révolution Chinoise à l'étape présente », dix revendications, telles que : Expropriation et nationalisation des banques de capital étranger; établissement d'un Gouvernement Soviétique des ouvriers, paysans et soldats; confiscation des terres de tous les propriétaires fonciers et transfert aux paysans. Cela signifie que la révolution ne doit ni toucher ni violenter les entreprises et les banques du capital chinois. Il donne de même des formules élastiques du mouvement paysan, telles que : « Il ne faut pas forcer (ou intensifier) délibérément la lutte contre les paysans riches... mais cela ne veut pas dire que nous devons abandonner la lutte de classe contre les paysans riches... »

De telles directives doivent être repoussées, et elles excitent l'indignation dans les rangs des membres du Parti, dans les conditions de contradictions de classes aiguës qui suivent la révolution. Déjà dans la campagne d'éclaircissement pour le 6^e Congrès, les ouvriers ont demandé dans des meetings pourquoi le pouvoir révolutionnaire ne devait pas confisquer les entreprises du capital chinois. Ce n'est pas le verbiage des fonctionnaires du Parti qui fera taire les ouvriers, et ils disent : « vous êtes des deuxièmes Chang-Kaï-Cheks, mais sans armes », et ils quittent les meetings.

La tactique du Parti vis-à-vis des paysans riches, ne peut signifier, en pratique, que l'union avec eux, et non la lutte contre eux. En Chine, les paysans riches sont haïs par les paysans pauvres, et par les travailleurs agricoles, parce qu'ils sont usuriers, et qu'ils volent le pauvre paysan en lui prêtant de l'argent à des taux d'intérêts écrasants. Et maintenant le Parti appelle les paysans pauvres à ralentir la lutte contre les riches, au moment où ils devraient être l'objet d'une attaque directe.

Et que répond le paysan pauvre? Dans la province de Houpé, par exemple, ils ont dit lors d'un meeting : « Nous ne ferons plus de révolutions. Que nous apportent-elles de bon? ». Ils dormaient au meeting, au lieu de s'y intéresser, c'est-à-dire qu'ils résistaient passivement à la politique officielle. Dans d'autres provinces, les paysans riches entrent dans le parti, et même y occupent des postes dirigeants. Quand le Comité Central donne des directives à des régions du Parti où les paysans riches se sont infiltrés, avec des mots d'ordre contre les impôts de toutes sortes, contre les redevances foncières et le paiement des intérêts usuraires, ces régions ne retiennent que les mots d'ordre contre les impôts, mais laissent de côté ceux qui visent les rentes foncières et usuraires.

POLITIQUE DE ZIG-ZAG

La direction stalinienne de l'Internationale Communiste laisse le parti sans politique ni ligne de conduite définie. Il est sans soutien devant les événements. Juste à la veille des hostilités entre Chang-Kaï-Chek et la clique du Kouang-Si au printemps de 1929, le Comité Central du Parti établit catégoriquement que la guerre entre ces deux groupes militaristes était impossible, et ceci, en face des préparatifs militaires fébriles et des transports d'armes qui convainquaient les organisations locales du Parti de l'inévitabilité de la guerre. Hier, le C. C. parlait de ne pas renforcer la lutte contre les paysans riches, et dénonçait les « trotskystes », qui le voulaient. Aujourd'hui il ouvre une campagne dans la presse du Parti contre les membres du Parti qui hésitent dans cette lutte, et se déclare prêt à lutter à fond contre les paysans riches. Hier il disait que Chang-Kaï-Chek représente la bourgeoisie contre le « pouvoir féodal » de la clique du Kouang-Si. Aujourd'hui il dit que « la classe dirigeante du Kiang-Si (province qui abrite le pouvoir de Chang-Kaï-Chek) est dominée par les éléments féodaux ». Toutes ces théories changent comme l'atmosphère ou le linge. Quel révolutionnaire sérieux peut avoir confiance en une pareille direction ?

Dans son activité, la direction du Parti ne montre pas moins d'obscurantisme. Depuis le 1^{er} Mai, le parti est de nouveau rentré dans un cycle aventuriste. On a fait des démonstrations de rues suivant le calendrier des fêtes révolutionnaires, sinon avec les masses, du moins avec les membres du Parti seuls. Au lieu de « prendre possession des rues », quelques centaines de manifestants mêlés aux passants, se sont réunis sur les trottoirs d'une certaine rue à une heure donnée; sur un signal quelques mots d'ordre ont été criés, des tracts ont été jetés dans la rue, quelques manifestants ont été arrêtés, la plupart des participants et observateurs rentrant tranquillement chez eux.

Naturellement de si piteuses démonstrations peuvent seulement abaisser le niveau du communisme, faire abandonner les rangs du Parti aux ouvriers communistes et soulever leur antipathie. Le nombre des participants aux manifestations diminue alors qu'on accroît le nombre et le caractère désespéré des manifestations. Les manifestations diminuent, et l'on appelle les ouvriers à descendre dans la rue ! Aucun travail d'agitation sérieux n'est fait dans les usines; dans les plus grandes fabriques, c'est à peine s'il y a deux ou trois ouvriers communistes, et il n'y a jamais de meetings réguliers — quelquefois rien pendant deux mois. Les organisateurs locaux ne s'en occupent que lorsqu'il s'agit d'appeler aux démonstrations.

LE DECLIN DES EFFECTIFS

Dans de telles conditions, les effectifs du Parti ne peuvent être que misérables. D'après une circulaire officielle du district de Shanghai-Est (la partie la plus industrielle de Shanghai), les effectifs ont diminué, depuis le mois d'août de 85 à 82. Les effectifs pour tout Shanghai, d'après les chiffres les plus optimistes, sont d'à peu près 800. Il y a beaucoup d'autres villes industrielles où les communistes ne sont pas plus de 10. Nous sommes redevables de cette situation à l'aveugle politique aventuriste de Staline, au travail destructif des stalinistes, qui ont écarté le Parti des ouvriers. Naturellement les choses ont été poussées si loin que dans certaines usines de Shanghai, les ouvriers communistes essayent d'organiser leurs propres unions dans le dos de la direction officielle, et s'oppose à ce que celle-ci se mêle de leurs affaires.

Le trait caractéristique de cette période de l'aventurisme, c'est qu'il est combiné avec l'opportunisme de la façon la plus étroite. L'année dernière (1929) le C. C. a envoyé des communistes travailler dans les armées des généraux de la gauche du Kuomintang pour coopérer avec eux dans les opérations militaires contre Chang-Kai-Chek. Le Parti a envoyé des représentants à la conférence de Hong-Kong contre Chang-Kai-Chek, conférence à laquelle participaient des militaristes réactionnaires et la gauche du Kuomintang. De nombreux ouvriers de base du Parti ont été entraînés dans l'aventure militaire de la gauche du Kuomintang contre Chang-Kai-Chek. D'autres ont suivi la queue de la gauche du Kuomintang dans les luttes économiques, et la tactique syndicale. Au sommet du Parti on développe une sauvage campagne contre la gauche du Kuomintang, pleine de verbiage et d'excès de langage, mais derrière la scène la direction officielle se met en coquetterie avec elle, et organise de concert avec elle des mouvements armés. La tâche et les mots d'ordres centraux actuels de la direction officielle sont la grève politique générale, les guerres de partisans, les soulèvements armés, l'organisation de soulèvements locaux, préparant l'établissement du pouvoir révolutionnaire. C'est-à-dire d'entraîner les ouvriers en faisant des combinaisons avec la gauche du Kuomintang, pour devenir en fait l'instrument de la petite bourgeoisie.

LA GUERRE DE PARTISANS

Quant à la guerre de partisans, en beaucoup d'endroits elle dégénère en « incendies, assassinats et pillages sans buts sous la direction d'éléments déclassés », (extrait d'une circulaire du Parti) parce qu'elle manque d'une base de masse. Parfois, elle détruit les propriétés des paysans pauvres parce que les forces armées des pro-

priétaires fonciers et des paysans riches les empêchent de piller. Dans d'autres villages, où la guérilla possède une certaine base de masse on répartit les terres entre les paysans, on abolit les redevances usuraires et on agit dans l'intérêt des paysans en exterminant les propriétaires fonciers et les bureaucrates. Mais cette activité se produit trop loin des villes importantes pour exercer aucune influence sur elles et d'ailleurs chaque fois qu'elle prend un caractère plus menaçant elle est démolie et repoussée par les troupes du gouvernement.

Depuis l'année dernière le Parti a concentré tous ses efforts de propagande dans la lutte contre le « trotskysme », parce que l'opposition communiste a commencé à travailler en Chine. Depuis il a pris une série de mesures d'organisation contre nous. Il combat féroce­ment notre mot d'ordre « pour l'Assemblée Constituante », le dénonçant comme le mot d'ordre de la gauche du Kuomintang. Par suite, l'Assemblée Constituante, avec la journée de huit heures, la confiscation des terres et la lutte pour l'indépendance complète de la Chine et l'auto-détermination des nationalités en Chine qui constituent nos revendications démocratiques révolutionnaires transitoires, pour mobiliser les masses, sont des « revendications liquidatrices » aux yeux des staliniens. Mais en fin de compte cela n'empêche pas la direction officielle du Parti d'organiser une « ligue pour la lutte pour la liberté » avec des éléments petits-bourgeois mécontents, intellectuels et professeurs, qui est nécessairement une institution décorative et condamnée, comme la Ligue anti-impérialiste à travers le monde : une véritable queue de la petite bourgeoisie.

13 avril 1930.

NEL-SIH.

A propos de deux monographies coloniales: **Madagascar et l'Algérie**

La *Révolution Prolétarienne* a publié deux monographies coloniales, l'une de Péra sur Madagascar (*Panorama Malgache*, dans les numéros du 1^{er} et 15 Avril) l'autre de Louzon, sur l'Algérie (*Cent Ans de Capitalisme en Algérie* numéros du 1^{er} Mars, 15 Mai), aussi remarquables par la richesse et l'intérêt de leur documentation historique et contemporaine que par la fausseté de leurs conclusions politiques.

La monographie de Péra sur Madagascar est d'un intérêt très actuel. *L'Humanité*, toujours à la page, est restée à peu près silencieuse sur l'agitation qui s'est manifestée récemment dans la population de couleur dans cette grande colonie et a abouti au débarquement du gouverneur Ollivier. Elle s'est montrée à ce sujet, bien au-dessous des « social-fascistes » du *Populaire* que les militants indigènes locaux ont obligé à parler, et des anarcho-sindicalistes de la *R. P.* Il y a pourtant là-bas deux courageux militants communistes, Planque et Vittori, qui paient de leur liberté leur dévouement; mais le Parti n'en a cure, et, dans ses vociférations sur la répression, les laisse froidement tomber.

Le mouvement de résistance à l'Impérialisme français s'est concentré autour du journal *l'Opinion*. C'est un blanc, Dussac, et un indigène Ralaimango, qui en sont l'âme. Il a eu son point culminant dans la manifestation du 19 mai de l'an dernier qui a fait trembler la bourgeoisie européenne de l'Ile, malgré son caractère foncièrement réformiste et pacifique. Le mouvement malgache, dirigé par l'« intelligentsia », mais qui jouit d'une large popularité parmi les masses indigènes, n'est pas un mouvement d'indépendance ni même un mouvement révolutionnaire. Il se maintient sur des positions défensives, protestant contre les plus scandaleuses mesures de l'administration impérialiste et s'en tient comme revendication à la demande d'un statut égalitaire au point de vue économique, politique et judiciaire.

Péra analyse les causes de ce mouvement — expropriation du paysan malgache et constitution d'un statut mi-prolétarien, mi-esclavagiste du travail indigène. Un décret scandaleux de 1926 ruine le

statut foncier de la propriété malgache, il déclare « l'Etat propriétaire de tous terrains non bâtis ni enclos, qui au jour de la promulgation dans la colonie, du présent décret, ne sont pas possédés par des tiers en vertu de titres fonciers d'immatriculation ou de titres réguliers de concession ». Comme une loi Gallieni de 1896 dispensait formellement les indigènes de toutes ces formalités qu'ignore un statut communiste primitif du travail agricole, c'est l'expropriation pure et simple. Le travail forcé, cette forme d'exploitation intermédiaire entre le salariat et l'esclavage sévit sous des formes multiples (prestations, c'est-à-dire partie de l'impôt fournie sous forme de travail, corvées d'intérêt provincial ou régional, *smotig*, c'est-à-dire substitution des travaux forcés au service militaire pour les indigènes non enrégimentés, quatrième contingent, c'est-à-dire engagements obligatoirement volontaires). Ainsi l'administration et les colons font suer la plus-value par tous les pores aux malheureux indigènes. Il s'ensuit bien entendu que cette population qui avant la conquête, a eu une civilisation qui lui était propre, un Etat, des lois, et une culture, est en régression numérique, intellectuelle et morale.

On regrette cependant que Péra s'en tienne là et qu'il ne nous renseigne pas également sur l'autre aspect de la question, sur la nature des profits que tire l'impérialisme de la colonie, sur les groupements intéressés.



L'étude de Louzon sur l'Algérie offre également un grand intérêt. Dans une première partie, il brosse un magistral tableau de l'historique de la conquête (entre autres de la fameuse histoire du coup d'éventail qui se trouve être en dernière analyse une très vilaine histoire d'escroquerie frauduleuse de la part du gouvernement français, des divers épisodes qui montrent la cruauté et l'extravagante mauvaise foi des conquérants qui prétendent venir apporter les mœurs adoucies de la civilisation et inspirer le respect du droit aux indigènes). Il fait également l'historique de l'expropriation de la propriété foncière collective indigène par l'introduction du statut européen qui en fait un objet de propriété individuelle, de vente et d'achat (loi de 1851 prise au mépris des engagements de Bugeaud comme à Madagascar de ceux de Gallieni).

Dans une seconde partie, il analyse la situation actuelle de l'Algérie.

La colonisation européenne n'a pas pris dans les régions montagneuses, faute d'adaptation du colon, aux conditions de la production agricole locale, que le climat continental rend trop précaire. Aussi le rendement de la colonie en céréales d'exportation, en blé particulièrement, est-il très faible. Par contre elle a pris merveilleusement dans les plaines côtières du littoral où la culture de la vigne et accessoirement des primeurs, a pris un essor considérable. Le

régime de la grande propriété capitaliste, bien équipée au point de vue technique y prédomine, bien qu'elle ne soit pas encore parvenue, sauf dans quelques cas, à la forme de la société anonyme. Sur la base de cette production, particulièrement prospère, une véritable bourgeoisie de colons se constitue qui opprime féroce­ment les indigènes et concurrence dangereusement la production viticole du midi de la France. Un véritable peuple algérien de colons de toute origine s'est constitué qui a su, sous le couvert de l'agitation antisémite, enlever de haute lutte l'autonomie financière. Dans cette concurrence viticole du colon algérien et du paysan méditerranéen de la métropole, il y a, selon Louzon, au cas où elle s'envenimerait, le germe pour une agitation séparatiste dont la menace voilée s'est déjà faite entendre (ainsi la *Presse libre* du 23 Mars 1930 relate en ces termes la péroraison d'un discours du député d'Oran : « M. Brière termine dans une magnifique péroraison où il évoque que l'indépendance américaine est née de tout ce que l'Angleterre voulait imposer à ses colonies »).

La population indigène, le peuple Kabyle, dans son ensemble, reste une force. Le défaut d'adaptation du colon européen aux conditions de la production agricole dans les régions continentales, lui a permis, malgré les décrets expropriateurs, de maintenir son économie primitive, pastorale ou agraire, et en maintenant son économie de maintenir ses traditions juridiques, morales et religieuses, malgré le talon de fer de l'envahisseur impérialiste. La majorité de la population Kabyle reste donc sur ses positions traditionnalistes mais une minorité engagée dans le courant de la production capitaliste européenne, là où elle a pris, évolue dans un sens plus moderne. Il n'y a pas de bourgeoisie indigène mais il se crée un prolétariat indigène dans les grandes exploitations viticoles et maraîchères et une petite intelligentsia d'instituteurs indigènes. Le mouvement de l'émir Khaled pour l'abrogation du statut de l'indigénat, l'égalité civile, la représentation politique, a sa racine dans cette couche de la population. C'est un mouvement d'assimilation et non d'indépendance.

Pour Louzon, le danger c'est la dissociation de cette fraction « modernisée » de la population indigène d'avec la grande masse traditionnaliste. L'avenir d'un mouvement anti-impérialiste est dans leur jonction, l'une apportant le mouvement, l'autre la résistance. En tout cas ce mouvement sera dirigé avant tout directement contre le colon européen local.



Après ces excellentes analyses, l'étude de Péra comme celle de Louzon se signalent par la remarquable faiblesse de leurs conclusions politiques. Péra ne trouve rien à dire, sinon qu'il faut soutenir le mouvement réformiste de Dussac et de Ralaimango et

en conclusion il s'écrie : « Malgaches, sauvez-vous vous mêmes ». Louzon ne voit rien d'autre à faire que de proposer en exemple au prolétariat indigène, la Turquie de Kemal-Pacha, massacreur de communistes, qui lui est particulière chère, comme l'Afghanistan de feu Aman Oullah et... la Chine de Chang-Kai-Chek.

Nous ne mettons pas en doute la bonne foi anti-impérialiste de Péra et de Louzon mais cela ne suffit pas, et n'empêche que leurs conclusions portent le stigmate de l'anarcho-syndicalisme, de son mystique spontanéiste, autonomiste, localiste et en définitive nationaliste, de sa répugnance pour toute stratégie internationale des mouvements révolutionnaires où il ne voit que tentatives de subordination, de domination et en définitive d'... impérialisme entendu dans son sens le plus vague, le plus sentimental et le moins scientifique. Chacun chez soi, chacun pour soi, voilà le dernier mot de la sagesse anarcho-syndicaliste.

Le mot d'ordre qu'il faut mettre en avant, à l'inverse des conclusions de Péra et de Louzon, c'est celui de la jonction entre le prolétariat colonial et le prolétariat des métropoles, par dessus la tête de leurs bourgeoisies respectives. Il importerait de mener une propagande acharnée non seulement contre la rationalisation dans les métropoles, mais contre le travail forcé aux colonies, de dénoncer le rôle du réformisme dans sa besogne d'asservissement ouvrier, non seulement dans la métropole mais aux colonies dans l'acquiescement qu'il donne aux méthodes de travail forcé comme l'a fait récemment Jouhaux au B. I. T. Propagande qui, bien entendu, doit être assise sur le travail syndical pratique et la jonction du travail syndical de part et d'autre. Cela est-il impossible sous prétexte que le prolétaire européen et le prolétaire indigène sont trop loin l'un de l'autre? Non. Le Parti Communiste, en 1927, au temps de la marche victorieuse de Chang-Kai-Chek sur Shanghai, était capable de mobiliser des millions de prolétaires dans de vastes meetings pour saluer les mots d'ordre nationalistes de la bourgeoisie chinoise. Un Parti Communiste sérieux, et non pas, bien entendu, celui de Bonte et de Monmousseau, qui n'a que mépris pour les prolétaires qui le lui rendent bien, ne pourrait-il être capable de les mobiliser à nouveau pour les revendications de leurs frères de travail des colonies?

Il importe enfin de réviser, dans son application, le fameux mot d'ordre de l'indépendance des colonies, formule passe-partout appliquée à tort et à travers par les bureaucrates pour se dispenser de tout travail sérieux et grosse de dangers dans son équivoque, comme le montrent les expériences récentes. Le mot d'ordre d'indépendance à l'égard de la métropole est le mot d'ordre spécifique de la bourgeoisie indigène ou coloniale, parvenue à un stade avancé de son développement et de son audace, mais il n'est souvent qu'un moyen de chantage pour masquer des tractations opportunistes avec

l'envahisseur. Il signifie indépendance financière et économique pour assurer le développement de la production nationale sur la base marchande et capitaliste, et rien de plus. Il ne s'applique donc que là où il y a une véritable bourgeoisie marchande et capitaliste et non seulement une vague intelligentsia de professions libérales. Ainsi il a un sens en Chine, aux Indes, en Indochine, en Tunisie, il n'en a aucun en Algérie ou à Madagascar quoiqu'en disent nos stupides bureaucrates. Dans tous les cas il ne peut jamais être un mot d'ordre spécifiquement prolétarien (on sait ce que cela a coûté en Chine de l'avoir cru). Là où il a un sens, il ne faut pas en conclure comme le veulent les ultra-gauches, que le prolétariat doit se jeter en travers du mouvement d'indépendance ou s'en désintéresser, mais qu'il doit travailler, conformément aux enseignements de la révolution permanente de Marx et de Trotsky, à transformer la révolution nationale bourgeoise en révolution prolétarienne avec le secours du prolétariat de la métropole, donc se placer sur des perspectives non pas étroitement nationales, mais internationales. L'arme de cette lutte, c'est la constitution de partis communistes indépendants de partis de la bourgeoisie nationale, mais liés internationalement aux partis communistes de la métropole, et non de Kuomintang spécifiquement bourgeois et nationalistes.

A. ARIAT.

De l'idée réactionnaire des Partis Ouvriers et Paysans bipartites pour l'Orient

Ce chapitre est extrait de la dernière partie de la Critique du Projet de Programme de l'Internationale Communiste de Trotsky.

Nous le publions ici en raison du caractère particulièrement brûlant de la question des Partis Ouvriers et Paysans, dans l'Inde aussi bien qu'en France. Dans l'Inde comme en France existent des partis ouvriers et paysans, et tous deux sont les fruits de la politique opportuniste de Staline.

Le Parti Ouvrier et Paysan hindou est sa création directe. Le P. O. P. français est sa création indirecte, la conséquence de sa politique opportuniste, qui engendre incessamment des couches nouvelles de « populistes » de tout genre.

Dans l'Inde, comme en Chine, Staline et l'appareil bureaucratique de l'I. C., ont complètement versé dans l'ornière menchévique. Ils ont abandonné les leçons de Marx et de Lénine, pour celles de Martynov. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire, dans lequel Staline a systématiquement empêché l'organisation d'un Parti Communiste, s'apprête à pâtir cruellement de la politique « ouvrière et paysanne ». La voie de la correction de cette erreur fondamentale passe d'abord par la compréhension marxiste de ce que sont les « partis ouvriers paysans », et de leur fonction de classe. L'article de Trotsky aidera à s'y engager.

En France, le Parti Ouvrier et Paysan, constitué par les éléments les plus opportunistes du Parti Communiste, exclus au début de 1930, représente la pente sur laquelle la politique centrisme (et surtout incohérente) de la direction pousse de larges couches ouvrières. L'article de Trotsky, qui pose aussi la question pour l'Occident, aidera à démasquer le P. O. P. de Sellier, Garchery, etc... C'est aussi sur la base de cette critique que pourra être systématiquement mis à nu l'opportunisme des directions officielles qui engendre mécaniquement des tendances droitières à chacun de ses « tournants ».

Les leçons de la seconde révolution chinoise sont des enseignements pour toute l'I. C., mais avant tout pour les pays de l'Orient.

Tous les arguments présentés pour défendre la ligne de conduite menchevique dans la révolution chinoise devraient avoir, si on les prenait au sérieux, trois fois plus de force par rapport à l'Inde. Le joug de l'impérialisme a là-bas, dans cette colonie classique, des formes infiniment plus directes et concrètes qu'en Chine. Les survivances des rapports féodaux, c'est-à-dire du servage, sont dans l'Inde incomparablement plus profondes et considérables. Néanmoins (ou pour parler plus exactement, précisément pour cette raison), les méthodes appliquées en Chine et qui ont ruiné la révolution auront aux Indes des conséquences encore plus funestes. Seul, un mouvement immense et indomptable des masses populaires, qui justement en raison de son envergure et de son indomptabilité, de ses buts et de ses liens internationaux, ne peut tolérer dans sa direction aucune demi-mesure, aucune compromission ni opportunisme, pourra renverser les hobeaux hindous, la bureaucratie anglo-hindoue et l'impérialisme britannique.

La direction de l'I. C. a déjà fait aux Indes pas mal de fautes. Les circonstances n'ont pas encore permis à ces erreurs de se manifester sur une aussi vaste échelle qu'en Chine. On peut donc espérer que les enseignements des événements chinois permettront de mieux redresser en temps voulu la ligne de la politique dirigeante dans l'Inde et dans les autres pays de l'Orient.

Pour nous la question cardinale est ici, comme partout et toujours, celle du Parti Communiste, de son indépendance complète, de son caractère de classe intransigeant. Dans cette voie, le danger le plus grand est celui de la création des soi-disant Partis « ouvriers et paysans » dans les pays orientaux.

A partir de 1924, qui comptera comme année de la revision ouverte de toute une série des thèses fondamentales de Marx et de Lénine, Staline mit en avant la formule des « Partis ouvriers et paysans bipartites pour les pays de l'Orient ». Elle était basée encore sur cette même oppression nationale qui servit en Orient de camouflage à l'opportunisme, au même titre que la « stabilisation » en Occident. Les télégrammes venant des Indes, ainsi que du Japon, où il n'y a pas d'oppression nationale, annoncèrent fréquemment au cours de la dernière période des interventions des « Partis ouvriers et paysans » provinciaux; ils en parlent comme d'organisations proches, amies de l'I. C., presque comme d'organisations « siennes », sans toutefois définir quelque peu concrètement leur silhouette politique, en un mot, de la même façon qu'on parlait et écrivait tout récemment au sujet du Kuomintang.

Déjà en 1924, la *Pravda* annonçait : « Certains indices montrent que le mouvement de libération nationale en Corée prend graduellement forme au point de vue de l'organisation, adoptant celle de la création d'un Parti ouvrier et paysan ». (*Pravda*, 2 Mars 1924).

Entre temps Staline enseignait aux communistes de l'Orient : « Les communistes doivent passer de la politique du front unique national... à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Dans de tels pays ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, Parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang »... (Staline : *Les questions du Léninisme*, 1928, p. 264).

Les petites « réserves » qui suivaient au sujet de l'autonomie des Partis Communistes (sans doute conforme à « l'autonomie » du prophète Jonas dans le ventre de la baleine) ne servaient que de camouflage. Nous sommes profondément convaincus que le 6^e Congrès devrait dire que dans ce domaine la moindre équivoque est funeste et sera repoussée. Il s'agit là d'une façon tout à fait

nouvelle, complètement fausse, entièrement anti-marxiste, de poser la question fondamentale du parti, de ses rapports avec la classe et les classes.

On défendit la nécessité pour le Parti d'entrer dans le Kuomintang en assurant que celui-ci, d'après sa composition sociale, était le parti des ouvriers et des paysans, que les neuf dixièmes du Kuomintang (ce chiffre fut répété des centaines de fois) appartenaient à la tendance révolutionnaire, et étaient prêts à marcher la main dans la main avec le Parti Communiste. Pourtant au moment et après le coup d'Etat de Changhaï et d'Outchan, ces neuf-dixièmes révolutionnaires du Kuomintang disparurent comme s'ils étaient tombés à l'eau. Personne n'en a retrouvé les traces. Et les théoriciens de la collaboration des classes en Chine, Staline, Boukharine, etc... ne se donnèrent même pas la peine d'expliquer où étaient allés se fourrer les neuf-dixièmes des membres du Kuomintang, les neuf-dixièmes ouvriers et paysans, révolutionnaires, sympathisants, tout à fait « siens ». Pourtant, la réponse qu'appelle cette question a une importance décisive pour comprendre le destin de tous ces Partis « bipartites » préchés par Staline et pour en concevoir plus clairement l'idée même, qui nous rejette bien loin en arrière non seulement du programme du P. C. R. (Bolchevik) de 1919, mais même du *Manifeste du parti communiste* de 1847.

La question de savoir où sont disparus les neuf-dixièmes ne nous apparaîtra clairement que si nous comprenons : premièrement l'impossibilité de l'existence d'un parti bipartite, c'est-à-dire d'un parti de deux classes qui expriment simultanément deux lignes historiques, s'excluant mutuellement, celle du prolétariat et celle de la petite bourgeoisie; deuxièmement, qu'on ne peut réaliser dans la société capitaliste un parti paysan ayant un rôle indépendant, c'est-à-dire un parti exprimant les intérêts de la paysannerie et qui soit en même temps indépendant du prolétariat et de la bourgeoisie.

Le marxisme a toujours enseigné, et le bolchevisme a continué cet enseignement, que le prolétariat et la paysannerie sont des classes différentes, qu'il est faux d'identifier de quelque façon que ce soit leurs intérêts dans la société capitaliste, qu'un paysan ne peut adhérer au Parti Communiste que pour autant qu'il passe du point de vue du propriétaire à celui du prolétariat. Sous la dictature du prolétariat, l'alliance des ouvriers et des paysans n'infirmait pas cette thèse, mais dans une situation différente la confirme par d'autres voies. S'il n'y avait pas des classes *diverses*, ayant des intérêts *divers*, il ne serait pas non plus question d'*alliance*. Celle-ci n'est compatible avec la révolution socialiste que pour autant qu'on l'introduit dans les cadres de fer de la dictature prolétarienne. On ne peut concilier chez nous l'existence de cette dictature avec celle de la Ligue soit-disant paysanne, précisément parce que toute organisation paysanne « ayant sa valeur propre », prétendant résoudre les problèmes politiques qui s'étendent à toute la nation, finirait inévitablement par devenir un instrument entre les mains de la bourgeoisie.

Les organisations qui dans les pays capitalistes se qualifient de partis paysans sont en réalité une variété des partis bourgeois. Tout paysan qui n'adopte pas l'attitude du prolétaire en abandonnant le point de vue du propriétaire sera inévitablement entraîné par la bourgeoisie dans les questions fondamentales de la politique. Il va de soi que tout parti bourgeois qui s'appuie ou veut s'appuyer sur les paysans, et si cela est possible sur les ouvriers, est obligé de se camoufler, c'est-à-dire de se revêtir de teintes combinant deux ou trois couleurs. La fameuse idée des Partis « ouvriers et paysans » semble être spécialement créée pour le camouflage des partis bourgeois obligés de chercher un appui chez les paysans, mais qui sont disposés à englober aussi dans leurs rangs des ouvriers.

Désormais le Kuomintang est entré pour toujours dans l'histoire comme type classique d'un parti de ce genre.

Comme on le sait, la société bourgeoise est construite de façon à ce que les masses non possédantes, mécontentes et trompées, se trouvent en bas, tandis que les trompeurs satisfaits soient en haut. C'est suivant ce principe qu'est établi aussi tout parti bourgeois, s'il est vraiment un parti, c'est-à-dire s'il embrasse la masse dans des proportions quelque peu considérables. Il n'y a dans la société de classe qu'une minorité d'exploiteurs, d'escrocs et de violents. Aussi tout parti capitaliste est-il obligé de reproduire et de refléter d'une façon ou de l'autre dans ses rapports internes les rapports qui existent dans la société bourgeoise en général. Ainsi, dans tout parti bourgeois de masse la base est plus démocratique, plus « gauche », que le sommet. Cela est vrai pour le Centre allemand, les radicaux français, et d'autant plus pour la Social-démocratie. C'est pour cela que les jérémiades inlassables de Staline, Boukharine, etc., se plaignant de ce que la base « gauche » du Kuomintang, « l'écrasante majorité », les « neuf-dixièmes », etc., etc., ne se reflètent pas dans les sphères supérieures, sont tellement naïves et sans excuses. Ce que l'on représenta dans ces bizarres jérémiades comme un malentendu éphémère, gênant, et qu'il fallait éliminer par des mesures d'organisation, des instructions, et des circulaires, est en réalité le trait caractéristique essentiel d'un parti bourgeois, surtout au cours d'une époque révolutionnaire.

C'est bien sous cet angle qu'il faut juger l'argument fondamental des auteurs du projet de programme défendant tous les blocs opportunistes en général, aussi bien en Angleterre qu'en Chine. D'après eux la fraternisation dans les sphères supérieures se fait exclusivement dans l'intérêt de la base.

Comme on le sait, l'Opposition exigeait que le Parti sorte du Kuomintang. « On se demande pourquoi? dit Boukharine. Parce qu'en haut les chefs du Kuomintang hésitent? (?). Et la masse du Kuomintang, n'est-ce que du « bétail »? Depuis quand décide-t-on de l'attitude à observer envers une organisation de masse d'après ce qui se passe dans « sa sphère la plus élevée »? (*Le moment actuel dans la révolution chinoise.*)

La possibilité même de présenter un pareil argument apparaît comme invraisemblable dans un parti révolutionnaire. « Et la masse du Kuomintang, n'est-ce que du bétail », demande Boukharine. Certainement, c'est du bétail. Dans tout parti bourgeois la masse est toujours du bétail, quoiqu'elle le soit à des degrés différents. Mais enfin, pour nous, la masse n'est pas du bétail? En effet, mais c'est précisément pour cela qu'il nous est interdit de la pousser dans les bras de la bourgeoisie, *en dissimulant celle-ci sous le nom de parti ouvrier et paysan*. C'est justement pour cela qu'il nous est interdit de subordonner le Parti du prolétariat à celui de la bourgeoisie, mais qu'au contraire nous devons à chaque pas les opposer l'un à l'autre. La sphère « élevée » du Kuomintang, dont Boukharine parle avec ironie comme de quelque chose de secondaire, d'importé, d'éphémère, est en réalité l'âme du Kuomintang, son essence sociale. Certes, la bourgeoisie n'est dans le parti qu'une « sphère supérieure » comme elle l'est aussi dans la société. Mais ce sommet est puissant par son capital, ses connaissances, ses relations, la possibilité qu'il a toujours de s'appuyer sur les impérialistes, et surtout par son pouvoir de fait dans l'Etat et dans l'armée, qui se confond intimement avec la direction dans le Kuomintang lui-même. C'est justement lui qui rédigea les lois contre les grèves, qui étouffa les interventions des paysans, qui refoula les communistes dans l'ombre, leur permettant, dans le meilleur cas, de ne constituer que le tiers du parti, leur

faisant jurer de placer le sun-yat-senisme petit-bourgeois au-dessus du marxisme. La base se rapprochait, se traînait vers ce sommet, lui servant, à côté de Moscou, de point d'appui « à gauche », tandis que les généraux, les compradores, les impérialistes l'appuyaient à droite. Considérer le Kuomintang non pas comme un parti bourgeois, mais comme une arène neutre de lutte pour avoir avec soi les masses, jeter comme atout les neuf-dixièmes de base de gauche pour masquer la question de savoir qui est le maître dans la maison, signifiait consolider la puissance et le pouvoir de la « sphère élevée » en l'aidant à transformer des masses de plus en plus nombreuses en « bétail », en préparant dans les conditions les plus favorables pour ce sommet le coup d'Etat de Changhaï. En se basant sur l'idée réactionnaire du parti bipartite, Staline et Boukharine s'imaginaient que les communistes obtiendraient avec les « gauches » la majorité dans le Kuomintang, et par là même le pouvoir dans le pays, car en Chine le pouvoir est aux mains du Kuomintang. En d'autres termes ils s'imaginaient que par de simples réélections dans les Congrès du Kuomintang le pouvoir passerait des mains de la bourgeoisie dans celle du prolétariat. Peut-on concevoir une dévotion plus attendrissante, plus idéaliste, envers « la démocratie dans le parti »... quand il s'agit d'un parti bourgeois ? Car l'armée, la bureaucratie, la presse, les capitaux, sont entre les mains de la bourgeoisie. C'est justement pour cela aussi qu'elle tient le gouvernail du parti au pouvoir. Le « sommet » bourgeois ne tolère ou n'a toléré « neuf-dixièmes » de gauche (et de gauche de cette sorte) que dans la mesure où ils ne portent pas atteinte, à l'armée, à la bureaucratie, à la presse, aux capitaux. Grâce à ces puissants moyens, la sphère bourgeoise supérieure maintient soumis, non seulement les soi-disant neuf-dixièmes des membres de « gauche » du parti, mais les masses populaires dans leur ensemble. Or la théorie du bloc des classes, la théorie du Kuomintang, en tant que parti ouvrier et paysan, aide en cela la bourgeoisie de son mieux. En revanche, quand la bourgeoisie heurte ensuite en ennemie les masses et les mitraille, dans cette collision de deux forces réelles, la bourgeoisie et le prolétariat, on n'entend même pas bêler les fameux neuf-dixièmes. La pitoyable fiction démocratique disparaît sans laisser de traces en présence de la sanglante réalité de la lutte des classes.

Voilà le véritable mécanisme politique, le seul possible, des « partis ouvrier et paysans bipartites en Orient ». Il n'en existe et il n'en existera point d'autre.

Quoique l'idée des partis bipartites cite dans son exposé des motifs l'oppression nationale, qui soi-disant abroge la doctrine de Marx sur les classes, nous connaissons déjà des avortons « ouvriers et paysans » au Japon, où il n'y a pas du tout de joug national. Mais ce n'est pas assez ; la chose ne se limite nullement à l'Orient seul. L'idée « bipartite » tente de devenir universelle. Dans ce domaine, la tentative qui eut le plus l'aspect d'une caricature fut celle, dont nous avons parlé plus haut, que fit le Parti Communiste Américain, en soutenant la candidature présidentielle du sénateur bourgeois « anti-trust » La Follette, afin d'amener ainsi les farmers américains à la révolution sociale. Pepper, le théoricien de la manœuvre, un de ceux qui firent périr la révolution hongroise parce qu'ils n'avaient pas remarqué la paysannerie magyare, fit en Amérique (sans doute par compensation) une vaste tentative pour détruire le P. C. Américain en le dissolvant parmi les farmers. La théorie de Pepper consistait en ce que la super-plus-value du capitalisme américain transforme le prolétariat d'Amérique en une aristocratie ouvrière mondiale. Par contre la crise agraire ruinerait les farmers et les pousserait dans la voie de la révolution

socialiste. Le Parti, comptant quelques milliers de membres, surtout des immigrants, aurait dû, suivant la conception de Pepper, s'emboîter avec les farmers, par l'intermédiaire d'un parti bourgeois, et après avoir formé un parti « bipartite », assurer la révolution socialiste, en présence de la passivité et de la neutralité d'un prolétariat corrompu par la super-plus-value. Cette idée délirante a eu des partisans et des semi-partisans dans les sphères supérieures de l'I. C.; pendant plusieurs semaines la balance oscilla tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, jusqu'à ce que l'on fît enfin une concession à l'ABC du marxisme (on disait dans les coulisses aux préjugés du trotskysme). Il fallut arracher au lasso le P. C. Américain du Parti La-Follette, qui mourut avant son fondateur.

Tout ce que le nouveau révisionnisme invente d'abord pour l'Orient est ensuite transporté en Occident. Si Pepper tenta de l'autre côté de l'Océan de brutaliser l'histoire avec son parti bipartite, les derniers renseignements reçus montrent que l'essai du Kuomintang a trouvé des imitateurs en Italie où l'on tente, paraît-il, d'imposer à notre parti le mot d'ordre monstrueux d'une « assemblée républicaine s'appuyant (?) sur des comités ouvriers et paysans ». Dans ce mot d'ordre l'esprit de Chang-Kai-Chek donne l'accolade à celui de Hilferding. En arriverons-nous vraiment là?



Pour conclure, il nous reste à rappeler que l'idée du parti « ouvrier et paysan » rejette de l'histoire du bolchevisme toute la lutte contre les populistes sans laquelle il n'y aurait pas de parti bolchevik. Quelle était la signification de cette lutte historique? Lénine écrivait ceci en 1900 au sujet des socialistes révolutionnaires : « l'idée fondamentale de leur programme n'était nullement qu'il fallait « une alliance des forces » entre le prolétariat et la paysannerie, mais qu'il n'y avait pas d'abîme de classe entre celui-ci et celle-là; qu'il ne fallait pas tracer une ligne de démarcation de classe entre eux, que l'idée social-démocrate sur le caractère petit-bourgeois de la paysannerie, ce qui la distinguerait du prolétariat, était radicalement fausse ». (Vol. 11, p. 198, Part. I).

En d'autres termes, le Parti bipartite ouvrier et paysan est l'idée cardinale du populisme russe et ce n'est qu'en luttant contre elle qu'a pu grandir le parti de l'avant-garde prolétarienne dans la Russie paysanne.

Lénine répéta avec ténacité, inlassablement, à l'époque de la révolution de 1905 : « Se méfier de la paysannerie, s'organiser indépendamment d'elle, être prêt à lutter contre elle, pour autant qu'elle intervienne d'une façon réactionnaire ou anti-prolétarienne ». (Vol. 6, p. 113. C'est nous qui soulignons).

En 1906, Lénine écrit : « Un dernier conseil : prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes, organisez-vous séparément, ne faites confiance à aucun petit propriétaire, même petit, même travailleur... Nous soutenons entièrement le mouvement paysan, mais nous devons nous souvenir que c'est le mouvement d'une autre classe, non pas de celle qui peut accomplir et qui accomplira le bouleversement socialiste ». (Vol. 9, p. 410).

Cette pensée revient dans des centaines de travaux petits et grands de Lénine. En 1908 il explique : « On ne peut en aucun cas concevoir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion, mais même tout accord durable serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière, et affaiblirait, la lutte démocratique révolutionnaire ». (Vol. 11, Partie I, p. 79. C'est nous qui soulignons).

Peut-on condamner d'une façon plus cinglante, plus impitoyable, l'idée même du parti ouvrier et paysan?

Quant à Staline, il enseigne : « Le bloc révolutionnaire anti-impérialiste... peut prendre, mais ne doit pas toujours (!) obligatoirement (!) prendre la forme d'un parti ouvrier et paysan unique lié au point de vue forme (?) par une plate-forme unique ». (*Les questions du Léninisme*, 1928, p. 265).

Lénine enseignait que l'alliance des ouvriers et des paysans ne devait en aucun cas et jamais aboutir à l'unification des partis. Quant à Staline, il ne fait à Lénine qu'une seule concession : quoique d'après lui le bloc des classes doive prendre « la forme d'un parti unique », d'un parti ouvrier et paysan dans le genre du Kuomintang, cela n'est pas toujours obligatoire.

Merci tout au moins pour cette restriction.

C'est avec la même intransigeance que Lénine pose la question à l'époque de la révolution d'Octobre. Généralisant l'expérience des trois révolutions russes, Lénine, à partir de 1918, ne laisse échapper aucune occasion de répéter que dans une société où prédominent des rapports capitalistes, il y a deux forces qui décident : la bourgeoisie et le prolétariat.

« Si le paysan ne suit pas les ouvriers, il marche à la remorque de la bourgeoisie; il n'y a pas et il ne peut y avoir de milieu ». (Lénine, Vol. 16, 1919, p. 219).

Pourtant, un « parti ouvrier et paysan » est précisément une tentative de trouver une solution moyenne.

Si l'avant-garde du prolétariat russe ne s'était pas opposé à la paysannerie, si elle n'avait mené une lutte impitoyable contre la nébulosité petite-bourgeoise enlisante de cette paysannerie, elle se serait inévitablement dissoute elle-même dans les éléments petit-bourgeois, par l'intermédiaire du social-révolutionnarisme ou de quelque autre « parti bipartite », qui à son tour l'aurait inévitablement soumise à la direction de la bourgeoisie. Pour aboutir à l'alliance révolutionnaire avec la paysannerie (et on n'y arrive pas sans peine), il faut au préalable que l'avant-garde prolétarienne, et par elle la classe ouvrière dans son ensemble, se libère des masses populaires petites-bourgeoises. Cela ne s'obtient qu'en éduquant le parti prolétarien dans un esprit d'intransigeance de classe bien trempé.

Plus le prolétariat est jeune, plus ses « liens de parenté » avec la paysannerie sont récents et intimes, plus la proportion de population qu'elle constitue est grande, et plus la lutte contre toute alchimie politique « bipartite » acquiert d'importance. En Occident l'idée du Parti ouvrier et paysan est simplement ridicule. En Orient elle est funeste. En Chine, aux Indes, au Japon elle est l'ennemie mortelle, non seulement de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, mais aussi de l'autonomie élémentaire de l'avant-garde prolétarienne. Le Parti ouvrier et paysan ne peut être qu'une base, un écran, un tremplin pour la bourgeoisie.

Fatalement également, dans cette question essentielle pour tout l'Orient, le revisionnisme actuel ne fait que répéter les erreurs de l'ancien opportunisme social-démocrate d'avant la révolution. La majorité des chefs de la social-démocratie européenne considéraient comme une erreur notre lutte contre les socialistes-révolutionnaires; ils recommandaient avec insistance la fusion des deux partis, estimant que pour « l'Orient » russe le Parti ouvrier et paysan viendrait juste à point. Si nous avions écouté ces conseils, nous n'aurions jamais réalisé ni l'alliance des ouvriers et des paysans, ni la dictature du prolétariat. Le Parti ouvrier et paysan « bipartite » des socialistes-révolutionnaires devint

chez nous, et n'aurait pas pu ne pas devenir, une agence de la bourgeoisie impérialiste; autrement dit, il tenta en vain de remplir le même rôle historique, que d'une façon différente, avec « originalité », à la manière chinoise, et grâce aux revisionnistes du bolchevisme, remplit avec succès le Kuomintang. Sans condamner impitoyablement l'idée même des Partis Ouvriers et Paysans en Orient il n'y a pas et il ne peut y avoir de Programme de l'Internationale Communiste.

L. TROTSKY.

TOUS LES COMMUNISTES DOIVENT LIRE

LES OUVRAGES DE LEON TROTSKY

	Fr.
Nouvelle Etape	5.—
1905	25.—
Europe et Amérique	6.—
Où va l'Angleterre?	8.50
Cours nouveau	4.—
Lénine	12.—
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?	3.50
La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition	3.—
La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste	3.—
La Révolution défigurée	15.—
Ma Vie (Tome I)	16.50

*En vente à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre et
Meuse. — Paris X^e.*

NOTE :

L'organisation de l'opposition de gauche en France

LA « LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION) »
S'EST CONSTITUEE AU MOIS D'AVRIL 1930

Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel d'un article qui a paru dans le n° 32 de La Vérité (18 avril), comme introduction aux statuts de la Ligue Communiste (Opposition), qui sont publiés plus bas.

L'opposition communiste fait des progrès qu'il serait puéril de nier, mais qu'il serait puéril aussi de surestimer. Une saine appréciation de nos forces est la base nécessaire d'une juste organisation. Or nos forces nous ont obligé aujourd'hui à adopter une forme d'organisation définie sous le titre général de *Ligue Communiste (Opposition)*.

Les modalités de l'organisation ne sont pas pour nous et ne peuvent être pour aucun communiste, une question formelle. La question d'organisation est une question politique. La façon dont on envisage l'organisation reflète forcément une conception politique définie de l'action.

C'est la façon dont nous avons compris notre lutte par rapport au parti qui a déterminé notre forme d'organisation. Contrairement aux liquidateurs de droite, P. O. P., etc..., nous considérons qu'il n'y a pas de position moyenne entre la social-démocratie et le communisme. Il faut choisir entre les deux, quitte à n'être dans le mouvement communiste qu'une minorité durement brimée et combattue. Nous sommes communistes et restons communistes, malgré la bureaucratie officielle du Parti qui, elle, abandonne et défigure chaque jour les données fondamentales de l'activité révolutionnaire marxiste. Nous l'avons déjà dit : « Aujourd'hui, après la faillite de la 2^e Internationale et la Révolution Russe, et douze ans après cette révolution, la 3^e Internationale est constituée sur un modèle bureaucratique, qui rejette automatiquement les meilleurs forces du marxisme révolutionnaire, du communisme. Les communistes ne peuvent donc plus travailler dans leur organisation. D'où la nécessité pour eux de se constituer en fraction indépendante. Mais cette fraction ne doit pas être considérée comme un îlot de fortune suspendu au-dessus des Internationales. Non, c'est une fraction internationale qui représente l'élément marxiste révolutionnaire véritablement communiste, quoique hors de la 3^e Internationale ».

En France, la dégénérescence du Parti a atteint un degré beaucoup plus accentuée que dans d'autres pays. Mais cela ne diminue en rien le fait que c'est sur la base des principes adoptés par l'I. C. dans ses quatre premiers

Congrès, et qui ont permis la fondation et le développement du P. C. F. jusque vers 1924, que tout noyau de renaissance communiste doit se tenir et combattre. Nous n'espérons rien des méthodes de bluff et de corruption qui règnent en maîtresses dans le Parti. Mais nous ne voulons pas abandonner à cette bureaucratie le terrain de la lutte communiste. C'est pourquoi, partout où les ouvriers vont vers le Parti communiste, partout où le Parti communiste entretient des organisations, nous y sommes aussi. Nous sommes dans le Parti si nous pouvons y être, nous sommes hors du Parti si l'on nous exclut, mais de toutes façons nous restons là où sont les ouvriers révolutionnaires. Cela veut donc dire aussi que là où le Parti n'est pas, là où le Parti a disparu sous le discrédit, nous devons aussi exister.

Dans le Parti notre premier devoir est de lutter sans répit contre les erreurs permanentes de la direction. Il est de travailler avec nos camarades de la base dans toutes les luttes contre la bourgeoisie, mais en dénonçant chaque fois qu'il est nécessaire la fausse tactique de l'appareil. Dans le Parti nous devons avoir une fraction sérieusement organisée.

En dehors du Parti l'opposition communiste doit créer des noyaux, des groupes, partout où elle le peut. Là, sa lutte sera celle que devrait mener le Parti : une lutte justement orientée, une éducation solide de ses membres, en un mot, elle doit jeter les bases d'une saine organisation communiste en France.

C'est dans ce sens qu'après sept mois de travail nous avons constitué la *Ligue Communiste (Opposition)*. Il faut que chaque membre du Parti qui sympathise avec la gauche y adhère et continue à lutter dans le Parti sans défaillance. Il faut que tous les camarades qui ont été exclus du Parti pour leur action révolutionnaire y adhèrent et continuent ainsi à mener la lutte contre la bourgeoisie. Il faut enfin que les camarades qui hésitent à entrer dans le Parti communiste parce que dès maintenant ils se sentent incapables de lui accorder leur confiance, adhèrent à la Ligue Communiste.

Nous ne sommes pas, nous ne voulons pas et nous ne pouvons pas être un « second parti », c'est-à-dire l'embryon d'un Parti communiste qui se présente à la classe ouvrière comme absolument détaché de l'Internationale Communiste et dont, par conséquent, le but immédiat devrait être forcément la réalisation d'une organisation de masse, dépassant largement l'influence du Parti communiste officiel. Telle n'est pas notre position. Nous restons une fraction organisée sur la base des principes de l'Internationale Communiste, par conséquent nous ne pouvons pas opposer à l'I. C. une nouvelle organisation (en France tout au moins). Nous savons qu'assez longtemps encore notre travail ne pourra pas atteindre la large masse, en grande partie parce que nos forces ne sont pas encore suffisantes pour réaliser toutes les tâches qui nous incombent. Mais ces forces sont déjà suffisantes pour nous permettre de réaliser le travail de notre première étape : l'organisation d'une solide base pour la gauche dans le mouvement communiste, la publication d'un journal lié à la vie de l'avant-garde révolutionnaire et largement diffusé, l'éducation sérieuse des camarades adhérents à la gauche.

Quelles perspectives immédiates s'ouvrent devant nous, on ne peut pas l'exposer avec toute la précision souhaitable. Un facteur reste très difficile à évaluer : c'est celui de la crise du Parti. La crise du Parti a sa source dans les combinaisons bureaucratiques élaborées à Moscou, et ces combinaisons elles-mêmes dépendent étroitement des courants imposés à la bureaucratie dirigeante russe par le développement des forces de classes en U. R. S. S. A l'autre pôle,

c'est-à-dire en France, il y a cependant d'autres facteurs influents, en tout cas qui peuvent devenir beaucoup plus influents, qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. C'est d'abord la réaction spontanée sous la pression des circonstances, des ouvriers eux-mêmes. Cette réaction doit forcément se produire et on peut dire qu'elle s'est déjà produite, non seulement en France, mais aussi dans d'autres pays; sans cela on ne s'expliquerait pas le « développement inégal » de la crise de dégénérescence de l'I. C. dans les différents pays européens, très frappant si l'on compare par exemple la France et l'Allemagne.

Enfin il y a un facteur dont il dépend de nous de multiplier l'importance : c'est l'influence de l'opposition communiste sur la politique du Parti. Sur ce point il ne faut se faire d'illusion ni dans un sens ni dans l'autre. Il ne faut jeter le Parti aux orties, ni croire à un « redressement » magique et immédiat. Ce qu'il faut c'est lutter côte à côte avec la base du Parti partout où on le peut et tant que les circonstances non seulement le permettent, mais l'exigent. Ainsi, il est clair que dans la région parisienne, notre effort doit viser avant tout à convaincre les camarades de la justesse de notre point de vue en combattant côte à côte avec eux dans les luttes ouvrières et en leur montrant chaque fois que l'occasion s'en présente, quelles sont les erreurs de l'activité du Parti et où elle l'entraîne. La question se pose différemment dans d'autres régions, notamment dans les grandes régions industrielles du Nord, de l'Est et du Centre, dans lesquelles le Parti possède un nombre dérisoire de noyaux. Dans ces régions, partout où elle le peut, la Ligue Communiste doit créer ses propres noyaux.

Tout ce travail réclame des camarades de l'opposition beaucoup de patience, de confiance, d'énergie. La crise du Parti n'est pas de celles qui se résoudront en un jour, mais ce qu'il faut c'est la résoudre au bénéfice du mouvement communiste et non au bénéfice de la social-démocratie, et c'est à cette tâche que la Ligue Communiste doit continuer sans relâche à travailler.

Nous nous adressons ici à tous les camarades du Parti : nous leur disons : continuer à lutter dans le Parti avec la Ligue Communiste ! Lisez la *Vérité* ! Aux camarades que l'on exclut, ou qui quittent le Parti nous disons : venez lutter avec la Ligue Communiste, repoussez les groupements de social-démocrates masqués, comme le P. O. P. ! La place d'un ouvrier révolutionnaire, même exclu du Parti, est dans les rangs de la Ligue communiste (Opposition), contre la bourgeoisie, contre le Parti socialiste, contre le P. O. P. et les liquidateurs de droite !

STATUTS

Article premier. — La Ligue Communiste (Opposition) groupe les communistes qui poursuivent l'organisation et l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, pour l'abolition du régime capitaliste par la dictature du prolétariat, dans la voie tracée par les quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste, selon les principes du marxisme révolutionnaire.

Art. 2. — Les membres de la Ligue acceptent les principes, les statuts, la tactique et la discipline de la Ligue. Ils se conforment aux décisions des conférences internationales et nationales et de la Commission Exécutive.

Ils peuvent appartenir au Parti ou aux Jeunesses communistes. Ils doivent appartenir au syndicat ouvrier de leur profession.

ADHESION

Art. 3. — L'adhésion individuelle est soumise à la décision du groupe local et à la ratification de la Commission Exécutive. L'adhésion collective est soumise à la décision de la Commission Exécutive.

RADIATION

Art. 4. — La radiation d'un adhérent est prononcée par le groupe de base et ratifiée par la Commission Exécutive. Elle peut être prononcée directement par la Commission Exécutive.

On pourra appeler de ces décisions devant la Conférence Nationale. Le membre ou le groupe, dont l'exclusion est demandée, sera toujours entendu.

ORGANISATION DE BASE

Art. 5. — Les membres de la Ligue sont organisés sur la base territoriale. L'organisation de base prend le nom de Groupe de telle localité de la Ligue Communiste (Opposition).

Partout où le groupe de base le jugera possible, des organisations seront établies sur la base de l'entreprise.

Art. 6. — Le groupe local désigne un secrétaire, un trésorier et un ou deux adjoints qui constituent le bureau du groupe. Le bureau est en liaison directe avec la Commission Exécutive.

CONFERENCE NATIONALE

Art. 7. — La Conférence Nationale de la Ligue représente l'ensemble des membres de la Ligue. Elle se tiendra au moins une fois par an. La Conférence Nationale sera en outre convoquée soit par la Commission exécutive lorsqu'elle le jugera utile, soit sur la demande d'un tiers des membres. Les groupes seront représentés proportionnellement à l'effectif de leurs membres. Les votes auront lieu par mandats.

Art. 8. — La Conférence Nationale fixe les directives de la politique, de l'organisation et de l'action de la Ligue Communiste. Elle se prononce sur les rapports politiques, d'organisation et d'administration des organismes exécutifs.

Elle procède à la désignation de la Commission Exécutive au scrutin majoritaire.

Art. 9. — Le régime de la Ligue est le régime du centralisme démocratique. La majorité exprimant la volonté de la Conférence Nationale dirige la Ligue.

La Ligue reconnaît à tous les membres le droit de libre discussion intérieure.

LA COMMISSION EXECUTIVE

Art. 10. — La Commission Exécutive dirige et administre la Ligue dans l'intervalle des Conférences Nationales, conformément aux décisions des conférences. Elle contrôle les organes périodiques. Elle représente la Ligue dans les organisations internationales.

Art. 11. — La Commission Exécutive peut être saisie en tout temps et directement de toute question par tout membre de la Ligue.

La Commission Exécutive résout tous les conflits intérieurs à la Ligue. Appel de ses décisions peut être interjeté devant la Conférence Nationale.

Art. 12. — Exceptionnellement jusqu'à la première Conférence Nationale, la Commission Exécutive pourra s'adjoindre de nouveaux membres par cooptation.

SECRETARIAT

Art. 13. — La Commission Exécutive désigne un secrétariat constamment responsable devant elle. Elle procède d'une façon générale aux délégations nécessaires pour l'action politique et l'administration de la Ligue.

SOTTISIER

Il faut avoir confiance dans l'évolution ultérieure de la situation et dans celle de l'Independent Labour Party. Il importe de soutenir beaucoup ce dernier. Il pourra être l'axe d'un redressement de l'ensemble du mouvement international, de la renaissance d'un mouvement révolutionnaire en dehors du bolchevisme.

Un correspondant de *La Révolution Proletarienne*, 1^{er} Mai 1930.

Quel est donc le membre du Parti qui n'est pas d'accord avec la ligne générale de celui-ci? Voit-on d'ici un « communiste » se déclarant en désaccord avec cette ligne? N'importe quelle organisation lui montrerait la porte.

Discours de *Molotov* au C. C. du P. C. R. le 13 novembre 1929.
L'Internationale Communiste, n° 9. 20 Mars 1930.

L'histoire du premier ministère travailliste aura été simplement celle de son impuissance; celle du second est celle de la réaction produite par cette impuissance; la troisième sera la victoire de cette réaction, le début de la réalisation du socialisme dans le plus vieux des pays capitalistes.

Louzon, dans *La Révolution Proletarienne*, n° 106.

LES LIVRES

PR. HOLVDAN-KOHT : *La lutte des paysans en Norvège du XVI^e au XIX^e siècle* (Payot, éditeur).

C'est au matérialisme historique que le président de l'Académie des Sciences et des Lettres d'Oslo confie le soin de faire la lumière sur les origines de la démocratie norvégienne. Il prend le mouvement paysan depuis le début du Moyen Age (époque Viking) jusqu'en 1814, année de l'instauration d'un régime parlementaire et de l'union avec la Suède. Il insiste particulièrement sur les deux ou trois derniers siècles de cette période, car leur importance est considérable dans l'évolution historique. Ils sont les témoins de la dissolution de la féodalité et de l'apparition sur la scène politique de la classe bourgeoise. En Norvège comme ailleurs, la noblesse règne sans partage sur les paysans jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Le roi est à Copenhague au Danemark, il apparaît rarement. Ses baillis et gouverneurs ont tout pouvoir pour pressurer les paysans soumis pour la plupart aux droits féodaux. Aussi dans toute cette première époque la lutte de classes se concentre entre les féodaux et les paysans. La bourgeoisie existe déjà dans les villes et les ports où le négoce est florissant (les Norvégiens ont été et sont encore des navigateurs), mais elle n'a aucun rôle actif. La réforme luthérienne marque le début de son ascension. L'église féodale est détruite, les biens du clergé vendus au profit des bourgeois, le pasteur luthérien est un fonctionnaire du roi; le rationalisme s'introduit dans les mœurs royales. Le développement des industries du bois et de la pêche provoque une baisse générale des prix de la terre, le taux de la rente foncière s'écroule; le roi devenu l'agent de la bourgeoisie, en profite pour frapper à mort la vieille noblesse. De 1680 à 1687, il la liquide totalement, substituant à ses anciens vassaux des fonctionnaires payés et soumis; les terres sont vendues à vil prix et une couche nouvelle de propriétaires paysans naît. La bourgeoisie qui manœuvre le pouvoir d'Etat, institue une sorte de mercantilisme bureaucratique qui laisse loin derrière lui les pauvres tentatives de Louis XIV en France à cette même époque. Elle accède à une existence officielle par l'établissement à son profit du monopole du commerce extérieur. A nouveau, la lutte de classes va se développer. La suppression, même partielle, des entraves féodales libère les forces productives des campagnes. En cent ans, la production des céréales triple tandis que la population double et cette production va se heurter au monopole bourgeois. Tout le XVIII^e siècle ne sera qu'une lutte des paysans contre le pouvoir bourgeois et contre les prix de monopole qu'il a imposés. A

partir de 1750, la hausse des prix et des impôts pousse au paroxysme le conflit. Ce sont la guerre des Strilar (1765), le soulèvement de 1787 dirigé par le héros populaire et martyr, Lofthans. La lutte prend même un aspect religieux : en 1796, il y a une véritable explosion de mystique chrétienne et égalitaire dirigée par le paysan Hange contre le rationalisme luthérien accusé d'être une religion de gouvernants. Sous la pression paysanne, un régime représentatif est institué en 1814 et conservé par le nouveau roi de Suède l'ex-maréchal Bernadotte. Un trait remarquable de la paysannerie norvégienne c'est sa conscience de classe, une conscience qui déborde le cadre national. C'est ainsi que par dessus leurs souverains, paysans Norvégiens et Suédois signaient des pactes de non agression, les « paix paysannes ». Il a été impossible aux rois pendant trois cents ans d'employer une armée paysanne soit contre l'extérieur, soit contre les paysans eux-mêmes. L'auteur nous cite de multiples cas de fraternisation. Il consacre aussi plusieurs chapitres au folklore et à l'art populaire si développé en Norvège; leur apparition date de la transformation de la propriété agraire. Cependant l'art n'a jamais été que l'apanage des couches supérieures de la paysannerie. La paysannerie est une classe d'essence bourgeoise et elle ne peut se développer qu'en se différenciant. L'accession à la propriété s'est accompagnée de la création d'un prolétariat mi-industriel mi-agraire qui n'a jamais profité des victoires paysannes sur la bourgeoisie. La bourgeoisie actuelle est en grande partie issue des couches paysannes supérieures. C'est dans la lutte contre l'ancienne bourgeoisie presque entièrement Danoise et même Allemande que le sentiment national Norvégien s'est forgé. Les paysans ont substitué à la vieille langue danoise le dialecte norvégien et ce sont eux qui ont constitué la nation moderne que nous connaissons.

L'auteur, analysant les causes de la victoire paysanne, arrive à cette conclusion : « C'est, je crois, une vérité historique qu'aucune classe nouvelle ne réussit à gagner les avenues du pouvoir sans qu'elle ait créé en elle même quelque manière d'aristocratie, une élite qui, à la fois du point de vue économique et du point de vue intellectuel domine les autres membres de la même classe et qui pour cette raison peut prendre la tête du soulèvement » (p. 177). Tel est l'enseignement des luttes paysannes. Il rejoint à travers les méandres de l'histoire et sur le plan spécifique de la classe ouvrière celui de la nécessité cent fois confirmée d'un parti dirigeant du prolétariat, telle qu'elle a été formulée par Marx, Engels, Lénine et Trotsky.

P. S.

MAX BEER. — *Histoire générale du Socialisme et des luttes sociales. T. I. l'Antiquité.* Trad. et préface de M. Ollivier. (Les Revues, éd. — 12 fr.).

Autant que l'on en peut juger par ce premier tome, l'ouvrage de Max Beer, malgré son intérêt incontestable, donne beaucoup moins que ce que promet son titre et surtout ce que promettent son traducteur et ses éditeurs. Après avoir fait quelques réserves, Marcel Ollivier déclare que « tel qu'il est, c'est le meilleur exposé qui soit de l'histoire mondiale de ses origines jusqu'à nos jours »; les éditeurs, de leur côté, l'annoncent « comme une histoire générale de l'humanité, considérée du point de vue matérialiste ». Nous pensons, que pour être apprécié à sa juste valeur, l'ouvrage de Max Beer gagnerait au contraire à être d'abord ramené à ses justes proportions et à être présenté de façon beaucoup moins ambitieuse.

On ne peut qualifier d'histoire générale de l'Humanité, un simple exposé chronologique des idéologies relatives à la propriété privée, lié d'une manière assez lâche à des considérations sur les luttes sociales qui les sous-tendent. On ne peut surtout considérer comme une histoire générale de l'humanité du point de vue matérialiste, un ouvrage où les idéologies sont au premier plan, les luttes sociales au second plan.

En réalité Max Beer n'a pas prétendu écrire une histoire générale de l'humanité, mais une histoire matérialiste des doctrines socialistes.

Sur ce point on peut lui reprocher de ne pas réaliser pleinement son but, de se montrer insuffisamment historien et insuffisamment matérialiste.

C'est être insuffisamment historien que de cultiver l'anachronisme au point de laisser supposer qu'il y a un socialisme éternel dont les tendances de Platon et celles de Karl Marx ne seraient que des variétés. L'équivoque des mots pourrait être compensée par un exposé général des différences entre le « socialisme » antique et le socialisme moderne que l'on cherche vainement en conclusion.

Le socialisme moderne s'oppose cependant sur tous les points au « socialisme » antique. Il ne s'en rapproche que d'une manière formelle par la négation de la propriété privée. Le socialisme moderne vise à la disparition des classes dans la société, le socialisme antique sous sa forme pratique spartiate ou théorique platonicienne est aristocratique et ne tend qu'à perpétuer une domination de classe ou de caste. Le socialisme antique est ascétique et moral et vise à la restriction de la production et de la consommation dont le socialisme moderne entend assurer le développement maximum. Le socialisme antique ne connaît d'autre cadre que les dimensions restreintes d'une petite cité, le socialisme moderne est, au contraire, international. Le socialisme antique est réactionnaire et regarde en arrière vers l'âge d'or perdu, le socialisme moderne est révolutionnaire et regarde en avant. Le socialisme antique ne connaît d'autre forme de production que la production agraire,

le socialisme moderne a sa base dans la production industrielle. Le théoricien du socialisme antique, Platon, est enfin le père de toutes les philosophies idéalistes, tandis que le théoricien du socialisme moderne, Marx, parachève l'œuvre de toutes les philosophies matérialistes.

Insuffisamment historien, Max Beer l'est parce qu'insuffisamment matérialiste. Il ne marque que d'une manière très lâche le lien des doctrines sociales aux luttes sociales. Il ne souligne pas assez le caractère militaire du communisme spartiate qui est celui d'un camp de vainqueurs établi sur le dos d'une population vaincue qui doit lui assurer sa subsistance. Platon est défini par lui de manière vague comme « aristocrate intellectuel », alors qu'il faudrait préciser la nature de classe de cet aristocratism qui est celui des agrariens d'Athènes opposés au progrès de la démocratie introduite par le capitalisme commercial. Le philosophe Sénèque, gros propriétaire oisif et lâche courtisan, une des figures les plus hypocrites de l'histoire est défini avec les stoïciens comme « anarchiste-communiste internationaliste » (1).

D'une manière générale, Max Beer, tend à noyer les formes précises de la lutte des classes dans le concept vague de la lutte éternelle des riches et des pauvres, si bien, qu'il en arrive à rejoindre souvent les tendances de Barbusse dans les « Enchaînements » et, ce qui est pire, à donner une interprétation analogue à celle de Barbusse du Christianisme et de la personne (?) de Jésus.

Tel qu'il est et ramené à ses justes proportions, ce premier tome de l'ouvrage de Max Beer peut cependant rendre des services comme recueil des textes de l'Antiquité relatifs au mythe de l'âge d'or et à la question de la propriété privée, comme aperçu sommaire à intentions matérialistes des luttes sociales de l'Antiquité.

A. ARIAT.

F. ENGELS. — *Ludwig Feuerbach* — suivi des *Notes sur Feuerbach de Marx*. — Trad. et introd. de M. Ollivier (Les Revues, éd.).

L'admirable petit livre d'Engels, est de ceux que le militant doit placer dans sa bibliothèque, à côté du *Manifeste Communiste*, dont il est le complément. Le *Manifeste Communiste* est l'exposé clair, succinct, complet de la méthode matérialiste dans l'interprétation des problèmes de l'histoire. Le *Ludwig Feuerbach* d'Engels joue le même rôle pour l'interprétation matérialiste des problèmes généraux de la science et de la philosophie. Le matérialisme de Marx et d'Engels, comme philosophie de la Révolution prolétarienne n'est complet que lorsqu'on l'envisage à la fois comme méthode historique et comme méthode scientifique et philosophique générale. Tout effort pour séparer et n'admettre unilatéralement que l'un ou l'autre de ces deux aspects est réactionnaire.

La critique de la philosophie de Feuerbach n'est sous la plume d'Engels, qu'un prétexte pour éclaircir les différences qui séparent le matérialisme dialectique du XIX^e siècle, philosophie de la Révo-

lution Prolétarienne, du matérialisme métaphysique français du XVIII^e s., philosophie de la révolution bourgeoise et du pré-matérialisme allemand. Par *Matérialisme* Marx et Engels entendent d'une manière générale une attitude critique qui s'appuie uniquement sur les données de la science, exclusion faite de tout mysticisme religieux et de tout mysticisme philosophique déguisé (Idéalisme). Par *Matérialisme métaphysique* ils entendent un matérialisme qui, comme celui du XVIII^e siècle français et de Ludwig Feuerbach en partie, prétend tout expliquer à partir des lois les plus abstraites du mécanisme physique et chimique, ne s'en tient qu'à des généralités insuffisantes dans le domaine biologique et social dont il méconnaît les caractères spécifiques (l'aspect organique qui fait que le tout y précède les parties et l'aspect historique qui fait que les lois de périodicité et de répétition doivent y être remplacées par des lois d'évolution qui indiquent un processus dans une direction déterminée). Par *matérialisme dialectique*, ils entendent un matérialisme qui, tenant compte des acquisitions modernes des sciences naturelles dans le domaine des corrélations entre l'organisme et le milieu et des variations d'organes (doctrine de l'évolution), aborde dans un esprit plus concret l'étude de la vie sociale, substitue à l'analyse de la société ou individu l'analyse des classes, et met en lumière le rôle déterminant de la corrélation entre la société humaine et son milieu par le travail et les variations techniques qui correspondent aux variations d'organes dans le domaine biologique.

Le *Ludwig Feuerbach* permet en outre de se rendre compte, en dépit du préjugé trop répandu, que Marx et Engels interprètent le déterminisme social de la façon la plus moderne, la moins fataliste et la moins mystique qui soit. Ce déterminisme coïncide sur bien des points avec le déterminisme statistique qui tend de plus en plus à triompher dans la physique moderne. Pour Engels il ne s'agit pas d'une détermination du phénomène individuel mais du phénomène de masse. Le mouvement social est la résultante globale de mouvements individuels se produisant diversement dans des sens très différents.



Historiquement l'humanisme pré-matérialiste de L. Feuerbach est le trait d'union entre l'idéalisme de Hegel et le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels. C'est une critique de la Religion qui la ramène du ciel sur la terre, expliquant Dieu par l'homme et non plus l'homme par Dieu. La base de toute philosophie matérialiste depuis celle d'Epicure et de Lucrèce jusqu'à celle de Feuerbach, de Marx et d'Engels, est en effet une critique de la Religion. Dès que l'on cherche à voir clair dans le monde physique (Epicure) ou dans le monde social (Marx et Engels), en renonçant au clair-obscur et à la mystification mystique, on est matérialiste.

Mais comme le fait remarquer Engels, si Feuerbach est le trait d'union entre l'idéalisme de Hegel et le matérialisme dialectique, il n'en reste pas moins que le grand idéaliste allemand est lui-même le moyen-terme entre le matérialisme métaphysique du

XVIII^e s. et le matérialisme dialectique, ce qui lui donne une signification historique plus importante peut-être que celle de Feuerbach. L'Idéalisme, d'une manière générale, se développe par compensation, à la faveur des insuffisances de la science positive. L'Idéalisme Hegelien avait mis en lumière l'aspect organique et historique des choses que négligeait le matérialisme métaphysique.

C'est en ce sens que Marx et Engels comme ils ont su réaliser dans la pratique l'alliance du socialisme intellectuel et du mouvement ouvrier, ont su dans la théorie réaliser l'union du matérialisme français du XVIII^e siècle et de la dialectique de la philosophie classique allemande. Les aspects théorique et pratique de ces questions sont d'ailleurs indissolublement liés. Le matérialisme métaphysique est la philosophie de la Révolution bourgeoise et le matérialisme dialectique, la philosophie de la Révolution prolétarienne.

Rappelons aux camarades désireux de se documenter sur ces questions que *L'Essence du Christianisme* et *L'Essence de la Religion* de L. Feuerbach ont été traduits en français : on peut encore les trouver à la bibliothèque Ste Geneviève (de nouvelles traductions par ces temps d'obscurantisme barbusien sur les questions religieuses n'en seraient pas mal venues), qu'il existe une thèse très bonne de Albert Levy sur Feuerbach, que le complément naturel des thèses de Marx sur Feuerbach est la critique de la *Philosophie du Droit de Hegel* et *La Sainte famille* (T. I, II, III, des œuvres philosophiques de Marx chez Costes) comme celui du Feuerbach d'Engels est l'*Anti-Dühring* (1).

A. ARIAT

A. PHILIP. — *L'Inde Moderne*. (Alcan, édit.).

A. Philip, qui nous a déjà donné une documentation très sérieuse sur le *Mouvement ouvrier aux Etats-Unis* vient de donner dans un autre ordre d'idées, un petit livre du plus vif intérêt sur *L'Inde Moderne*.

L'actuelle recrudescence du mouvement révolutionnaire aux Indes doit attirer l'attention de chaque communiste. La connaissance de la situation politique et économique de l'Inde est tout à fait

(1) Malheureusement la nouvelle traduction que vient de fournir M. Ollivier laisse beaucoup à désirer. Elle contient bon nombre d'à peu près, et même un certain nombre d'erreurs et d'insuffisances; elle est très loin de rendre la vigueur et la netteté du texte d'Engels.

Ainsi p. 46, la traduction dit « les êtres supérieurs créés par notre imagination ne sont que le reflet fantastique de notre propre être », alors que le texte parle des êtres supérieurs créés « par notre imagination religieuse (religieuse Phantasie) ». La traduction dénature ainsi complètement la thèse fondamentale de *L'Essence du Christianisme* de Feuerbach resumée par Engels. Feuerbach n'aborde pas la question de « l'imagination » en général, mais spécifiquement celle de « l'imagination religieuse ». — N. D. L. R.

nécessaire; le livre de A. Philip apporte, à côté du point de vue politique des plus retardataires de son auteur, qui est socialiste-chrétien, une documentation abondante. Aussi est-ce à l'enquêteur social que nous nous intéressons.

L'Inde est, dans sa majeure partie, un pays agricole. Le problème paysan est donc très aigu. La situation matérielle des paysans? C'est la *misère atroce*. 40 millions de personnes ne prennent pas un repos complet par jour. Le revenu moyen est de 75 roupies, or comme la roupie a perdu $\frac{2}{5}$ de sa valeur, elle est restée au même niveau qu'en 1867; 94 0/0 du budget familial est consacré à la nourriture. La distribution des terres est de deux sortes, soit la possession individuelle ou *ryotwari*, soit le fermage, ou *zamin-dari*. Dans les deux cas le paysan est pressuré par les impôts et les usuriers. Si le paysan traite avec l'Etat, il abandonne $\frac{1}{3}$ de son revenu annuel net. Dans le cas contraire, s'il est soumis au propriétaire foncier $\frac{2}{3}$. Il faut ajouter à cela, la récolte dépendante du régime des vents, le caractère arriéré de la technique agricole; aussi 27 0/0 des terres sont inutilisées, et 16 0/0 sont en jachère.

C'est pourquoi l'état normal des paysans hindous est la famine.

Bien qu'agricole dans son ensemble, l'Inde s'industrialise. La branche la plus importante est le textile; les usines ont augmenté de 341 0/0 et le capital s'est accru de 764 0/0. La moyenne des dividendes est à Bombay de 16 à 40 0/0. Près de cette industrie principale sont aussi les industries du jute, minières; employant 294.000 ouvriers. Vient après le pétrole (0,8 0/0 de la production mondiale) le manganèse (60 0/0) l'or (3 0/0), sel gemme (9,8 0/0). Les $\frac{3}{4}$ des salariés sont employés dans la grande industrie employant plus de 400 ouvriers. Le capital est étranger, mais aussi indien. 15 0/0 des capitaux anglais sont exportés dans l'Inde.

Un tel développement de l'industrie a donné naissance à une classe ouvrière, dont 4 millions sont des salariés modernes, employés dans les usines, chemins de fer, docks, plantations, constructions navales, etc... Il faut y ajouter les salariés agricoles, artisans ruinés; au total 35 millions.

L'ouvrier hindou dépend des contre-maitres pour l'embauche, comme pour le maintien de sa place, les salaires sont payés aux pièces, et avec 6 à 10 jours de retard. Le *dasturi*, ou pot-de-vin régulier servi au contre-maitre pour se maintenir au travail est d'usage courant. L'emploi de femmes et d'enfants se pratique sur une large échelle. Les salaires varient avec les races, c'est ainsi que là où un européen touche 12 à 24 livres un ouvrier indien ne touchera que 3 à 6. De 1914 à 1919 les salaires n'ont augmenté que de 13 0/0 alors que le prix de la vie a augmenté de 70 à 90 0/0, selon les régions, et que les dividendes sont passés de 77 0/0 en 1917 à 183 0/0 en 1920 et à 83 0/0 en moyenne en 1927. Les conditions de vie, logement, hygiène, etc... sont des plus misérables. 56,8 des revenus ouvriers sont consacrés à la nourriture. Le poids des céréales consommées est de 1,29 livres par jour pour un ouvrier, alors que les détenus consomment 1,87 et 1,54. Riz, huile, lait caillé, et graine de jewari, tel est la nourriture d'un ouvrier indien.

La situation de la paysannerie et de la classe ouvrière explique

fort bien le caractère de la révolution hindoue. Le problème de l'Indépendance de l'Inde est celui d'une révolution sociale. Et comme dans toute révolution sociale la force motrice est la direction de classe qui l'imprègne. Et ici, la bourgeoisie hindoue se trouvera être aux côtés de l'Angleterre contre les masses ouvrières et paysannes. L'instinct de classe de conservation l'emporte sur les divergences entre une répartition du fruit de l'exploitation des masses prolétariennes. L'histoire la plus récente de la révolution chinoise le prouve.

C'est pourquoi, une révolution sociale telle que la révolution agraire, ne peut se faire que sous la direction de la classe révolutionnaire qu'est la classe ouvrière. A. Philip laisse déborder son sens chrétien et réformiste lorsqu'il parle de la différence entre l'ouvrier indien et européen, à l'analyse objective il substitue sa subjectivité. Le développement de la conscience de classe a des degrés. Dans *Misère de la philosophie* Marx notait : « Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La concentration du capital a créé à cette masse une situation commune, des instincts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. » Ce processus se remarque aux Indes, identiquement à l'évolution du XIX^e s., en Europe. A. Philip, est aussi forcé de noter qu'après une suite d'organisations ouvrières fondées par des intellectuels, et propageant l'arbitrage, les ouvriers en prirent conscience et s'occupèrent eux-mêmes de leurs intérêts de classe. Tel est l'enseignement de la fondation de la Bombay Millworkers Union, qui mena campagne et réussit en 1920 à décréter la grève générale. Le prolétariat indien a déjà mené des grèves contre la bourgeoisie anglaise et hindoue. Dans le mouvement de classe Gandhi joue son rôle contre-révolutionnaire déduit d'une philosophie paysanne réactionnaire. Les questions de castes et de religions se résolvent dans cette révolution sociale, A. Philip note fort justement qu'à l'atelier, à l'usine, les différenciations de caste disparaissent.

A tout communiste le livre de Philip apportera donc une excellente documentation, et même quelques analyses pénétrantes; mais il reste bien évident que seul le marxisme a été et reste en mesure, non seulement d'expliquer la situation sociale de l'Inde, mais aussi de la transformer.

J.-J.

La Vie de la Revue

Un retard venu des difficultés matérielles de notre travail nous a obligés à repousser le n° de Mai, de façon à le faire paraître en même temps que le n° de Juin, sous forme d'un numéro double. Nous nous excusons auprès des camarades. Nous voulons que la revue paraisse régulièrement chaque mois. Mais la multiplication des tâches de la Ligue Communiste (Opposition), qui édite la revue, jointe à la faiblesse de nos moyens matériels, occasionne forcément des accrocs.

A partir de ce numéro (qui, à titre spécial de numéro double, coûte 5 francs) le *prix de chaque numéro sera de 3 fr.*, l'abonnement coûtant 30 fr. pour 1 an et 15 fr. pour 6 mois (France et Colonies), et 40 fr. pour 1 an et 20 fr. pour 6 mois (Etranger). Cela ne doit pas rendre le travail de propagande plus difficile.

La *vente au numéro* est l'écueil pour une revue comme la nôtre. C'est pourquoi nous demandons à chacun de nos lecteurs de s'abonner. Toutefois, pour ceux qui nous découvrent seulement, ou qui ne peuvent faire la dépense d'un abonnement, il faut des dépôts. La distribution dans les kiosques est très onéreuse, et rend mal, car il est rare que la revue soit exposée en bonne place. *Nous préférons multiplier les dépôts chez les libraires en demandant aux camarades qui s'y fournissent, de le faire régulièrement.* Nous donnons ci-dessous une liste de libraires qui ont en dépôt *La Lutte de Classes*.

Nous faisons appel à tous nos lecteurs au numéro pour qu'ils nous indiquent une librairie, dans leur quartier ou dans leur localité, où nous pourrions faire un dépôt régulier de la revue, même d'un nombre restreint de numéros.

Un certain nombre d'abonnements échus au mois d'avril n'ont pas été renouvelés, malgré l'envoi d'une circulaire. Nous insistons auprès de nos camarades pour qu'ils se dépêchent de le faire.

Nous faisons aussi appel à tous, une fois de plus, pour activer la correspondance avec la rédaction. Sur le contenu des numéros, il faut nous écrire. Non pour faire des critiques extérieures (encore qu'elles peuvent parfois être utiles), mais pour discuter le fond même des sujets étudiés dans les articles. Chacun de nos lecteurs doit user largement de ce droit qu'a tout communiste de discuter la documentation et les conclusions politiques qui lui sont présentées.

**
*

Le prochain numéro de LA LUTTE DE CLASSES paraîtra exactement le 15 Juillet.

Il contiendra, entre autres, la fin de l'article de *Trotsky*, Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme?, plusieurs autres articles d'actualité de *Trotsky*, des documents importants sur le mouvement communiste italien, etc...

Liste des *librairies* dans lesquelles *La Lutte de Classes* est en vente, en plus des principaux kiosques de Paris :

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villette, 10°.

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10°.

Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5°.

La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5°.

Au Commerce des Idées, 26, Boulevard St-Michel, 5°.

Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5°.

LYON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lenglentier, Bruxelles.

Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.

Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.

Livres reçus au bureau de la Revue :

Marxismus oder Katholizismus, mit einem Vorwort des Authors und einer Nachschrift über *Finanzkapitalismus und Ideologie*, par PR. DR. ARTHUR POLLAK. (Chez H. Freund. Prague XII, 1533. — 1 broch. 68 p.).

La Langue Internationale. Ce que tout militant ouvrier doit connaître de la question, par E. LANTI. (Paris, Fédération Espérantiste ouvrière. 2° éd. 1 vol., 78 p. — 3 fr. 50).

Naciismo. Estudo pri Deveno, Evoluado Kaj Lekvoj, par E. LANTI. (Paris), Lennacieca Asocio Tutmonda. 23, rue Boyer, 20°. 1 v. 124 p.).

Ludwig Feuerbach et la fin de la Philosophie classique, par F. ENGELS, Traduction, Introduction, et Notes de M. Ollivier. (Les Revues, éd. 1 vol. 158 p. — 10 fr. 50).

Histoire générale du Socialisme et des Luites Sociales. I. L'Antiquité, par MAX BEER. Traduction par M. Ollivier. (Les Revues, éd. 1 vol. 213 p. — 12 fr.).

Vie des Révolutionnaires, par VICTOR SERGE. (Ed. de la Librairie du Travail. 1 broch. 30 p. — 1 fr.).

L'an I de la Révolution Russe (les débuts de la dictature du prolétariat (1917-1918), par VICTOR SERGE. (Ed. de la Librairie du Travail. 1 vol. 471 p. — 20 fr.).

Le Gérant : P. NAVILLE.



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, Paris (20°).

... Il faut savoir prévoir que les situations intérieure et internationale annoncent une prochaine période pleine de graves et longues difficultés qui auront leur répercussion politique. Les questions refoulées, les doutes cachés, le sourd mécontentement des masses se manifesteront au-dehors. Toute la question est de savoir s'ils exploseront tumultueusement, prenant le Parti ouvrier au dépourvu ou si ce dernier trouvera à la minute suprême assez de forces en soi pour redevenir un Parti d'une façon nouvelle (et en quelque sorte aussi d'une façon ancienne) en déterminant son rôle à l'égard des masses laborieuses. La clé de l'avenir est dans cette alternative.

.....

La tâche de l'opposition peut se formuler actuellement comme suit : décupler les efforts en vue d'aider le Parti, en dépit de tous les obstacles, à vaincre la crise profonde qui s'annonce en son sein, avant que ne se développe dans toute son ampleur la crise de la révolution.

L. TROTSKY.

*Lettre ouverte aux membres du
Parti Communiste Russe*

23 Mars 1930.

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.

Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr.

Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

Envoyer toute la correspondance à

Pierre Naville, Secrétaire de la rédaction.



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SANDRE & MEUSE PARIS (10^e)

Téléphone : Combat 08-02. R. C. 235.494. B. Chèque Postal N° 43.08. Paris.

Vient de paraître :

VICTOR-SERGE

L'an I de la Révolution Russe

Un volume in-16 jésus (14 × 19) de 448 pages.

Prix 20 fr.

Nous mettons en vente
un certain nombre de
collections des deux
premières années de

**La Lutte
de Classes**

16 numéros parus
394 pages sur 2 colonnes
au prix de 45 fr.

Lisez tous les *Vendredis*

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

c'est le journal hebdomadaire des Communistes

45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.
: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

Vient de paraître N° 12-13

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.